Projet Promotion de l'accès des filles à un Système Educatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP)

Projet présenté par le consortium Solidar Suisse-Educo-Aflatoun

Mars 2021

Table des Matières

Table des Matières I
Liste des Sigles et Abréviations II
Résumé IV
1. Introduction 1
2. Contexte 2
2.1. Contexte socioéconomique 2
2.2. Contexte spécifiuqe à l'emploi des jeunes 2
2.3. Contexte de la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) 3
2.4. Contexte lié au genre 3
2.5. Contexte sécuritaire 4
3. Analyse des problèmes prioritaires 4
4. Alignement du Projet 6
5. Théorie de changement 8
5.1. Les hypothèses 10
5.2. Les approches du projet 12
5.3. Axes stratégiques 15
Axe 1 : Amélioration des compétences de vie des sortants du système éducatif burkinabé .. 19
Axe 2 : Mise en œuvre d'approches innovantes et efficaces de formation professionnelle 20
Axe 3 : Promotion de cadres de collaboration avec le secteur privé pour favoriser l'accès des filles et femmes à des revenus décents 21
Axe 4 : Promotion de la santé sexuelle et reproductive, y inclus la lutte contre la VBG, les mariages précoces, etc. dans le cadre de la promotion de l'éducation des filles 22
6. Objectifs et Résultats 22
7. Zone du projet 23
8. Les Cibles 27
8.1. Tableau recapitilatif des cibles 28
8.2. Besoins et contraintes des groupes cibles 28
8.3. Prise en compte des Personnes Déplacées Internes (PDI) 29
9. Les partenaires du consortium et la synergie avec d'autres acteurs 30
9.1. Rôle des membres du consortium 30
9.2. Rôles des autres parties prenantes 31
10. Activités 37
L'approche AT3E 54
L'approche VSLA⁺ 54
L'approche Aflatoun 55
11. Stratégie d'inclusion 57
12. Stratégie de suivi 59
13. Durabilité 64
14. Communication et visibilité 64
15. Analyse des risques 66
Annexes 69

Liste des Sigles et Abréviations

ABBEF	Association Burkinabé pour le Bien Être Familial
AFI-D	Alphabétisation-Formation Intensive des jeunes de 9-16 ans pour le Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenu
ANFP	Agence Nationale pour la Formation Professionnelle
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
AT3E	Apprentissage, TIC, Entreprenueriat et Education financière pour l'Emploi
CCEB	Cadre de Concertation des ONG et Association actives en Education de Base
CCC	Communication pour le changement de comportement
CEFP	Centre d'Education et de Formation Professionnelle
CONASUR	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CNSMO	Comité de Suivi de la Mise en Œuvre
CQP	Certificat de Qualification Professionnelle
CSPS	Centre de Santé et de Promotion Sociale
DSSR	Droits Sexuels et Santé de la Reproduction
EADE	Enfants et Adolescents en Dehors de l'École
ECS	Education Complète à la Sexualité
EFTP	Enseignement et Formation Technique Professionnelle
EVF	Education à la Vie Familiale
FSF	Fournisseurs de Services Financiers
IEC	Information Education Communication
IIPF	Institut Internationale pour la Planification Familiale
IMF	Institution de Micro Finances
MAS	Multi Annuelle pour le Sahel
MENAPLN	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
MFSNFAH	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Actions Humanitaire
MGF	Mutilations Génitales Féminines
OBC	Organisation de Base Communautaire
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAN	Plan d'Action National
PDI	Personnes Déplacées Internes
PE	Pairs Educateurs
PDSEB	Programme de développement stratégique de l'Education de Base
PF	Planification Familiale

PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PNETF	Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Technique et Professionnelle
PSEF	Plan Sectoriel de l'Education et de la Formation
PVNB	Programme National de Volontariat du Burkina Faso
SMART	Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et défini dans le Temps
REB	Réseau Education de Qualité par le Bi-plurilinguisme
SR	Santé de la Reproduction
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
SSRAJ	Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes
TAch	Taux d'Achèvement
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TOC	Theory of change (théorie du changement)
VBG	Violences Basées sur le Genre
VSLA	Village Savings and Loan Association

Résumé

Nom de l'action	**Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP)**
Lieu de l'action	Burkina Faso, régions du Sahel, de l'Est, du Nord et du Centre-Nord
But principal	Améliorer l'accès des filles et des femmes des régions d'intervention à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité et à des revenus décents
« Outcomes » attendus	**OS1 :** D'ici 2024, 14 000 élèves de 40 établissements du post-primaire et secondaire et 1 200 apprenantes des CEFP de la zone d'intervention du projet ont amélioré leurs compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curricula et d'outils pédagogiques améliorés **OS2 :** D'ici 2024, l'employabilité et l'accès à des revenus décents de 15 625 filles et femmes sont améliorées à travers la promotion d'une offre de formation professionnelle innovante utilisant l'approche Aflatoun et l'utilisation des TIC **OS3 :** D'ici 2024, il est rendu possible à 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 filles et femmes bénéficiaires de la formation professionnelle d'avoir une meilleure gestion de leur santé Sexuelle et reproductive **OS4 :** D'ici 2024, les acteurs locaux et nationaux concernés connaissent le projet, recherchent activement des synergies, intègrent et répliquent au moins une bonne pratique PROMESSE-FP
Bénéficiaires	**121 083 personnes** dont **43 625 filles de 15 à 35 ans**, **42 000 garçons de 15 à 18 ans** du post primaire et du secondaire, **1 306 enseignants 160 agents de santé et 33 992 hommes des villages de la zone d'intervention**
Durée	01er Mai 2021 au 31 Décembre 2024
Budget	8.961.878 euros
Partenaire financier	Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Burkina Faso
Demandeur chef de file	**Solidar Suisse** Représentation au Burkina Faso 01 BP 2057 Ouagadougou 01 Téléphone : 00 226 25 37 68 45 Email : solidar@solidarburkina.bf Personne de contact : Dieudonné Zaongo : dieudonne.zaongo@solidarburkina.bf
Codemandeurs	**Fundación Educación y Cooperación (Educo)** BP 3029 Ouaga 01 Site Internet : http://www.educo.org Personne de contact : Ollo Oscar PALE : ollo.pale@educo.org Tel: 00226 25 37 51 68 / 00226 70 72 60 18 **Aflatoun International** IJsbaanpad 9-11, 1076 CV Amsterdam Téléphone : 020 760 1340 Email : info@aflatoun.org

1. Introduction

La présente action, ‘‘Projet Promotion de l’accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l’Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP)’’ entend apporter des réponses pertinentes en matière de formation professionnelle, d’emploi et de santé sexuelle et reproductive (SSR) de qualité en faveur des filles et des femmes. Elle est portée par les ONG Internationales Solidar Suisse[1], Fundación Educación y Cooperación (Educo)[2] et Aflatoun International , en collaboration avec des partenaires locaux, un consortium d’ONG et d’associations très complémentaires et reconnues pour leur expertise dans l’éducation, la formation professionnelle, la santé sexuelle et reproductive et le developpement des compétence de vie. Ainsi, Solidar Suisse, apportera son expertise dans le domaine de la formation professionnelle et l’utilisation des TIC. Educo, forte de son expérience sur les initiatives de renforcement économique des ménages et la santé sexuelle et reproductive, apportera sa contribution dans la mise en œuvre des actions en lien avec l’approche Village Saving Loans Associations (VSLA), et la santé sexuelle et reproductive des filles/femmes. Aflatoun international quant à elle, se positionnera sur les questions de développement de contenus et renforcement des capacités des acteurs locaux sur l’éducation financière et les compétences de vie courante. Toutes les trois organisations interviendront de manière transversale dans les régions d’intervention du projet (Nord, Est, Centre-Est et Sahel).

L’initiative a été pensée et conçue sur la base des préoccupations et des besoins des filles, des femmes et des jeunes des régions concernées. Les représentants des parties prenantes ont fortement participé à l’élaboration de l’action à travers plusieurs consultations lors d’un exercice d’approfondissement du diagnostic des besoins et suivi d’ateliers de planification. Pendant ce processus, tous ont reconnu la nécessité d’une synergie d’actions pour plus d’efficacité dans l’exécution du projet. Ils sont donc disposés à apporter leurs contributions à sa mise en œuvre en s’impliquant à travers les canaux appropriés et prévus aux activités sur le terrain, en participant à toutes les activités de partage d’expériences, aux échanges lors des rencontres des organes de pilotage du projet.

[1] https://www.solidarburkina.bf
[2] Accountability Report ; http://www.educo.org

2. Contexte

2.1. Contexte socioéconomique

Dans un contexte de forte croissance démographique et de main-d'œuvre et de croissance économique soutenue à un taux moyen d'environ 5% par an au Burkina Faso, l'économie n'a jusque là pas réussi à créer le type d'emplois nécessaire pour sortir un grand nombre de personnes de la pauvreté.
Sur le plan de l'efficacité externe, les programmes gouvernementaux se sont révélés peu adaptés aux besoins socio-économiques du pays et aux demandes éducatives de la population/des familles. L'enseignement technique qui devait y remédier par le développement de compétences nécessaires au marché du travail et au développement économique n'est pas encore suffisamment structuré. En outre, plusieurs des jeunes n'acquièrent pas les compétences nécessaires qui leur permettraient de passer à d'autres filières ou de gagner leur vie de manière décente ; l'accès à l'emploi reste préoccupant. Ces derniers bénéficient de peu d'opportunités d'emploi, étant donné leur manque de qualification professionnelle. Finalement, la faible adaptation des contenus aux besoins sociaux et économiques de certaines communautés contribue à affaiblir l'intérêt des parents vis-à-vis de l'école.

2.2. Contexte spécifiuqe à l'emploi des jeunes

Compte tenu de la dynamique démographique, le Burkina Faso doit créer entre 500 000 et 600 000 nouveaux emplois par an d'ici 2030, dont une majorité pour les jeunes (15 à 35 ans). Dans le même temps, le secteur privé signale qu'il est confronté à de grandes difficultés pour recruter des jeunes qualifiés.
Le système officiel d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (EFTP) du pays est orienté vers le marché du travail salarié formel. Tout aussi importants sont les apprentissages traditionnels qui offrent des possibilités de développer des qualifications et des compétences pour des emplois dans le secteur informel. Les jeunes non scolarisés qui ne sont pas employés (ni en emploi ni en éducation ni en formation) constituent un autre segment de la population qui mérite une seconde chance. Les programmes d'EFTP sont destinés à aider à combler ces lacunes, mais le système formel au Burkina Faso n'est pas orienté pour fournir des compétences pour le marché du travail informel. Le système doit être réorienté et renforcé d'une part et les compétences pour le marché du travail informel doivent être considérablement renforcées pour promouvoir l'emploi des ménages les plus pauvres d'autre part. Les adolescents particulièrement les filles, sont souvent victimes d'injustices multiformes et de diverses formes de violences (violences physiques, abus sexuels, traite et pires formes de travail, prostitution, etc.). Ceux du milieu rural sont particulièrement confrontés à la sous scolarisation et la déscolarisation pour des raisons d'ordre socioéconomique et culturel. Il est à noter que dans les grandes villes, le phénomène du manque d'emploi prend des proportions inquiétantes, ouvrant des portes à la mendicité juvénile dans les rues qui rime souvent avec violence, vol, drogue, etc. Le développement de ce phénomène trouve également ses explications dans le déchirement de la cellule familiale, la dégradation de la situation économique des ménages, les mauvaises applications de croyances religieuses.
Selon les résultats de l'enquête multisectorielle de 2016[3], le taux de chômage est de 8,6% chez les jeunes de 15 à 24 ans et encore plus élevé chez les jeunes filles (12,3%%). Dans le secteur informel, même si l'on enregistre que des filles de 16 à 35 ans développent des activités économiques, elles n'ont pas toujours reçu une formation appropriée leur permettant de mieux s'épanouir. En outre, beaucoup n'arrivent pas à faire valoriser les nombreuses années d'expérience acquises par manque

[3] http://www.insd.bf/n/contenu/enquetes_recensements/Enq_EMC/Emploi_et_ch%f4mage.pdf

de programmes qui répondent aux besoins du présent et de l'avenir en termes d'employabilité y compris des cadres de certification.
Selon le tableau de bord statistique 2018 du Ministère de la jeunesse, de la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi[4], bien qu'elles constituent la majorité de la population en âge de travailler, les femmes ont moins accès aux emplois par rapport aux hommes. En effet, sur la période 2014 à 2018 elles occupent près de 43,3% des emplois contre 56,7% pour les hommes. En 2018, sur 1000 femmes potentiellement actives, 88 sont en situation de chômage contre 38 hommes sur 1000 dans la population masculine. Il est également à souligner que les femmes ont 2,3 fois plus de risque d'être en situation de chômage que les hommes. Le développement des compétences est difficile, en particulier pour les femmes, qui n'ont pas -ou très peu- de possibilités d'accès au travail décent. Seulement 4% de la main-d'œuvre est une main-d'œuvre qualifiée. En général, les femmes souffrent plus que les hommes de taux de chômage plus élevés, sont moins susceptibles de participer à la population active et sont confrontées à des risques plus élevés d'emploi vulnérable, par ex. être indépendant ou travailleur familial contribuant.

2.3. Contexte de la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR)

La santé des adolescents/tes est de plus en plus préoccupante. Ceux-ci sont confrontés à plusieurs problèmes de santé qui influencent négativement leur épanouissement et marqués par: (i) une fecondité élévée (11%) ; (ii) des avortements clandestins (12% au niveau national, contre respectivement 36%, 32%, 19%, 13% dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel[5]) ; (iii) des grossesses non désirées (GND) en milieu scolaire (125 cas entre 2012-2015 dans la région du centre-Nord contre 110 à l'Est, 64 au Nord et 44 au Sahel[6]) ; (iv) des obstacles socio-culturels qui empêchent l'accès aux services dont ils ont immédiatement besoin afin d'être capables d'exercer leur droit à une vie sexuelle et reproductive saine ; (v) des mariages précoces (52% des jeunes filles sont mariées avant l'âge de 18 ans)[7]; (vi) des relations de pouvoir inégales entre les sexes entrainant des VBG (31,7% des filles âgées de 12 à 17 ans dans la région du Nord étaient excisées contre 10,8% à l'Est, 9,2 au Centre-Nord et 7,7 au Sahel; la région de l'Est étant la plus concernée par ce type de violence avec une prévalence comprise entre 4 et 6% suivie du Centre-Nord 2-4% et des régions du Nord et du Sahel (1-2%)[8].
Le contexte est également marqué par l'adoption d'instruments politiques nationaux et internationaux soutenant les Droits Sexuels et Santé de la Reproduction (SSR) dont le PNAPF 2017-2020 que le Burkina Faso a développé, pour promouvoir la Planification Familiale (PF) volontaire et abordable.

2.4. Contexte lié au genre

Les inégalités entre les sexes se manifestent de différentes manières, telles que des lois, des politiques et des pratiques socioculturelles discriminatoires[9], un pouvoir inégal dans les relations et dans l'accès et le contrôle des ressources. Selon le « Rapport Développement Humain », le Burkina

---

[4] Tableau de bord 2018 MJPEJ
http://cns.bf/IMG/pdf/tableau_de_bord_statistique_2018_signee.pdf
[5] Annuaire statistique de la santé 2018 ; http://cns.bf/IMG/pdf/annuaire_ms_2018.pdf
[6] DGEP, 2016 « *Rapport national sur l'état de la population* »
[7] Girls not brides ; https://www.girlsnotbrides.org/child-marriage/burkina-faso/
[8] ISSP, 2018 « *rapport de l'étude nationale sur les violences faites aux enfants* »
[9] Bouchama, N., G. Ferrant, L. Fuiret, A. Meneses and A. Thim (2018), "Gender Inequality in West African Social Institutions", West African Papers, No. 13, OECD Publishing, Paris. https://doi.org/10.1787/fe5ea0ca-en, accédé le 2 Novembre 2020.

Faso a des niveaux élevés de discrimination sexuelle et il a un classement très bas sur l'indice de développement du genre, à savoir 0,875 ainsi que l'indice d'inégalité de Genre à 0,612. L'inégalité est aussi visible dans l'indice de développement humain qui est pour le Burkina Faso 0,434, pour les hommes 0,435 et pour les femmes 0,130, ce qui place le pays dans la catégorie de faible développement humain - le positionnant à 182 sur 189 pays et territoires [10].
À la racine des inégalités se trouvent les normes de genre, qui prescrivent un statut, un pouvoir, un accès aux ressources et des comportements attendus (y compris dans les relations) différentiels en fonction des attentes culturellement appropriées pour les hommes et les femmes. Alors que les filles et les garçons sont affectés par les normes de genre, les filles sont plus susceptibles de subir les répercussions et les résultats négatifs de ces normes. Les normes et attitudes liées au genre, façonnées dans la petite enfance et l'adolescence, se renforcent avec le temps[11].
La discrimination est évidente dans la législation sur le mariage précoce et forcé des enfants 52% des filles sont mariées avant leur 18e anniversaire et 10% sont mariées avant l'âge de 15 ans[12]. Dans les régions où les mariages et les grossesses précoces sont prédominants, ainsi que la préférence pour les fils, les filles ont des taux de scolarisation et d'achèvement des études inférieurs.

2.5. Contexte sécuritaire

Depuis 2016, le Burkina Faso fait face à une crise sécuritaire dont les effets immédiats et à long terme, constituent une grande menace pour le développement du pays. Cette crise humanitaire, qui vient s'ajouter aux conditions socio-économiques précaires, a un impact dévastateur sur l'éducation, la protection et le bien-être des jeunes et particulièrement les filles, fragilisant ainsi l'environnement protecteur et d'apprentissage de ces derniers. Les régions de l'Est, du Sahel, du Nord, du Centre Nord et de la Boucle du Mouhoun sont les plus affectées. Le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) est passé de 87000 en janvier 2019 à 1 074 993 au 31 Décembre 2020 (SP/CONASUR)[13]. Les déplacements de population affectent particulièrement les enfants de moins de 18 ans et les femmes qui constituent respectivement 58,6 % et 25,3% des (PDI) recensées. Dans les localités d'accueil, la concentration des jeunes exerce une forte pression sur l'offre locale d'éducation.

3. Analyse des problèmes prioritaires

De l'analyse du contexte qui précède, certains problèmes s'avèrent prioritaires et méritent une attention pour afin d'apporter des réponses pertinentes et appropriées pour le bienêtre des filles et des femmes.

La discontinuité de la formation professionnelle

Plusieurs facteurs expliquent cette situation de discontinuité de la formation professionnelle. Au nombre de ceux-ci figurent la faible maitrise des besoins du marché du travail et des niches d'emploi, la faible capacité à adapter assez rapidement le dispositif de formation aux besoins exprimés et le fonctionnement assez faible des dispositifs de suivi de l'insertion des sortants. Les difficultés d'insertion des sortants de la formation professionnelle sont un bon moyen pour apprécier l'adéquation entre la formation offerte et les besoins du marché. Le sentiment qui se dégage est que des formations sont créées dans des filières saturées tandis que les filières demandeuses de compétences ne sont pas suffisamment développées. A cela il faut ajouter la question de

[10] 2018 http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/BFA.pdf
[11] Dr Venkatraman Chandra-Mouli, Dr Avni Amin, and Marina Plesons. « Implications of the Global Early Adolescent Study": https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2017.07.012 accédé 21 Septembre 2020
[12] Girls not brides ; https://www.girlsnotbrides.org/child-marriage/burkina-faso/
[13] SP CONASUR ……

l'accompagnement des sortants de la formation professionnelle en termes de financement de leur installation.

Le faible taux de participation des jeunes femmes au marché de travail

En 2017, les jeunes de 15-35 ans représentaient près de 6,4 millions de la population au Burkina Faso[14]. Malheureusement l'absence d'un environnement propice à la création d'emploi rend difficile l'accès des jeunes notamment des jeunes femmes à l'information sur les opportunités économiques, à des formations techniques et professionnelles répondant aux besoins du marché. La grande disparité des effectifs des apprenants des centres de formation professionnelle (2750 apprenants hommes contre 758 apprenants femmes) illustre cette situation[15]. Il en est de même des disparités entre taux d'alphabétisation des femmes et des hommes de plus de 15 ans en 2014 qui est respectivement de 26,1% et 44,3%[16]. L'accès aux infrastructures de soutien et aux services d'accompagnement visant la promotion de l'emploi demeure également un défi notamment pour la jeune femme.

Des besoins complémentaires en éducation financière

Les jeunes n'ont souvent pas accès au capital et n'ont pas le contrôle sur le capital pour démarrer une entreprise. C'est encore bien pire pour les femmes que pour les hommes. L'accès varie considérablement entre les zones urbaines et rurales[17]. Il y a une plus grande dépendance aux mécanismes informels des produits financiers dans les zones rurales. Avec des différences considérables dans l'utilisation des produits financiers selon le sexe. Les hommes ont un taux d'inclusion plus élevé (15% bancarisés, 45% formel, 64% formel + informel) par rapport aux femmes (20%, 35%, 57%) qui sont moins incluses par le secteur formel et plus dépendantes des canaux informels[18]. A cet égard, une stratégie régionale d'inclusion financière élaborée par la BCEAO[19] et adoptée par le Conseil des Ministres de l'UEMOA, y compris le Burkina Faso, en Juin 2016, met en évidence cinq composantes principales : (i) Promouvoir un cadre légal, réglementaire et une supervision efficace ; (ii) Assainir et renforcer le secteur de la microfinance ; (iii) Promouvoir les innovations favorables à l'inclusion financière des populations exclues (jeunes, femmes, PME, populations rurales et personnes à faible éducation financière...) ; (iv) Renforcer l'éducation financière et la protection du client de services financiers et (v) Mettre en place un cadre fiscal et des politiques favorables à l'inclusion financière.
Le manque d'éducation financière constitue un obstacle à l'accès des jeunes à des revenus décents. Même si les jeunes ont accès à des emplois, il leur manque des compétences en gestion pour faire les choix appropriés qui leur permettront de bénéficier au mieux de leur activité.

Les problèmes liés à la santé de la reproduction (VBG, mariage précoce, etc)

Lorsqu'ils passent de l'enfance à l'âge adulte, beaucoup de jeunes reçoivent des informations déconcertantes et contradictoires sur les relations et sur le sexe. Les principaux besoins des enfants, des adolescents et des jeunes en matière de SSR entre autres : les besoins d'information, d'éducation sexuelle, de services de santé de qualité et adaptés, d'aide et de conseil, d'affection et de tendresse, d'affirmation de soi, de liberté et de se faire valoir.

---

[14] Tableau de bord statistique 2017 du Ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles.
[15] Ibid.
[16] INSD
[17] http://finmark.org.za/wp-content/uploads/2019/05/Burkina-Faso_Roadmap_English.pdf
[18] http://finmark.org.za/wp-content/uploads/2019/05/Burkina-Faso_Roadmap_English.pdf
[19] https://www.bceao.int/fr/publications/ndeg2-strategie-regionale-dinclusion-financiere-dans-luemoa

L'Institut International pour la planification familiale (IIPF) a reformulé les besoins des jeunes sous forme de droits des jeunes en matière de SSR. Quels que soient leur sexe, couleur, orientation sexuelle et condition physique, tous les jeunes ont les droits suivants : (i) le droit d'être soi-même libre de prendre des décisions, de s'exprimer, d'avoir des rapports sexuels, d'être protégé (sexuellement), de choisir de se marier (ou de ne pas se marier), de fonder une famille (ou de ne pas fonder une famille) ; (ii) le droit d'être informé sur le sexe, les méthodes de contraception, les IST, le VIH et les droits en matière de sexualité ; (iii) le droit de se protéger et d'être protégé contre les grossesses non désirées, les IST, le VIH, et les abus sexuels ; (iv) le droit aux soins médicaux qui doivent être essentiels, accessibles financièrement, de bonne qualité et donnés avec le respect qui convient ; (v) le droit d'être impliqué dans les programmes de planification et dans les réunions/séminaires de tous niveaux et le droit d'essayer d'influer sur les gouvernements par les moyens appropriés.

4. Alignement du Projet

Le projet s'inscrit en droite ligne avec les Objectifs de Développement Durable, notamment **l'objectif 4** qui est d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité à travers les objectif spécifiques **4.1** (D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile) et **4.4** (D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat). Il est aussi cohérent avec **l'objectif 8** qui est de promouvoir une croissance économique soutenue, un plein emploi productif et un travail décent pour tous à travers le développement de politiques favorisant l'accès à une éducation et formation de qualité, l'entreprenariat et la création d'emplois. C'est le but poursuivi par le présent projet.

Au sein des ODD, les aspects liés aux SSR sont inclus dans les cibles de trois objectifs interdépendants : bonne santé et bien-être (ODD 3), éducation de qualité (ODD 4) et égalité des sexes (ODD 5)

Le projet est également en phase avec les orientations stratégiques des Pays-Bas en ce sens que sur la période 2019-2022[20], le pays s'est engagé à apporter un soutien d'environ 400 millions d'euros aux efforts de développement du Sahel, en particulier dans les secteurs suivants : (i) Éducation, emploi et liberté de choix pour les femmes et les filles ; (ii) Commerce durable et investissements ; (iii) Processus de paix et État de droit. Par ailleurs, la politique des Pays Bas au Sahel se concentre sur ***les jeunes entre 15 et 25 ans, avec cepednant une possiblité d'extension jusqu'à 35 ans pour*** stimuler l'esprit d'entreprise et en fonction des pays (c'est le cas du Burkina Faso où la cible retenue est celle de 15 à 35 ans). Cette politique poursuit les principaux objectifs ci-après :

- Meilleure harmonisation entre le développement de compétences et le marché de l'emploi, de sorte que les plus jeunes – en particulier les filles – puissent effectuer le passage de l'école ou de la formation vers le travail.
- Accroissement des possibilités offertes aux filles d'accéder à l'éducation et de terminer leur cursus, de sorte à réduire le nombre de mariages précoces.
- Élargissement de la disponibilité des services de planning familial chez les partenaires régionaux. En matière de santé et de droits reproductifs et sexuels, résoudre le problème des besoins non satisfaits est une priorité dans le cadre d'une approche basée sur les droits humains.

[20] L'engagement des Pays Bas au Sahel, investir pour prévenir, document de stratégie

En matière de Santé et droits reproductifs et sexuels, les Pays Bas sont membres du partenariat de Ouagadougou, une alliance regroupant neuf pays francophones de l'Afrique de l'Ouest (y compris des leaders religieux, des membres de la société civile et des représentants des jeunes) et leurs partenaires internationaux.

Au plan national, le projet s'inscrit dans la stratégie du Burkina Faso, qui est de se donner les moyens de faire face aux défis de l'emploi décent et de réduction de la pauvreté, en renforçant son cadre institutionnel de promotion de l'emploi. Il s'aligne avec le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES)[21] qui a pris fin et dont le processus pour une nouvelle politique est en cours d'élaboration. Dans ce référentiel, le développement du capital humain et la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi sont deux des trois axes majeurs. Ils sont également les principaux aspects sur lesquels ce projet entend agir.
Pour cela le projet contribuera au Plan Sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF) 2017-2030[22] afin d'accroître l'offre et améliorer la qualité de l'éducation et de la formation en adéquation avec les besoins de l'économie.

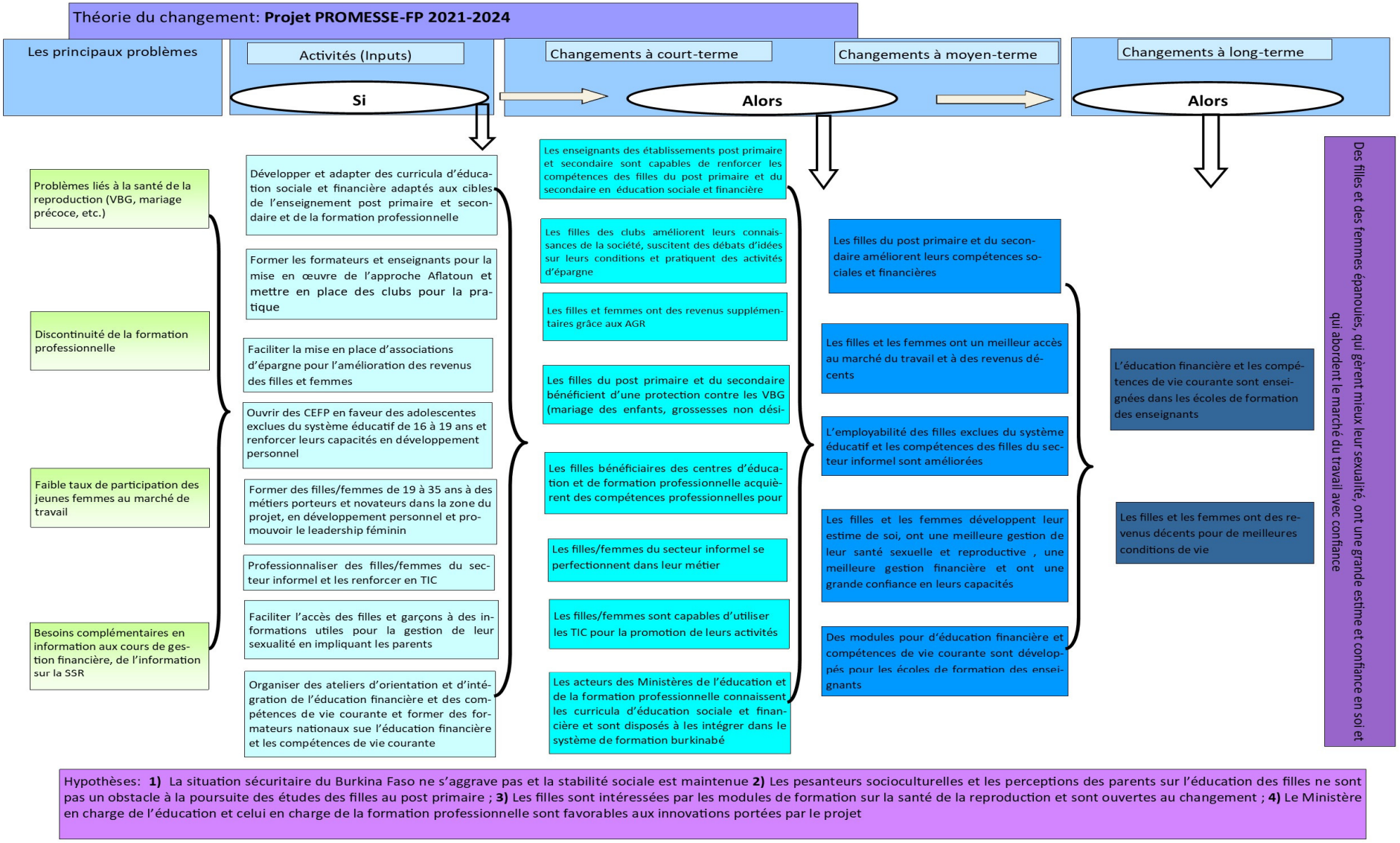
En matière de formation professionnelle, le projet s'aligne avec le référentiel national en matière de formation technique et professionnelle qui est la Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Technique et Professionnelle (EFTP) adoptée par le gouvernement en Juillet 2008. Cette politique a pour but d'élever le niveau de connaissances et de compétences de la population active et plus particulièrement des jeunes filles et garçons, pour favoriser leur insertion dans les emplois et les métiers porteurs afin de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté. A travers elle, l'Etat burkinabè vise à offrir au pays une masse critique de compétences de niveau intermédiaire pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté.

Le projet contribuera également à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi à travers la réduction du chômage et du sous-emploi chez les jeunes. Cela passera par l'amélioration de la qualité de la formation des jeunes et la création d'un lien entre la formation et la réalité du marché de l'emploi.

En matière de santé sexuelle et reproductive et Genre, le projet contribue à la mise en œuvre Stratégie Nationale Genre 2020-2024 qui a pour objectif de bâtir une société d'égalité et d'équité entre hommes et femmes, et qui assure, à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique. Il contribue également au Plan National d'Accélération de la Planification Familiale (PNAPF) et le Plan Stratégique de Santé des Adolescents et des jeunes (PSSAJ), lesquels plans sont en cours d'élaboration, la phase 2017-2020 étant arrivée à terme en 2020. Dans sa mise en œuvre, le projet s'inspirera des outils du Conseil National pour la Promotion du Genre (CONAP-Genre) notamment les outils pédagogiques sur le genre et la santé sexuelle et reproductive pour les sensibilisations des élèves, des parents et des communautés.

[21] PNDES 2016-2020……..
[22] PSEF …….

5. Théorie de changement



Hypothèses: **1)** La situation sécuritaire du Burkina Faso ne s'aggrave pas et la stabilité sociale est maintenue **2)** Les pesanteurs socioculturelles et les perceptions des parents sur l'éducation des filles ne sont pas un obstacle à la poursuite des études des filles au post primaire ; **3)** Les filles sont intéressées par les modules de formation sur la santé de la reproduction et sont ouvertes au changement ; **4)** Le Ministère en charge de l'éducation et celui en charge de la formation professionnelle sont favorables aux innovations portées par le projet

Le projet PROMESSE-FP se veut une contribution à la résolution des problèmes des jeunes filles et femmes, réparties de la manière suivante : i) les problèmes liés à la santé de la reproduction (VBG, mariage précoce, etc.) ; ii) le manque d'accès à l'éducation, surtout pour les filles (socio-culturel, financier) ; iii) la discontinuité de la formation professionnelle ; iv) le faible taux de participation des jeunes femmes au marché de travail ; v) des besoins complémentaires en information sur la gestion financière.

Concernant les problèmes liés à la santé de la reproduction (VBG, mariage précoce, grossesse, etc.). En effet, selon l'enquête Multisectorielle Continue, Module Démographie et santé de 2015 (EMC-MDS 2015), les principales caractéristiques des adolescents et des jeunes sont : (i) la précocité des rapports sexuels (l'âge médian des jeunes femmes au premier rapport sexuel est de 17,8 ans) ; (ii) le nombre élevé de rapports sexuels non protégés (parmi les jeunes qui ont déjà eu des rapports sexuels, moins de la moitié (42%) des filles ont déjà utilisé une méthode contraceptive au cours de leur vie) ; (iii) la faible prévalence contraceptive (au niveau national, la prévalence contraceptive était de 24 % en 2015 ; il est de 12,6% pour les 15-19 ans et de 21,6 % pour les 20-24 ans) ; (iv) l'importance des besoins non satisfaits en matière de planification familiale (19% au niveau national ; 16,3% pour les 15-19 ans et 21,5% pour les 20-24 ans) ; (v) une fécondité élevée chez les 15-19 ans (117‰ avec une contribution d'environ 11% à la fécondité générale des femmes). Aussi, le couple-année de protection enregistrée en 2018 au Burkina Faso est de 1 348 692. Beaucoup de jeunes, lorsqu'ils passent de l'enfance à l'âge adulte, reçoivent des informations déconcertantes et contradictoires sur les relations et sur le sexe. En effet, même si les curricula d'éducation prennent en compte des modules sur le corps humain et son fonctionnement, la société africaine considère généralement les questions de sexualité comme étant taboues. Certaines informations sont cachées aux jeunes pendant leur adolescence. Avec l'évolution des technologies de l'information, les jeunes ont accès à des informations qui parfois diffèrent de celles qu'ils/elles ont reçu pendant leur plus jeune âge. De ce fait, ils/elles, de plus en plus revendiquent leur droit à une éducation sexuelle.

Concernant la discontinuité de la formation professionnelle, plusieurs facteurs expliquent cette situation parmi lesquels, la faible maitrise des besoins du marché du travail et des niches d'emploi, la faible capacité à adapter assez rapidement le dispositif de formation aux besoins exprimés et le fonctionnement assez faible des dispositifs de suivi de l'insertion des sortants. En général, les formations sont créées dans des filières saturées tandis que les filières demandeuses de compétences ne sont pas suffisamment développées. A cela il faut ajouter la question de l'accompagnement des sortants de la formation professionnelle en termes de financement de leur installation.

Enfin, en ce qui concerne le faible taux de participation des jeunes femmes au marché de travail, l'absence d'un environnement propice à la création d'emploi rend difficile l'accès des jeunes notamment des jeunes femmes à l'information sur les opportunités économiques, à des formations techniques et professionnelles répondant aux besoins du marché. L'accès aux infrastructures de soutien et aux services d'accompagnement visant la promotion de l'emploi demeure également un défi notamment pour la jeune femme.

Concernant les besoins complémentaires en information sur la gestion financière et inclusion financière, le Burkina Faso a une forte population jeune en âge de travailler mais de faibles niveaux d'emploi. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est estimé à 8,6%. Les jeunes qui s'inscrivent dans le secondaire ou la formation professionnelle ont rarement l'intention de devenir entrepreneur. Rares sont ceux qui envisagent de créer une entreprise ou d'investir dans les bastions traditionnels de l'économie burkinabè.
En plus du manque d'éducation entrepreneuriale appropriée, les jeunes n'ont souvent pas accès au capital et n'ont pas le contrôle sur le capital pour démarrer une entreprise. C'est

encore bien pire pour les femmes que pour les hommes. Il y a une plus grande dépendance aux mécanismes informels des produits financiers dans les zones rurales. Avec des différences considérables dans l'utilisation des produits financiers selon le sexe. Les hommes ont un taux d'inclusion plus élevé (15% bancarisés, 45% formel, 64% formel + informel) par rapport aux femmes (20%, 35%, 57%) qui sont moins incluses par le secteur formel et plus dépendantes des canaux informels[23]. Pour ce qui est des besoins complémentaires sur la gestion financière, les jeunes, quand bien même ils ont accès à des financements pour leur entreprise, l'insuffisance de formation en gestion financière les empêche d'exprimer réellement leur potentiel car ils se retrouvent très vite confrontés à des difficultés financières du fait du manque de formation. Ceux qui intégrent le marché du travail en étant employés par des tiers ont également besoin de notions de gestion pour une gestion optimale de leurs ressources. Malheureusement le système éducatif burkinabé n'offre pas de cadre pour l'apprentissage de ces notions aux jeunes, pour leur donner le bagage nécessaire pour faire face aux besoins pour une meilleure gestion de leurs ressources une fois le marché du travail intégré.

Les actions retenues par PROMESSE-FP sont pertinentes parce qu'identifiées sur la base d'un diagnostic participatif qui prend en compte ***l'accès, du maintien, de la formation professionnelle et des besoins en matière de gestion financière, de santé sexuelle et reproductive***. Leur mise en œuvre va provoquer les changements souhaités par le projet aussi bien à court, moyen qu'à long terme.
Le caractère participatif du diagnostic s'est traduit par :

- La concertation entre les membres du consortium pour mieux s'approprier les termes de référence afin d'élaborer une proposition pertinente qui tient compte de l'expérience de chaque membre et des points de complémentarité pour mieux adresser les problèmes
- La consultation des partenaires potentiels du consortium dans les différentes régions au regard de leurs expériences et pour tenir compte des solutions locales existantes
- La consultation des acteurs étatiques pour tenir compte des politiques et stratégie gouvernementale en matière d'éducation, de formation et d'insertion professionnelle des jeunes

5.1. Les hypothèses

- La situation sécuritaire du Burkina Faso ne s'aggrave pas et la stabilité sociale est maintenue ;
- Les factteurs socio-culturels sont favorables à la poursuite des études des filles au post primaire ;
- Les filles sont intéressées par les modules de formation sur la santé de la reproduction et sont ouvertes au changement ;
- Le Ministère en charge de l'Education et celui en charge de la Formation Professionnel sont favorables aux innovations portées par le projet

Les changements à court et moyen terme :

Avec le développement de curricula d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'égalité de genre et le renforcement des capacités des acteurs du système éducatif ainsi que l'accompagnement des mères de filles vulnérables pour la réalisation des activités génératrice de revenu (AGR) (pour la prise en charge des besoins scolaires des filles), en mettant en place des clubs de filles et de garçons dans des établissements du post primaire et du secondaire, en sensibilisant les hommes et en renforçant les capacités des filles et des garçons en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) , en encourageant les filles à utiliser des serviettes hygiéniques lavables produites au

[23] http://finmark.org.za/wp-content/uploads/2019/05/Burkina-Faso_Roadmap_English.pdf

niveau local et en les motivant à utiliser les services de santé de la reproduction/planification familiale en cas de besoin, les enseignants des établissements post primaire et secondaires seront capables de renforcer les compétences des filles et des conditions favorables seront ainsi créées pour l'éducation sociale et financière des filles dans le système éducatif burkinabé. Les filles des clubs amélioreront de ce fait leurs connaissances de la société, susciteront des débats d'idées sur leurs conditions et pratiqueront des activités d'épargne.
Par ailleurs avec le développement d'une nouvelle approche d'éducation non formelle en faveur des filles exclues du système éducatif de 16-19 ans s'appuyant sur l'alphabétisation, l'initiation aux métiers, la santé de la reproduction, l'éducation financière et les compétences de vie courante, etc., la mise en place de centres de développement personnel et de promotion du leadership féminin en faveur des filles et femmes de 19-35 ans travaillant dans le secteur informel en utilisant l'approche Aflatoun, la facilitation de l'apprentissage des filles et femmes auprès de maîtres artisans du secteur privé, la favorisation d'une connexion entre les filles/femmes du secteur informel et le secteur privé en terme de formation et de perfectionnement et en formant les filles à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la promotion de leur activité commerciale, les filles et les femmes disposeront de compétences professionnelles, de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, en gestion financière et seront plus motivées et aptes à développer des entreprises viables . Toutes ces actions vont contribuer à améliorer l'employabilité des filles et femmes qui auront ainsi un meilleur accès au marché du travail. Elles auront également une meilleure gestion de leur sexualité et grâce à l'utilisation des TIC, elles auront accès à un marché plus large et gèreront mieux leurs finances.
Il faut noter que les formations des enseignants sur les curricula d'éducation financière et compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre ainsi que l'implication des acteurs des Ministères en charge de l'éducation et de la formation professionnelle dans l'adaptation des curricula au contexte burkinabé et les ateliers d'orientation et d'intégration qui seront organisés, permettront une meilleure appropriation de l'approche par ces derniers. La formation des enseignants dans les centres de formation des enseignants favorisera une meilleure institutionnalisation de l'approche et le changement systémique souhaité par le projet, pour une réforme du système éducatif et de formation burkinabé.

L'approche Aflatoun consiste à mettre en place des clubs d'éducation aux compétences de vie et d'éducation financière dans les écoles, dans les centres non-formelle, mais également auprès de communautés d'intervention du programme Aflatoun. Ces clubs, à la fois espaces d'apprentissage et de mise en pratique des compétences sociales et financières, permettent aux bénéficiaires de discuter des thématiques liées à leurs conditions d'existence et d'entreprendre des activités communes dans le sens de l'amélioration de leur quotidien. Les bénéficiaires s'engagent dans des activités de sensibilisation des populations sur les thématiques liées au projet, mettent en place des groupes d'épargne et de crédit et créent des activités génératrices de revenus.
En outre, l'approche consiste également à démystifier les institutions financières et les concepts relatifs à la gestion financière, en encourageant des activités de visite auprès des banques, Institution de Microfinances (IMF) et autres Fournisseurs de Services Financiers FSF et faciliter l'accès au crédit par la constituions de groupes de caution solidaires, par le biais de l'épargne collectif. Enfin l'approche incite également les jeunes à investir leurs économies et épargnes dans les microprojets.

Les changements à long terme :

Les changements induits à court et moyen terme vont aboutir à des effets à long terme tant chez les filles que dans le système éducatif au Burkina Faso. En effet, l'intégration des curricula d'éducation sociale et financière va permettre à terme que les sortants du système éducatif burkinabé aient des compétences sociales et financières qui favoriseront leur meilleure insertion socio professionnelle car, faut-il le rappeler le but de l'école n'est pas

seulement de donner des connaissances sur des savoir cognitifs mais aussi de donner des compétences sociales utiles pour la vie. Par ailleurs, le meilleur accès au marché de l'emploi et une meilleure gestion financière vont générer des revenus décents pour les filles et les femmes.

5.2. Les approches du projet

L'approche développement des compétences sociales et financières dans les curricula d'éducation (approche Aflatoun)

Un cadre national pour la production et validation des modules d'éducation Financière est important pour l'atteinte des résultats escomptés. En ce sens, la stratégie consiste à déployer une approche intégrée auprès du Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, le Ministère de la Jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et l'ensemble des acteurs intervenants dans le projet, afin de faciliter la mise en place d'un cadre national d'élaboration, de validation et de certification des modules d'éducation sociale et financière au Burkina Faso. Ce cadre se fera à travers les ateliers d'orientation et de validation des modules avec les départements techniques concernés, ainsi que l'implication du personnel des ministères dans le processus de suivi de la phase pilote. L'activité d'intégration découlera également sur formation de la chaine pédagogique, la formation des enseignants et des structures des ministères susmentionnés, chargées du suivi des activités d'intégration dans les curricula, tout en assurant le déploiement du programme dans les établissements formels, non-formel relevant de leur juridiction.

L'Approche Transformative de Genre (ATG)

L'approche transformatrice du genre (ATG) " se réfère aux efforts visant à changer les normes sociales et de genre pour lutter contre les inégalités des rapports de pouvoir et des privilèges entre filles et garçons. Ces normes comprennent les rôles, les attentes, les stéréotypes et les attitudes, les coutumes et les pratiques nuisibles, y compris la violence sexuelle. En d'autres termes, l'approche transformative en matière de genres fait référence aux approches programmatiques ou aux activités qui visent à construire des normes et des structures sociales équitables, au-delà d'attitudes individuelles équitable entre les genres. La mise en œuvre de cette approche transformative se concentre sur deux volets : l'empowerment des femmes et l'engagement des hommes. Dans la présente initiative, l'ATG sera en transversale dans la majeure partie des activités notamment, les VSLA, la SSR, l'apprentissage des métiers, l'utilisation des TIC, etc. Conscients qu'il ne suffit pas d'intégrer des femmes dans les projets pour progresser vers leur empowerment et l'égalité des genres, la présente travaillera à un effet combiné de changements pour l'empowerment des femmes et filles, dans les (i) connaissances, compétences et capacités des femmes (capacité d'agir), (ii) les normes, habitudes, institutions et politiques d'une société qui conditionnent leurs choix de vie (structures) et (iii) les relations de pouvoir auxquelles elles sont confrontées pour tracer leur voie (relations). Il s'agira non seulement de renforcer la capacité d'agir individuelle des femmes, mais également de faire évoluer les barrières structurelles afin de changer les normes sociales et culturelles, les politiques et les relations de façon à permettre aux femmes, filles et aux hommes d'endosser de nouveaux rôles. Pour ce faire, elles seront impliquées en tant que partenaires égaux des hommes et des garçons, afin de faire évoluer les structures et les règles sociales et de lutter contre les déséquilibres de pouvoir qui limitent la pleine jouissance des droits et des opportunités. Au lieu de considérer les femmes et les hommes comme des groupes opposés, un gain de pouvoir pour l'un impliquant une perte pour l'autre, l'action reconnait l'importance de créer de nouvelles structures et de changer les attitudes afin de favoriser des relations d'interdépendance et de soutiens mutuels.

Afin de favoriser une transformation structurelle des relations de genre, le projet a choisi de ne pas toucher que des filles. En effet, sans un changement chez les garçons et les hommes, les inégalités ne sauraient être réduites. Ainsi, les garçons seront également bénéficiaires du projet à travers les sensibilisations/formations qui seront faites sur la SSR et les violences

basées sur le genre notamment dans les clubs qui seront mixtes. Les hommes (parents) seront également sensibilisés car ce sont eux qui prennent les décisions qui parfois défavorisent les filles. S'ils sont associés aux sensibilisations, la prise de conscience favorise les changements que le projet entend promouvoir. Par ailleurs, pour le choix des métiers des jeunes, les parents ou époux seront associés. Cela permettra qu'ils soient plus disposés à accompagner les filles et facilitera leur pleine participation aux activités.

La transversalité de l'approche se s traduira à travers les actions ci-après :

Activité 2.2.2 : Faciliter la mise en place de 385 groupes d'épargne pour l'amélioration des revenus de 9 625 femmes / filles. Généralement, les hommes ont l'accès et le contrôle des ressources. La mise en place de l'approche VSLA vise à équilibrer cette tendance en ce sens que les femmes sont renforcées financièrement à travers les AGR qu'elles mènent grâce aux épargnes et crédits. Le renforcement économique des filles et femmes leur donnera plus de pouvoir et de poids dans la prise de décision au sein du ménage et de la communauté. Le VSLA favorisera le développement du leadership féminin et l'ouverture à de meilleures perspectives d'emploi, ce qui contribue à promouvoir et à renforcer l'égalité de genre.

Activité 2.1.7 : Former 3000 filles et femmes vulnérables de 19 à 35 ans pendant une courte durée à des métiers porteurs et novateurs dans la zone du projet. Certains métiers porteurs (mécanique auto, soudure, électricité, maçonnerie, etc.) sont généralement exercés par les garçons. Dans la mise en œuvre du projet, les filles seront sensibilisées et encouragées à ces métiers. Une formation appropriée sera accordée à celles qui y sont intéressées. Elles seront par la suite accompagnées à leur installation. Par ailleurs, dans l'élaboration des curricula et les modules de formation aux métiers, le projet encouragera l'abandon des illustrations qui défavorisent les filles et qui perpétuent les inégalités de genre (par exemple les garçons qui s'amusent pendant que les filles effectuent des travaux domestiques).

Activité 2.1.8 : Renforcer les capacités de 6 000 filles et des femmes du secteur informel à l'utilisation des TIC pour promouvoir leur activité commerciale. Les filles et particulièrement les femmes relevant du secteur informel sont très souvent en marge des TIC soit par ignorance, soit par la limitation de leur pouvoir d'achat. Malheureusement ce sont les garçons et les hommes qui les utilisent plus dans leurs activités commerciales. Cela s'explique du fait qu'il soit généralement admis que ce soit eux qui aient le goût du risque et donc enclin à essayer les nouveautés. La présente action travaillera à inverser cette tendance et à fortement encourager les filles et les femmes à l'utilisation des TIC.

Activité 3.1.4 : Mettre en place 200 « clubs genre sensibles » de filles et de garçons dans 200 établissements post primaire et secondaire et 30 clubs Amazones dans 10 CEFP pour promouvoir des activités de sensibilisation et développer les compétences sociales et financières des filles et des garçons. Dans l'éducation traditionnelle, les tâches ménagères sont généralement dévolues à la fille au détriment de la fille. Cela se répercute même au niveau des structures d'apprentissage où par exemple les filles sont celles qui sont les plus disposées à balayer les salles de classes et les garçons à défricher les herbes. Les clubs qui seront mis en place constitueront également une tribune de sensibilisation des garçons sur leurs rôles dans l'exécution de certaines tâches ménagères communément attribuées à la fille.

Activité 3.1.7 : Former 160 points focaux adolescents(es) et jeunes dans les points de prestation (CM/CSPS). Le personnel de santé n'est pas suffisamment formé dans une méthodologie d'IEC et de conseil adaptée aux jeunes ainsi que la conduite d'activités transformatrices de genre. En collaboration avec les DS ciblés, deux points focaux jeunes seront désignés au sein de chaque CSPS, et formés en services SSRAJ adaptés aux jeunes notamment en « approche amicale jeune » et l'approche transformatrice de genre.

L'approche de formation mettra l'accent sur l'implication des hommes dans la prévention et la réduction ou l'élimination de la VBG. C'est pourquoi le projet prévoit de sensibiliser les parents notamment les hommes dans les villages, afin que ces derniers comprennent l'importance de changement surtout pour ce qui est des habitudes et attitudes de la société.

L'Approche transversale de la SSR

Les droits sexuels et reproductifs en tant que droits fondamentaux, est sous-tendu par des éléments tels que l'accès aux soins, par le respect du droit à la santé, du droit à la liberté en matière de reproduction et par le principe de non-discrimination. Cela implique de soutenir et de renforcer les systèmes publics (santé, éducation, emploi) en tant que garants de l'accessibilité à la formation, à l'information, aux soins et au respect du droit à la santé. Il est aussi nécessaire de renforcer les capacités individuelles des filles afin qu'elles connaissent et puissent revendiquer et exercer leurs droits. Dans ce sens, la promotion de la santé sexuelle et reproductive, y compris la lutte contre la VBG, a été identifiée comme axe stratégique de cette action pour être mise en œuvre de façon transversale En effet, la promotion de la SSR en faveur des filles, des femmes et des jeunes permettra de créer un environnement favorable qui faciliterait l'apprentissage et l'exercice de métiers de ces dernières. Plus elles sont bien sensibilisées sur les enjeux de la SSR, mieux elles sont équipées pour suivre et terminer leur cursus de formation.
Ainsi, les filles et femmes vulnérables identifiées pour être formés sur les métiers, verront leurs capacités en matière de SSR renforcées. C'est dans ce sens que toutes les opportunités seront mis à profit pour intégrer systématiquement es actions liées à la SSR ; qu'il s'agisse de la formation professionnelle, des compétence de vie, l'éducation financière (VSLA). Il est à souligner que les actions liées à la SSR seront implémentées aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu communautaire telle sorte à prendre en compte les différentes sensibilités.

L'approche Apprentissage, TIC, entrepreneuriat, éducation financière pour l'emploi (AT3E) dans la formation professionnelle
L'approche s'appuie sur l'expérience de Solidar Suisse en matière de formation professionnelle de courte durée à laquelle des modules d'éducation financière, entrepreneuriat, et TIC sont intégrés pour permettre aux jeunes bénéficiaires de disposer non seulement de compétences théoriques et pratiques de métiers mais aussi de compétences de vie pour une meilleure insertion socioprofessionnelle. L'AT3E vise à intégrer dans les curricula de formation aux métiers, ces nouvelles compétences utiles pour l'intégration des jeunes dans le tissu socioéconomique. Ainsi, en plus de l'apprentissage aux métiers, les jeunes reçoivent des formations en éducation financière, entrepreneuriat, utilisation des TIC, leadership et développement personnel. Les approches de formation professionnelle qui seront promues dans le cadre du projet seront développée sur la base de cette approche. Le projet travaillera à influencer le système de formation professionnelle au Burkina Faso, ainsi que le système de certification notamment le CQP et le CQB, pour la prise en compte des compétences en entrepreneuriat, compétences de vie éducation financière. Les formules de formation professionnelle promues par le projet serviront de tremplin pour y parvenir. C'est pourquoi l'approche AT3E fera l'objet d'une capitalisation dans le cadre aussi bien des centres d'éducation et de formation professionnelle pour adolescents exclus du système éducatif que de la formation professionnelle de courte durée auprès des maîtres artisans que le projet entend promouvoir. L'implication des acteurs du Ministère en charge de la formation professionnelle aussi bien dans l'élaboration des curricula que dans le suivi des centres et des jeunes en formation permettra non seulement l'appropriation de l'approche par les acteurs mais également leur accompagnement pour sa mise à échelle. La mise en œuvre de l'approche produira des évidences qui favoriseront l'acceptation et l'accompagnement des

acteurs en charge de la formation professionnelle. Le Comité technique de suivi qui sera mis en place par le projet servira de cadre pour le suivi et les orientations pour l'institutionnalisation.

L'approche Village saving loans associations plus (VSLA+)

L'approche Village Saving Loans Associations (VSLA) est un mécanisme endogène de mobilisation financière basé sur une organisation de personnes en groupe de 15 à 30 membres régi sur l'affinité qui existe entre eux. Ceci permet d'obtenir des groupes où la confiance est de mise. Les membres se connaissant les uns les autres et proviennent de milieux économiques semblables. Les membres se réunissent régulièrement, selon une périodicité définie pour épargner et de se faire de petits emprunts à partir de ces épargnes. Les membres des groupes VSLA recevront une formation de 7 modules par un Superviseur VSLA sur: (i) Groupes, leadership et élections, (ii) élaboration des règlements et des règles pour la Caisse, Solidarité, l'achat de parts et les activités de crédit, (iii) élaboration du Règlement Intérieur de l'Association, (iv), première réunion d'épargne, (v) première réunion de crédit, (vi), premier remboursement de crédit, (vii) répartition du capital, élections et indépendance. Le projet s'appuiera sur cette expérience de Educo à laquelle des modules d'éducation financière, compétence de vie courante, VBG et SSR seront intégrés.

Cette approche fera objet d'une capitalisation qui permettra de transformer l'expérimentation sur le terrain en connaissance partageable. Il s'agira d'enregistrer les différentes étapes du processus de fonctionnement des groupes VSLA et de son impact sur l'économie des ménages, de la première étape (mobilisation sociale), jusqu'à l'étape où les groupes VSLA ont permis la création d'une AGR rentable dont les retombés permettent de prendre en charge les besoins de base des enfants, particulièrement les filles.

5.3. Axes stratégiques

Afin de mieux adresser des réponses et atteindre de manière efficace les résultats, le projet se propose de développer une stratégie autour de quatre axes stratégiques. Ces axes stratégiques ont été définis sur la base des succès que les membres du consortium ont obtenus dans la mise en œuvre de leurs projets respectifs.

Leçons apprises des expériences antérieures des membres du consortium

Projet Renforcement des capacités professionnelles et entrepreneuriales des jeunes vulnérables (Solidar Suisse)

Depuis 2017, Solidar Suisse met en œuvre un projet d'appui à la formation et à l'insertion professionnelle des adolescents et jeunes vulnérables de 9 à 24 ans. Ce projet poursuit les objectifs suivants :
Outcome 1 : 600 jeunes de 9 à 15 ans exclus du système éducatif ont accès à une éducation de base de qualité avec une intégration des valeurs culturelles et une initiation préprofessionnelle.
Outcome 2 : Les chances d'accès à un travail décent de 100 jeunes de 16 à 24 ans sortants des centres AFI-D et/ou exposés à des formes d'exploitation (sites miniers, travaux domestiques) sont améliorées
Otcome 3 : Un mécanisme pérenne de financement des centres AFI-D et du dispositif d'insertion professionnelle des jeunes est fonctionnel

La stratégie du projet a consisté en : i) la facilitation de la formation professionnelle aux jeunes dans des métiers porteurs soit dans des centres de formation professionnelle publics pour une durée de deux ans, soit en apprentissage de courte durée auprès de maîtres artisans. A l'issue de la formation professionnelle et obtention du CQP pour les jeunes formés en longue durée,

mise en relation des jeunes avec des entreprises privées pour un stage de perfectionnement ; ii) la formation des jeunes en entreprenariat) l'appui des jeunes pour l'élaboration de plans d'affaires et leur accompagnement vers des structures de financement. Plus de 600 jeunes garçons et filles dont certains sont issus des sites d'orpaillage ont bénéficié d'offres de formation de longue et de courte durée dans les domaines de la menuiserie, plomberie, couture, mécanique, électricité bâtiment, installation et réparation de plaques solaires, tissage, boulangerie traditionnelle, lavage d'engins et collage de pneus, fabrication de grillage, élevage des poules, embouche ovine, maraîchage. Plus de 80% des jeunes formés ont un emploi dans le domaine soutenu par le projet. Certains jeunes ont été recrutés par l'entreprise où ils ont effectué leur stage de perfectionnement.

Les leçons apprises[24] du projet peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

- Au niveau de la formation professionnelle, il est important d'intégrer dans les critères de sélection des bénéficiaires, la motivation des jeunes à suivre la formation pour éviter les déperditions : il est nécessaire de s'assurer que les cibles choisies sont des jeunes les plus vulnérables et qu'ils sont motivés à suivre la formation de bout en bout
- Il est nécessaire que le projet trouve d'autres alternatives pour soutenir le volet insertion des sortants de la formation professionnelle que s'appuyer sur les financements des fonds nationaux, notamment qui fonctionnent difficilement
- La dotation des sortants de formation professionnelle en kit d'installation est une condition nécessaire pour faciliter l'insertion socioprofessionnelle
- La formation de courte durée est une option bien adaptée à cette cible de jeunes vulnérables concernés par ce projet, car cette option facilite leur insertion rapide
- Les jeunes formés et installés ont besoin d'être suivis par les associations partenaires de mise en œuvre pendant quelques mois pour s'assurer qu'ils gèrent bien leurs activités ainsi que leur cahier de compte
- L'implication des autorités communales dans la mise en œuvre du projet est nécessaire car pour l'insertion, les jeunes ont besoin de l'accompagnement de ces autorités pour obtenir de l'espace pour l'installation

Projet « Compétences de vie et éducation financière à travers le genre » (Aflatoun International)

Entre le 01er Novembre 2018 et le 31 Mars 2020 Aflatoun International a mis en œuvre un projet de renforcement des compétences de vie et d'éducation financière des jeunes au Burkina Faso.

Objectif du projet : Doter 6000 jeunes vulnérables de 12-17 ans au (Burkina Faso et Cameroun) de compétences sociales et financières pour assurer leur autonomie et les transformer en agents de changement positif dans leurs communautés.
Le projet est mis en œuvre dans 75 centres non-formel et établissements formels d'enseignement dans 6 régions (Nord ; Est ; Centre ; Centre Sud ; Hauts Bassins ; Plateau Central), à travers le renforcement des capacités des organisations de la société civile.

Résultat de la mise en œuvre
Engagement des bénéficiaires dans les clubs : plus 95% de taux de présence
Meilleure connaissance de la SSR : Les résultats de la recherche montrent une amélioration des connaissance et comportements en matière de la SSR.

[24] Rapport d'évaluation projet « Renforcement des capacités professionnelles et entrepreneuriales des jeunes vulnérables dans la région du Plateau Central »

Développement de l'esprit entreprenariat : plus de 90% des clubs ont mis en place des microentreprises sociales/financières.
Développement d'habitudes financières positives : 2/3 des clubs ont des comptes collectifs d'épargne, plus des comptes individuels créés par les bénéficiaires eux-mêmes.
Au total, 75 centres éducatifs ont bénéficié du programme (35 centres non formels et 40 écoles d'enseignement formel). Ensemble, ils ont atteint 5750 adolescents filles et garçons. Le taux de fréquentation signalé par les adolescentes et les garçons était élevé à 98%. Ce taux met en évidence le très grand enthousiasme et l'intérêt pour le projet des bénéficiaires, de leurs familles et de leurs communautés.

Les bénéficiaires ont mené les principales activités de programme suivantes :
93 visites éducatives dans des institutions financières pour en savoir plus sur les services et produits financiers. Cela leurs a permis de s'enquérir des possibilités d'ouvrir des comptes d'épargne ou de bénéficier de prêts. Les agents des institutions visitées ont fourni toutes les informations nécessaires aux visiteurs. Les institutions suivantes ont été visitées (Ecobank, UBA United Bank of Africa, Coopérative d'Epargne et de Crédit, Chronopost banque ; La Caisse Populaire, BSIC).
Suite à ces visites, 63 comptes d'épargne de groupe club ont été ouverts, où les adolescents et les adolescentes épargnent ensemble pour un usage commun. En outre, 136 bénéficiaires des centres non formels et des écoles formelles ont déclaré avoir ouvert un compte d'épargne individuel. Les bénéficiaires ont créé 89 entreprises sociales et financières (artisanat, agriculture, aviculture, recyclage etc.). Ces entreprises ont été créées et financées uniquement par les bénéficiaires eux-mêmes grâce à leurs plans d'épargne et au soutien de leurs centres et communautés.

Quelques exemples de projets sociaux et financiers gérés par les clubs :
Les jeunes se mobilisent grâce à leurs propres épargnes et au soutien reçu au débuts du projet en faveur de la mise en place d'une entreprise de vente de poulailler, afin d'améliorer leurs conditions sociales et financières. Cette entreprise va leurs permettre de s'assurer une stabilité financière du club, tout en permettant le financement des activités et dépenses collectives.
Dans la province de Kénédougou, les membres du club Aflateen du centre de formation YAYA Couture, qui ont initialement ouvert des comptes d'épargne auprès de la United Bank of Africa, ont lancé leur entreprise financière dans le secteur de la couture. Le projet vise à créer et à coudre des tenues pendant le temps libre des bénéficiaires. Les membres du club envisagent de vendre les produits aux communautés locales et à d'autres membres du club. Les bénéfices seront partagés entre les différents membres des clubs et sauvegardés sur le compte d'épargne à UBA Bank. Prenant connaissance de cette initiative, l'UBA a décidé d'accompagner les 20 premiers clients et à les aider à financer leur propre entreprise à la fin de leur formation.

<u>Renforcement des capacités économiques des ménages à travers l'approche VSLA (Educo)</u>

Depuis janvier 2017, Educo met en œuvre l'approche Village Saving Loans Associations (VSLA) dans les communes de Ouahigouya, Oula, Barga et Koubri au Yatenga, Nord du Burkina Faso. Cette approche a été implémenté au début sur financement de l'Union Européenne dans le cadre d'un projet de Protection. Dans la composante renforcement économique, il s'est agi de renforcer économiquement les ménages (essentiellement femmes/filles) afin qu'ils soient économiquement autonomes et soient capable d'assurer la scolarité et la prise en charge sanitaire de leurs enfants. Toute chose qui a contribué à réduire la présence des enfants et jeunes dans les sites d'orpaillage traditionnels et à poursuivre leur éducation.
Au cours des deux années de mise en œuvre du projet, des acquis majeurs ont été enregistrés grâce à l'approche VSLA (Village Savings and Loan Association) dont un véritable engouement des femmes par cette approche. Trente-deux (32) groupes VSLA ont été mis en place dans les 16 villages avec la participation de neuf cent quatre-vingts et une (981) femmes à la première année du projet (sur 500 prévus dans le projet). Pour la première année, ces femmes ont pu

mobiliser quatorze millions cent quarante-six mille six cents (14 146 600) CFA. En deuxième année cette mobilisation a atteint la somme de cinquante un millions cinquante-neuf mille quatre cent cinquante (51 059 450) CFA. Ce qui a permis à 981 femmes de renforcer ou de créer leur Activités Génératrices de Revenus (AGR). Au vu de l'efficacité de l'approche à résoudre les difficultés financières des femmes, 12 groupes se sont formés sur l'initiative des femmes elles-mêmes et ont bénéficié de l'appui du projet. L'épargne cumulée des deux années est évaluée à plus de cinquante millions francs CFA.Cette activité implémentée a été une très appréciée des femmes. Le projet ayant pris fin en 2019, Educo sur fonds propres a répliqué l'approche dans d'autres villages non couverts. Par ailleurs, l'évaluation ROM conduite par l'UE a montré que la subvention accordée a eu des résultats positifs en termes renforcement économique des ménages et de rescolarisation. En termes de leçon apprise, l'évaluation ROM indique que ''le projet a indéniablement contribué à générer une résilience aux chocs d'une part en générant des mécanismes communautaires de filets sociaux ou de protection sociale (coopérative d'épargne/VSLA, accès à des AGR, mutuelles de santé, comité de protection et de gestion sociale, etc.) et d'autre part en provoquant la disponibilité de services publics essentiels in situ ou des prises en charge (accès aux soins et à la scolarisation, etc.)''.

L'évaluation ROM a ajouté que ''l'engouement que les femmes ont eu pour les groupes VSLA et les résultats économiques acquis en termes de fonds mobilisées et en termes d'AGR créées grâce à ces fonds, constituent un facteur de durabilité. Les groupes VSLA ayant fait leurs preuves, des femmes en ont créé en dehors de toute assistance du projet, ce qui démontre un niveau élevé d'appropriation. Les femmes n'ont pas seulement adhéré à la stratégie des VSLA, elles l'ont adoptée. Les conditions de la pérennité sont donc réunies pour les activités du VSLA'', page 11. En lien avec les questions transversales, notamment le ''Genre'', l'évaluation ROM complète que '' l''intervention contribue fortement à accroître le pouvoir décisionnaire des femmes au sein des ménages en matière d'éducation de leurs enfants en ceci qu'elle a mis en place un mécanisme d'autonomisation financière (le VSLA)''.
Ce système communautaire autogéré et à grand impact avec peu d'investissement ayant été testé et développé par Educo dans ses zones d'intervention fait l'objet d'un passage à l'échelle dans les zones non couvertes.

Renforcement du droit à la promotion sociale et à l'état civil des populations du Centre-Nord, du Nord et du Sahel (PRODEC) (Educo)

Educo a depuis son installation au Burkina Faso en 2004 implémenté des projets sur fonds propres dans le secteur de la santé en faveurs des enfants et des adolescents. Ces projets ont toujours intégré une composante qui permet de prendre en compte les questions de la promotion des droits des jeunes à la santé sexuelle et reproductive. L'expérience de Educo dans la santé sexuelle et reproductive des jeunes a été renforcée à travers le financement d'un projet financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme population à hauteur de 3'883'333 Euros. Démarré le 01 février 2019 le projet cours à son terme le 31 janvier 2021. Contribuer à la maitrise des dynamiques démographiques est l'objectif général du projet que le projet s'est fixé. De façon spécifique il s'est agi : (i) de renforcer l'offre et stimuler la demande en PF et lutter contre les violences basées sur le genre ; (ii) de renforcer l'offre et stimuler la demande en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents ; (iii) de renforcer et stimuler l'offre en matière de l'état civil.

Des résultats à mi-parcours :

- 336 points focaux jeunes ont été formés et 430 Agents de vie scolaire en SRAJ sur « ***l'approche amicale jeune*** ».
- 250 agents de première ligne ont été formé sur la PF clinique.
- 336 responsables maternité (sages-femmes, maïeuticiens d'état, accoucheuses brevetés) ont été formés sur les protocoles de prise en charge sanitaire des VBG.
- 3390 Agents de santé à base communautaire ont été formés sur la PF et es VBG

- Deux centres d'écoute pour jeune ont été appuyé pour renforcer l'offre de service adaptée aux adolescents(es) et jeunes
- 03 centres accueillant les filles victimes de VBG
- 430 Agents de vie scolaire ont été formés sur la SSRAJ et 430 club scolaire mis en place.
- 4488 pairs éducateurs formés (dont 860 PE non scolarisés) par le biais de 08 associations tiers appuyées financièrement par le projet pour conduire les activités de création de la demande.

Des changements attendus :

- Le renforcement des capacités des agents de santé formés sur les services adaptés aux jeunes et en PF clinique dans tous les CSPS, la dynamisation des centres jeunes ont permis d'augmenter la demande des méthodes contraceptives modernes. 29'041 adolescents de 15-19 ans ont utilisés des méthodes contraceptives, dont 14'231 nouvelles utilisatrices. 4'418 élèves ont été sensibilisés via la pairs éducation l'on s'attend à une potentialisation de ces effets avec la mise en œuvre des plans d'action des clubs scolaires et des PE communautaires.
- Les districts sanitaires ont pris l'engagement d'augmenter le budget alloué à la SSRAJ
- Une diminution des cas de VBG passant de 2065 cas notifiés et pris en charge à 1656.

Des leçons apprises :

- La délégation de tache favorise l'accès des adolescents et jeunes aux méthodes contraceptives
- Implication des districts sanitaires facilite leur adhésion partant, l'intégration systématique du suivi des activités de SSR lors des sorties de supervision.
- Les rencontres d'information auprès des autorités administratives et des responsables d'établissement a facilité la promotion de la plateforme QG jeune aussi auprès des scolarisés et des non-scolarisés.

Axe 1 : Amélioration des compétences de vie des sortants du système éducatif burkinabé

Deux cents collèges et lycées seront sélectionnés dans les 4 régions en fonction des besoins et des actions antérieures sur les mêmes thématiques par région pour la mise en œuvre des curricula d'éducation financière, compétence de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre. Les curricula de l'approche Aflatoun seront adaptés au contexte éducatif burkinabé en collaboration avec les acteurs du Ministère en charge de l'éducation et du Ministère en charge de la formation professionnelle pour une appropriation de l'approche Aflatoun, et les enseignants, ainsi que leurs encadreurs, formés pour la mise en œuvre de l'approche dans les écoles et centres de formation. Des guides d'enseignants seront développés et mis à disposition des éducateurs.
Des formateurs maîtres (hommes/femmes) seront formés sur l'éducation sur compétences de vie, éducation financière, pour qu'à leur tour, ils forment les enseignants (hommes/femmes) des établissements post primaire et secondaire pour le renforcement des capacités des filles des établissements post primaire et secondaire. Les encadreurs de ces enseignants seront également formés pour le suivi de la mise en œuvre de l'approche Aflatoun dans les établissements.
Deux cents trente clubs seront mis en place dans les établissements du post primaire et du secondaire ainsi que dans les centres de formation professionnelle. Ces clubs sont le vecteur de la mise en œuvre de l'approche Aflatoun que le projet entend promouvoir. Dans les établissements post primaire et secondaire, les clubs qu'on appellera « les clubs genre sensible » seront mixtes (filles et garçons) et constitués d'au moins 50 membres par club. Dans les centres de formation professionnelle notamment les centres d'éducation et de formation pour les adolescents que le projet mettra en place, les clubs appelés « les amazones », seront constitués essentiellement de filles. Chaque club regroupera 40 membres (tous les bénéficiaires de ces centres qui accueilleront 40 filles par cohorte). Ces clubs

constituent à la fois des espaces d'échange, de dialogue, de pratique de la vie courante et d'apprentissage entre les bénéficiaires. L'approche Aflatoun va donner aux filles et aux garçons un espace où elles peuvent améliorer leurs connaissances de la société, susciter des débats d'idées sur leurs conditions, pratiquer des activités d'épargne, visiter des institutions financières ou autres. Les clubs sont dirigés par les jeunes eux-mêmes par le biais d'élection démocratique des Président (e), Trésorier(ère) et Secrétaire général (e). Le rôle des clubs sera de contribuer à des actions de sensibilisations des filles et des garçons sur la SSR (environ 70 000 élèves) et de veiller sur les intérêts de leurs pairs ainsi que l'interpellation des autorités sur les droits de la fille. Organisées, les filles et les garçons au sein des clubs poseront leurs préoccupations aux autorités administratives (hiérarchie de l'administration des écoles), aux élus (maires), aux autorités politiques (Préfets, Haut-commissaires, Gouverneurs) afin d'avoir leur adhésion et leur accompagnement. Les compétences des membres des clubs seront renforcées pour qu'elles puissent mener des actions de sensibilisation, de plaidoyer, le leadership féminin, l'éducation financière, etc.
Les filles de ces établissements recevront également des packages de serviettes hygiéniques lavables pour la gestion de leurs menstrues et certaines d'entre elles seront formées à la fabrication de ces serviettes.

Axe 2 : Mise en œuvre d'approches innovantes et efficaces de formation professionnelle

Dans l'optique de favoriser l'insertion socioprofessionnelle des filles et jeunes femmes de la zone d'intervention du projet, l'action accorde une place importante au renforcement des compétences des bénéficiaires du projet. Deux approches seront développées pour la formation professionnelle.
Au niveau communal des centres d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) seront mis en place pour les filles de 16 à 19 ans exclues du système éducatif pour une formation de 9 mois. L'approche cible les adolescentes d'âge scolaire exclues du système éducatif, en tenant compte de la définition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui situe l'**adolescence** entre 10 et 19 ans. Toutefois, en fonction des réalités sur le terrain, la limite d'âge pourrait être revue à la hausse.
Il s'agira de développer un curriculum pour une durée de 9 mois maximum, période au cours de laquelle les filles recevront une éducation de base en langue nationale. En plus de l'alphabétisation qui va être développée dans ces centres sur la base de la formule enchaînée (formule utilisée actuellement par les opérateurs en alphabétisation), pour permettre aux filles d'être mieux outillées pour gérer efficacement leurs activités, des modules de formation sur la SSR, les compétences de vie courante, la formation aux métiers, la formation en entrepreneuriat leur seront dispensés, pour qu'au terme de leur apprentissage, elles développent des compétences aussi bien sur le plan professionnel que sur le plan social. Elles seront accompagnées pour l'élaboration de projets de vie et de plans d'affaires et des kits d'installation leur seront octroyés pour démarrer leur entreprise. Le projet mettra en place, en partenariat avec le Ministère en charge de l'éducation et celui en charge de la formation professionnelle, 10 centres qui seront ouverts au niveau communal et accueilleront 1 200 filles dont 420 déplacées internes. Chacun des 10 centres accueillera trois cohortes de 40 filles pendant la durée du projet. Les compétences des filles seront également renforcées à l'usage des TIC pour saisir les opportunités. Elles seront formées sur l'utilisation des plateformes de e-commerce. Pour la certification des bénéficiaires des centres, le projet collaborera avec le Secrétariat permanent de la certification du Ministère en charge de la formation professionnelle, afin de valoriser les compétences des filles, ce qui contribuera à faciliter leur insertion socioprofessionnelle.
1500 filles et femmes de 19 à 35 ans du secteur informel seront également sélectionnées à raison de 500 filles par an (50 filles dans 10 centres), pendant 3 ans, pour une formation en développement personnel, leadership féminin, entrepreneuriat, éducation financière, TIC et SSR. Ces femmes seront renforcées pendant deux semaines dans les CEFP, pour faire d'elles des leaders dans leur domaine et susciter en elles la rage de réussir, ce qui va aiguiser leur engagement et leur motivation pour une meilleure organisation de leurs entreprises. Elles

seront formées également sur l'utilisation de la plateforme e-commerce pour la promotion de leurs activités. Grâce au renforcement de leurs compétences, ces filles et femmes qui exercent déjà des métiers pourront à leur tour recevoir des filles et femmes pour les coacher. Le projet veillera à avoir des femmes formatrices qui peuvent jouer un rôle de modèle auprès des bénéficiaires.

Au niveau communal et au niveau régional, 3 000 filles de 19 à 35 ans seront identifiées sur la base de critères pour une formation professionnelle de courte durée auprès de maîtres artisans dans le métier de leur choix. Des négociations des conditions de placement des jeunes notamment les frais de formation à reverser aux maitres artisans, une bourse pour permettre aux jeunes placés de satisfaire aux besoins de base, le matériel de protection et les frais de suivi seront faites avec le Maître artisan en rapport avec les organisations de la société civile porteuses du projet. Des primes seront données aux maîtres artisans, avec des paiements en tranches selon les étapes franchies par l'apprenti. Les primes seront différentes selon les résultats de l'apprenti : compétences acquises, certifications, si l'apprenti a été embauché et si au bout de 6 mois l'apprenti a un travail. Les formations auront une durée de 12 mois maximum et seront sanctionnées par une attestation. Les filles seront accompagnées pour l'élaboration de plans d'affaires et à l'issue de la formation, elles recevront des kits d'installation qui leur permettront d'ouvrir leur microentreprise en attendant d'avoir des financements d'institutions de microfinance. Les différentes filières seront choisies par les filles sur la base d'une étude qui identifiera les métiers porteurs et novateurs dans chacune des régions d'intervention du projet. Pour s'assurer que les filles recevront les compétences nécessaires pour leur intégration au marché du travail, des modules de formation seront élaborés en collaboration avec des maîtres artisans. Les maîtres artisans qui recevront les filles en formation seront regroupés par corps de métier et formés sur les modules élaborés et en hygiène et protection au travail pour assurer une meilleure protection des filles pendant leur séjour dans les ateliers de formation. Des filles et femmes exerçant dans l'agriculture seront formées sur la base des secteurs identifiés comme porteurs par l'étude commissionnée par le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas sur l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agricole au Burkina Faso. Pour cette cible, les groupes seront privilégiés pour accompagner leur reconnaissance administrative pour un meilleur accès au marché. 35% des bénéficiaires de cette approche de formation professionnelle, soient 1 050 filles et femmes, seront des déplacées internes
Par ailleurs, des formations modulaires pour le renforcement des capacités de jeunes filles du secteur informel seront réalisées, en collaboration avec les directions régionales de l'Agence nationale de la formation professionnelle (ANFP), pour des formations d'appoint d'une durée d'un mois maximum.

Axe 3 : Promotion de cadres de collaboration avec le secteur privé pour favoriser l'accès des filles et femmes à des revenus décents

L'approche du projet va consister à s'appuyer sur une analyse de la demande locale en apprentissage en cours d'emploi. En effet, dans la zone du projet, les 2/3 des jeunes évoluent soit dans le secteur informel soit dans le secteur agro-sylvo-pastoral et ne disposent pourtant pas d'une qualification dans leur métier. Par conséquent, elles ne peuvent pas accéder à des emplois décents, ni bénéficier d'opportunités leur permettant de mettre en place leurs propres entreprises. En réponse à cette demande, le projet va développer une offre de formation qui privilégie un apprentissage sur site avec une forte implication des patrons d'entreprises. (H/F) Ceux-ci seront outillés pour encadrer sur place les jeunes femmes évoluant sous leur responsabilité. Il s'agit de permettre à des jeunes (hommes et femmes) en situation d'activité et n'ayant aucune qualification professionnelle de se perfectionner grâce à un programme souple (pas trop chargé pour permettre tant aux bénéficiaires qu'aux formateurs, de se former et continuer à exercer leur métier afin de garantir la continuité des revenus pendant leur formation) d'information, de formation et de coaching. 300 filles et femmes de 25 à 35 ans exerçant déjà un métier mais ne disposant pas de qualification seront formés et coachés soit

par leurs propres employeurs qui eux-mêmes seront outillés, soit par des coach externes. L'objectif de ces formations est de valoriser les compétences des jeunes et aussi leur donner l'opportunité d'avoir une certification. En effet, ces formations d'appoint qui leur seront données leur permettront de se présenter à l'examen du CQP et d'obtenir un diplôme qui valorisera leurs compétences quelques fois acquises sur le tas pour certaines. Ainsi, en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Formation professionnelle et le Conseil national du patronat burkinabé (CNPB) ainsi que les organisations professionnelles, des curricula seront développés ou ajustés en fonction des besoins du marché pour le renforcement des capacités des formateurs et partant, la formation des jeunes sous leur responsabilité. Le projet recherchera une synergie avec le projet PACAJEF qui travaille pour créer un environnement entrepreneurial favorable au Burkina Faso, pour un plaidoyer en faveur des jeunes, notamment la valorisation de leurs compétences.

Axe 4 : Promotion de la santé sexuelle et reproductive, y inclus la lutte contre la VBG, les mariages précoces, etc. dans le cadre de la promotion de l'éducation des filles

La promotion de la santé sexuelle et reproductive au sein des établissements d'enseignement passe par une approche compréhensive qui met à contribution tous les acteurs.
-la prise en compte de la SSR, des violences basées sur le genre, des mariages d'enfants et des mutilations génitales féminines dans les programmes d'enseignement au post-primaire avec l'homologation de la commission nationale des programmes scolaires mise en place par le MENAPLN :
- la mise en place de services de SSR fonctionnels dans les établissements et des animations et sensibilisations organisées par les élèves au profit de leurs pairs ;
- l'implication des parents dans la gestion des problèmes de SSR de leurs enfants ;
- l'instauration du dialogue parents-enfants autour de la SSR.

Les actions visant la mise en œuvre de cet axe seront développées de manière transversale à l'ensemble des composantes du projet sous forme de i) Promotion d'activités de sensibilisation des filles et des garçons et de leurs parents sur la santé sexuelle et reproductive, les violences basées sur le genre, les mariages précoces, etc. ; ii) Sensibilisation des filles et garçons se fait à travers un enseignement formel intégré dans les programmes d'enseignement assorti dévaluation couvrant les savoirs et les savoir être et une sensibilisation entre élèves à travers les clubs d'enfants. La sensibilisation des parents d'élèves se fait par le biais des assemblées générales régulières des parents de chaque établissement et les sessions de formation organisées à leur endroit.; iii) Dotation de kits d'hygiène menstruelle aux filles ; iv) Formation des enseignant(e)s et des formateurs de la FP sur l'éducation sexuelle complète.

6. Objectifs et Résultats

PROMESSE – FP vise à améliorer l'accès des filles et des femmes des régions d'intervention à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité et à des revenus décents. Cela passera par l'atteinte de quatre principaux objectifs spécifiques :

OS1 : D'ici 2024, 14 000 élèves de 40 établissements du post-primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP de la zone d'intervention du projet ont amélioré leurs compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curricula et d'outils pédagogiques améliorés ;

OS2 : D'ici 2024, l'employabilité et l'accès à des revenus décents[25] de 15 625 filles et femmes sont améliorées à travers la promotion d'une offre de formation professionnelle innovante utilisant l'approche Aflatoun et l'utilisation des TIC

OS3 : D'ici 2024, il est rendu possible à 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 filles et femmes bénéficiaires de la formation professionnelle d'avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive

OS4 : D'ici 2024, les acteurs locaux et nationaux concernés connaissent le projet, recherchent activement des synergies, intègrent et répliquent au moins une bonne pratique PROMESSE-FP

La réalisation des résultats suivants permettra d'atteindre les objectifs ci-dessus cités :

OS1.R1 : 14 000 élèves de 40 établissements post primaire et secondaires et 1 200 apprenantes de 10 CEFP ont accès à une éducation sociale et financière et des compétences de vie courante

OS2.R1 : 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées, ont une meilleure insertion socioprofessionnelle

OS2.R2 : 9 925 filles et femmes dont 9 625 bénéficiaires des VSLA et 300 femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus

OS3.R1 : 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants, grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents

OS4.R1 : Des études de cas et des capitalisations des bonnes pratiques PROMESSE-FP sont produites et diffusées au niveau national et mises à disposition des acteurs et réseaux concernés

OS4.R2 : Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et le Ministère de la Jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Burkina Faso intègrent l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR dans les curricula nationaux et les référentiels pour la valorisation des compétences des jeunes sont reconnus.

7. Zone du projet

Faute de pouvoir couvrir l'ensemble des régions les plus affectées par la dégradation de la situation sécuritaire liée au terrorisme au Burkina Faso, communément appelées régions à forts défis sécuritaires, l'action se propose de se concentrer sur quatre d'entre elles. Il s'agit des régions administratives de l'Est, du Centre Nord, du Nord et du Sahel. De manière spécifique, la présente initiative couvrira les provinces du Séno, de l'Oudalan, dans la région du Sahel, les provinces du Yatenga, du Zondoma, du Passoré et Loroum dans la région du

[25] Il s'agit d'un revenu au moins égal au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) obtenu dans des conditions de travail respectant les droits humains

Nord, les provinces du Gourma, et de la Komondjari dans la région de l'Est et les provinces du Sanmatenga et du Namentenga dans la région du Centre-Nord.

La région du Centre Nord

La région du Centre Nord avec Kaya comme chef-lieu de région compte trois provinces : le Bam, le Namentenga et le Sanmatenga et 27 communes. Elle est limitée au nord par la région du Sahel, au sud par les régions du Plateau Central et du Centre Est, à l'est par la région de l'Est et à l'ouest par la région du Nord. Elle couvre une superficie de 19.508 km^2. Les principales activités de la région reposent sur l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, l'exploitation du bois. Ces activités occupent environ 89% de la population active. Mais ces dernières années, avec les conséquences du changement climatique ces activités agro-pastorales ont de plus en plus du mal à remplir leur première fonction qui est d'assurer l'autosuffisance alimentaire pour les populations résidentes. Ainsi, la région enregistre un indice de pauvreté alimentaire de 58,5% tandis que l'indice de pauvreté monétaire est de 47%. (EMC, 2014). Le Centre Nord renferme également des activités d'exploitation minière. Des informations existantes sur le phénomène de l'insécurité dans le pays, c'est l'une des régions la plus touchée par les attaques terroristes. Les communes de Bourzanga, Rollo, Zintanga, Dablo, Namissiguima, Barsalogho, Pissila ont enregistré plusieurs attaques terroristes. Ces attaques ont entrainé plusieurs centaines de morts et surtout de nombreuses personnes déplacées internes. Le 08 septembre 2020, le CONASUR a enregistré 422267 personnes déplacées internes dont 118655 enfants de 0-14 ans et 231742 femmes. Dans la plupart des communes citées, de nombreuses écoles sont fermées et la plupart des agents des structures d'appui techniques ont abandonné leur poste de travail. A la date du 21 septembre 2020 on dénombrait 266 écoles fermées.

La région de l'Est

La région de l'Est, située à l'extrême est du Burkina Faso s'étend sur une superficie de 46807 km^2 soit 17.1% de la superficie du territoire national. Elle est limitée au Nord par la région du Sahel, au Sud par les Républiques du Toto et du Benin, à l'Est par la République du Niger, à l'ouest par les régions du Centre Est et du Centre Nord. Elle est subdivisée en 5 provinces, 27 communes et 806 villages. L'économie de la région est basée sur les activités du secteur primaire axées principalement sur la production agro-sylvo-pastorale. Malgré l'importance de ses ressources naturelles (eau, sol et végétation, notamment) la région de l'Est enregistre un indice de pauvreté monétaire de 50,1%. Ce qui est supérieur à la moyenne nationale qui est de 40,1%. En termes de scolarisation elle enregistre l'un des taux bruts de scolarisation les plus faibles avec 69,7% dont 61,4% pour les garçons et 59,7% pour les filles.
Les activités de tourisme et d'exploitation minières en plein essor ont été considérablement affectées par les attaques terroristes. La fermeture temporaire de la mine de Boungou après l'attaque du 06 novembre 2019 est illustrative de cet impact.

La région du Sahel

Située à l'extrême nord du Burkina Faso, la région du Sahel s'étend sur une superficie de 36166 km^2, soit 13% du territoire national. Elle est limitée au nord par la République du Mali, au nord-est par la République du Niger, au sud par les régions du Centre Nord et de l'Est et à l'ouest par la région du Nord. Avec Dori comme chef-lieu de région, la région du Sahel compte 4 provinces et 36 communes.
Contrairement aux trois autres régions de la zone d'intervention du projet, la région du Sahel est la plus prospère au plan économique. En effet, c'est la deuxième région la plus riche après celle du Centre avec un indice de pauvreté monétaire de 20,6% et celui alimentaire de 22,5%. Outre les activités agro-pastorales, la région depuis ces dix dernières années

connait une économie minière en pleine expansion. Malheureusement, tous ces bons indicateurs de développement sont mis à rude épreuve ces cinq dernières années par les attaques terroristes qui sévissent durement dans les différentes localités de la région. Aujourd'hui aucune des collectivités territoriales de la région n'est à l'abri de ces attaques terroristes. Selon le CONASUR le nombre de personnes déplacées internes en date de 08 septembre 2020 s'élève à 344569 dont 184889 femmes et 95419 enfants de 0-14 ans. 66460 personnes déplacées internes ont été enregistrées par le CONASUR à la date du 08 septembre 2020 avec 469 écoles fermées.

La région du Nord

La région du Nord s'étend sur une superficie de 16130 km^2 soit 5,9% de la superficie du territoire national. Elle est limitée à l'est par les régions du Sahel et du Centre Nord, à l'ouest par les régions de la Boucle du Mouhoun, au Sud par les régions du Centre ouest et du Plateau Central et au Nord par la République du Mali. Elle est subdivisée en 4 provinces et 31 communes.
L'économie de la région du Nord est essentiellement basée sur les productions agro-sylvo-pastorales. C'est la région la plus pauvre du pays avec un indice de pauvreté monétaire de 70,4% selon l'EMC 2014 ; et celui alimentaire de 84,9%. Ces indicateurs mettent en exergue, les faibles performances des activités de production agro-sylvo-pastorale. Outre la précarité des conditions agro-climatiques, la région fait face depuis ces trois dernières années à des attaques terroristes fréquentes de groupes arme non étatiques. Ainsi, les communes de Kain, Ban, Solé, Thiou, Koumbri, Titao et Braga ont enregistré à plusieurs reprises des incursions d'hommes armés non identifiés. Ces attaques se sont soldées par des pertes en vies humaines, des enlèvements de populations, des vols de biens notamment les stocks alimentaires et le bétail, etc. À la date du 08 septembre 2020, la région comptait 74527 personnes déplacées internes dont 39162 femmes et 19584 enfants de 0-14 ans (CONASUR, septembre 2020). En termes d'écoles fermées on dénombrait 345.

Ces régions à fort défis sécuritaires sont secouées par des attaques avec armes, des attaques à l'engin explosif improvisé sur les routes, des enlèvements et assassinats ciblés, des attaques contre les populations civiles, des destructions d'habitats, d'infrastructures socioéconomiques et de matériel (incendies de marchés, écoles, de bâtiments administratifs), des menaces et agressions de personnes, etc.
Les attaques terroristes ont fait plusieurs morts, de nombreux blessés, d'importants dégâts matériels et plusieurs milliers de déplacés internes. A la date du 08 septembre 2020 selon les données du CONASUR, la situation des déplacements internes se présente à travers le tableau ci-dessous.

Tableau de répartition des personnes déplacées internes par région et par province

Région	Nombre de PDI	Province	Nombre de PDI
Centre Nord	422 267	Sanmatenga	291 166
		Namentenga	64 850
Est	66 460	Gourma	43 097
		Komondjari	8 361
Nord	74 527	Loroum	27 922
		Passoré	3 036
		Yatenga	42 586
		Zondoma	703
Sahel	344 569	Oudalan	42 257
		Seno	88 817
Total	**907 823**		**612 795**

Les provinces d'intervention totalisent 67,50% de la population des personnes déplacées internes des régions d'intervention du projet.

L'incidence sécuritaire sur l'éducation au niveau de ces régions constitue une autre préoccupation majeure. Les conséquences de la crise sécuritaire sur l'éducation sont perceptibles en termes de nombre d'écoles fermées, d'enseignants privés de classes et d'élèves privés d'éducation.

Tableau de la situation des écoles fermées par région et par province à la date du 20/09/20

Région	Nombre	Province	Nombre
Centre Nord	266	Sanmatenga	183
Est	469	Gourma	82
		Komondjari	104
Nord	345	Loroum	238
		Passoré	
		Yatenga	107
		Zondoma	
Sahel	887	Oudalan	158
		Seno	172
Total	**1 967**		**1 044**

Les provinces d'intervention totalisent 53% des écoles fermées dans les régions concernées par le
projet.

La situation sécuritaire au niveau de ces régions d'intervention entrave également le développement local et la création d'emploi. Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage ont été particulièrement affectés par les attaques terroristes. Les déplacements massifs de bétail vers les pays voisins sont en partie justifiés par la récurrence des attaques terroristes. La baisse de la production agricole elle pourrait se justifier par l'abandon des terres cultivables et de la production des personnes déplacées internes.
L'action proposée se veut donc une réponse aux nombreux défis à la fois humanitaires et de développement à relever dans ces régions. Elle vient en appui aux nombreuses initiatives qui y sont conduites tant par l'Etat que par les autres acteurs humanitaires et de développement (ONG internationales, ONG nationales, organismes des Nations Unies, communautés, etc.)

Tableau des activités similaires d'autres organisations dans la zone du projet

Activité	Organisation de mise en œuvre	Zone d'intervention
VSLA	Plan International	Centre-Nord
	Christian relief service (CRS)	Est
	Children Believe	Est
Formation professionnelle des jeunes	OXFAM	Sahel
	Plan international	Sahel
	Terre des hommes	Est
	UNICEF	Sahel, Centre-Nord, Est, Nord

Promotion des DSSR	Save the children	
	Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	
	Plan international	
	Danish refugian council (DRC)	Centre-Nord, Sahel

Une cartographie plus exhaustive sera élaborée avant le démarrage du projet pour rechercher des synergies et des complémentarités avec les autres acteurs réalisant des activités similaires dans la zone d'intervention du projet.

8. Les Cibles

Le projet touchera directement **121 083 personnes** dont **43 625 filles de 15 à 35 ans**, **42 000 garçons de 15 à 18 ans** du post primaire et du secondaire, **1 306 enseignants 160 agents de santé et 33 992 hommes des villages de la zone d'intervention**. La répartition des bénéficiaires par tranche d'âge et par genre se présente comme suit : **21 000 filles de 15 à 18 ans** dans les établissements post primaire et secondaire, **1 200 filles de 16 à 19 ans exclues du système éducatif** et bénéficiaires d'une approche d'éducation et de formation professionnelle, **3 000 filles de 19 à 35 ans** bénéficiaires de la formation de courte durée, **1 500 filles de 19 à 35 ans** issues du secteur informel et bénéficiaires de la formation en développement personnel, **300 filles et femmes de 25 à 35 ans du secteur informel** qui bénéficient de la valorisation et la certification des compétences, **9 625 filles et femmes de 19 à 35 ans** (VSLA), **42 000 garçons de 15 à 18 ans des lycées et collèges** bénéficiaires des sensibilisations sur la santé sexuelle et reproductive, **1 306** enseignants et facilitateurs des centres de formation.

Les bénéficiaires indirects sont les membres des familles des bénéficiaires directs du projet. ils sont estimés à 726 498 personnes soit 6 personnes par ménage.

Il est à souligner que toutes les cibles du projet, à savoir 85 625 personnes dont 42 000 garçons, bénéficieront de sensibilisations sur la SSR dans les établissements post primaire et secondaire ainsi que les centres de formation professionnelle. A ces bénéficiaires il faudrait ajouter les 33 992 hommes qui bénéficieront des sensibilisations sur les violences basées sur le genre. ce sont au total 121'083 personnes qui bénéficieront de sensibilisations sur la SSR.

8.1. Tableau recapitilatif des cibles

Cibles	T dA	Activité canal
28 000 filles	15 à 18	Bénéficiaires de sensibilisations sur la SSR et de l'approche Aflatoun dans 200 établissements post primaire et secondaire,
42 000 garçons	15 à 18	Bénéficiaires de sensibilisations sur la SSR et de l'approche Aflatoun dans 200 établissements post primaire et secondaire
1 200 filles	16 à 19	Exclues du système éducatif et bénéficiaires d'une approche EFP prenant en compte l'approche Aflatoun
3 000 filles	19 à 35	Bénéficiaires de la formation professionnelle de courte durée
1 500 filles et femmes	19 à 35	Du secteur informel bénéficiaires de la formation en développement personnel, entrepreneuriat et éducation financière
300 filles et femmes	25 à 35	Du secteur informel qui bénéficient de la valorisation et la certification des compétences
9 625 filles et femmes	19 à 35	VSLA
1 306 enseignants facilitateurs		De l'éducation nationale et de la formation professionnelle bénéficiaires de formations sur l'approche Aflatoun et la SSR
160 agents de santé		Bénéficiaires de formation sur la SSR
33 992 hommes		Des villages et bénéficiaires de sensibilisations sur les violences basées sur le genre
121 083		**Total**

8.2. Besoins et contraintes des groupes cibles

Ces groupes cible (élèves des établissements post porimaire et secondaire, adolescentes exclues du système éducatif, les filles et femmes) ont été identifiés sur la base d'une analyse de leurs besoins en termes de formation professionnelle et emploi, TIC, éducation financière et compétences de vie courante et SSR.

De cette analyse, il ressort que dans le système formel, la non prise en compte de certains modules notamment l'éducation financière, entrepreneuriat et compétences de vie courante, les SSR. De ce fait, les apprenantes qui sortent du système d'éducation formel ne sont pas suffisamment outillées pour une insertion socioprofessionnelle immédiate, d'où la nécessité de faire un plaidoyer pour la prise en compte de ces modules dans le système d'éducation formel.

Pour ce qui est du non formel, même s'il existe plusieurs approches d'éducation et de formation au Burkina Faso pour les adolescents exclus du système éducatif, les curricula de formation n'abordent pas suffisamment l'utilisation des TIC, l'éducation en santé de la

reproduction, l'éducation financière, le développement personnel, le leadership et l'entrepreneuriat. Ainsi, les apprenantes qui sortent des centres, même si elles ont des compétences pratiques des métiers qu'elles vont exercer, ne disposent malheureusement pas de compétence de vie courante pour affronter les difficultés réelles de la vie qui pourraient impacter négativement leur activité.

Notons également le nombre croissant des filles et des femmes qui n'ont pas l'opportunité d'accéder à des formations au métier, pour améliorer leur accès à des emplois décents. En effet, les zones d'intervention du projet concentrent les plus forts taux de jeunes sans niveau de formation et donc sans diplôme. Les politiques publiques peinent à répondre aux besoins de ces jeunes particulièrement les filles en ce qui concerne l'accès aux services sociaux de base et à des emplois décents. En conséquence, ces jeunes et les filles en particulier sont confrontés au manque d'accès aux qualifications porfessionnelles et au chômage. Ces problèmes contribuent au retard enregistré dans le développement économique des régions d'intervention. A cela s'ajoute un contecxte sécuritéaire qui se dégrade de plus en plus. Les régions d'inetrventionfont face à une augmentation d'attaques terroristes influencées par les conflits des pays frontaliers (Mali, Niger, Bénin). Les filles, les jeunes femmes et les hommes deviennent de plus en plus vulnérables au risque de radicalisation, aux pratiques d'activités illégales et aux migrations économiques. C'est pourquoi il est plus que urgent d'offrir des alternatives à cette catégorie de bénéficiaires non seulement pour leur donner un accès à des emplois et des revenus décents mais aussi pour contribuer à la stabilité et au développement socioéconomique des régions cibles.

Par ailleurs, les filles et particulièrement les femmes relevant du secteur informel sont très souvent en marge des TIC soit par ignorance, soit par la limitation de leur pouvoir d'achat. Même si elles ont accès à des emplois décents, la possibilité d'optimiser ces emplois est réduite du fait de la non utilisation de cette opportunité qu'offrent les TIC, qui est devenue aujourd'hui incontournable dans le monde des affaires.

Il a été aussi constaté que même si à certains endroits des offres d'éducation, de formation professionnelle et d'apprentissage aux métiers sont offertes, certaines filles n'arrivent pas à achever leur cursus du fait, soit de grosseses non désirées, soit de mariage précoce, etc. De ce fait, pour parvenir à offrir un environnement propice à l'apprentissage, il est important que la SSR soit intégrée de façon transversale à toutes les actions du projet. C'est ainsi que toutes les opportunités d'éducation et de formation prévues seront saisies pour former et diffuser des mesages de sensibilisation sur la SSR.

8.3. Prise en compte des Personnes Déplacées Internes (PDI)

Les zones ciblées par le projet sont confrontées à des défis sécuritaires ayant engendré des déplacements massifs de population. Une des caractéristiques de ces populations est leur vulnérabilité économique et leur mobilité à la recherche de zones stables et de meilleures conditions de vie. En effet, la majorité des ménages PDI a perdu leur moyen de production et de fait leur source de revenu. Dans ces conditions de précarité, les adolescents, filles comme garçons sont les potentiels pourvoyeurs de ressources pour leur famille et sont de ce fait placés rapidement sur le marché de l'emploi. Les filles sont placées comme domestiques dans les familles ou dans des entreprises commerciales, font du petit commerce ou se retrouvent sur les sites d'orpaillage.
Ce projet ciblera 35% des PDI des zones cibles pour la formation professionnelle. Cela se fera à la suite d'un recensement se basant sur la stratégie de profilage des PDI de Educo et sur les mécanismes déjà existants du Ministère en charge des questions humanitaires et du Comité départemental de secours d'urgence (CODESUR).

Il est à souligner que la question de la formation professionnelle des PDI requiert une attention particulière en ce sens que la cible en elle-même est mobile. Cela nécessite une stratégie adaptée pour le maintien et le suivi post formation des bénéficiaires.

9. Les partenaires du consortium et la synergie avec d'autres acteurs

La présente proposition s'appuie sur l'expertise de Solidar Suisse, de Educo et de Aflatoun qui interviennent dans plusieurs domaines dont la promotion de l'éducation et la formation professionnelle des filles dans les régions du Nord, du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est, en collaboration avec d'autres acteurs. Dans ce projet, **Solidar Suisse** est le demandeur principal. Elle dispose de solides compétences dans la mise en œuvre de projets sur la formation professionnelle, la conduite d'innovations éducatives au post primaire, l'élaboration de curricula dans l'éducation formelle et non formelle et la réalisation d'infrastructures éducatives. **Educo**, premier codemandeur du projet, dispose d'expériences dans le soutien à l'amélioration de l'accès et la qualité de l'éducation, la formation professionnelle. Le deuxième codemandeur, **Aflatoun International** a une expérience avérée dans le domaine de l'éducation financière et les compétences de vie courante, le développement de curricula et la conduite d'actions de plaidoyer pour la prise en compte de l'éducation financière dans les curricula d'éducation formelle et non formelle. La complémentarité de Solidar Suisse avec Educo et Aflatoun constitue un atout pour la réussite de ce projet.

9.1. Rôle des membres du consortium

Solidar Suisse
En tant que chef de file du consortium, Solidar Suisse jouera le rôle de coordonnateur technique et financier de l'action. Elle entretiendra de ce fait une étroite collaboration avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas ainsi que les autorités politiques et administratives concernées par le projet. Elle recherchera des synergies avec d'autres partenaires notamment ceux déjà bénéficiaires de financements de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas. Dans le cadre des activités proposées dans l'action, Solidar Suisse, travaillera à améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'ouverture de centres d'éducation et de formation sur la base de l'approche AT3E (Apprentissage, TIC, entrepreuneuriat, éducation financière pour l'emploi) pour les adolescentes exclues du système éducatif. Elle développera également des formations de courte durée auprès de maîtres artisans pour les jeunes et travaillera à la valorisation des compétences des jeunes du secteur informel pour une meilleure insertion socioprofessionnelle. Pour ce faire, des modules de formations en lien avec les métiers porteurs de la zone du projet seront élaborés et les maîtres artisans formés pour la formation des jeunes. Elle travaillera en étroite collaboration avec le Conseil National du Patronat burkinabé ainsi que le Ministère en charge de la formation professionnelle notamment le Secrétariat permanent pour la certification, pour l'élaboration et la validation des modules qui seront développés dans les centres pour une reconnaissance des compétences des jeunes, ainsi que les examens du CQP et du CQB pour la prise en compte de l'approche AT3E. En outre, Solidar Suisse favorisera un accès des filles et femmes aux TIC pour une amélioration de leur accès au marché ainsi qu'à de meilleurs revenus. Elle favorisera la mise en relation des filles bénéficiaires avec des institutions de microfinance pour un meilleur accès des filles aux ressources et ce en collaboration avec le CCEB. Solidar Suisse organisera des formations pour les acteurs du projet sur différentes thématiques notamment l'approche Aflatoun, l'approche transformative de genre, la gestion des projets sensible aux conflits, le suivi évaluation selon l'approche AKVO, etc. Elle organisera également l'étude de base ainsi que les évaluations du projet. Elle interviendra de manière transversale dans les quatre régions couvertes par le projet. Solidar Suisse conduira, en collaboration avec les autres membres du

consortium et de manière concertée avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, le dialogue politique pour contribuer à la stratégie Multi Annuelle pour le Sahel (MARS) des Pays-Bas au Burkina Faso.

Educo

Educo interviendra de manière transversale dans les régions d'intervention du projet pour la mise en œuvre des activités de santé de la reproduction, approche Village Saving Loans Associations (VSLA), formation et insertion professionnelle. Dans les établissements post primaires et secondaires, elle mettra en place des clubs mixtes qui bénéficieront de l'accompagnement de Aflatoun pour l'éducation sociale et financière et les compétences de vie courante. Elle mettra également en place des clubs dans les établissement pour la mise en œuvre d'actions de SSR dans ces écoles. Elle renforcera les capacités des enseignants sur la SSR et travaillera en étroite collaboration avec les services de santé pour la mise en œuvre des actions de SSR. Elle procèdera au renforcement des capacités des élèves et des agents de santé en SSR pour la sensibilisation des élèves et des communautés. En outre, Educo travaillera à la mise en place d'associations d'épargne et de crédit pour les filles et femmes dans les villages afin de favoriser leur accès à des revenus décents et renforcer leur autonomie. Dans les régions du Nord et du Centre-Nord, elle travaillera à l'amélioration de l'employabilité des jeunes à travers leur formation professionnelle de courte durée auprès de maîtres artisans. Educo mettra au proffit du consortium son expertise dans le profilage et le suivi des personnes déplacées internes pour une meilleure prise en compte de leurs besoin ainsi qu'un meileur suivi afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés.

Aflatoun

Le rôle de Aflatoun consistera au développement de contenus et renforcement des capacités des acteurs locaux sur l'éducation financière et les compétences de vie courante. Elle travaillera en étroite collaboration avec Solidar Suisse et Educo pour l'adaptation de ses programmes au contexte Burkinabé et aux différents contextes de ce projet, l'organisation des formations des formateurs sur l'éducation financière et les compétences de vie courante, et la conduite des actions de plaidoyer pour la prise en compte de l'éducation financière dans les curricula de l'éducation formelle et de la formation professionnelle. Elle procèdera à la cartographie des curricula et organisera des ateliers d'intégration de l'éducation financière et les compétences de vie courante dans les curricula du système éducatif national en formel, et pour la formation professionnelle. Elle favorisera également la mise en relation des filles avec les institutions financières offrant des services financiers accessibles et adaptés aux jeunes filles. Elle interviendra de manière transversale dans les quatre régions couvertes par le projet. Pour une meilleure promotion de l'approche Aflatoun au Burkina Faso, Aflatoun assurera le renforcement des capacités des membres du consortium dans ses domaines de compétences. Aflatoun via son plaidoyer avec le Comité National de Suivi de la Mise en Œuvre (CNSMO) de la stratégie nationale pour l'Inclusion et éducation financière, qui a été initié par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et ses contacts avec des institutions financières telle que le réseau des caisses populaires du Burkina, veillera à inclure ces parties prenantes pour offrir des produits et services financiers pour les jeunes et jeunes filles en particulier. Ces produits et offres devraient s'inscrire dans la logique de l'inclusion financière et la promotion de l'entreprenariat des jeunes femmes.

9.2. Rôles des autres parties prenantes

Atteindre les objectifs du projet exige une synergie d'actions et une collaboration étroite avec les services déconcentrés de l'État, les ONG et les OBC. C'est pourquoi, la mobilisation communautaire et l'implication de toutes les parties prenantes sera au cœur de nos interventions.

Par ailleurs des partenariats dynamiques seront construits avec différentes catégories d'acteurs en fonction de leur expertise.

Dans cette action, le plaidoyer en faveur de l'accès des filles et des femmes à une éducation et à une formation professionnelle de qualité sera porté par le consortium avec l'implication des réseaux tels que le **Cadre de concertation des ONG actives en éducation (CCEB)** dont les codemandeurs sont membres (Solidar Suisse est un des membres fondateurs), le **Réseau Education de qualité par le bi-plurilinguisme (REB)** dont Solidar Suisse assure la présidence du Conseil d'administration.

Le projet collaborera avec des organisations de la société civile dans les 4 régions d'intervention. Ces organisations contribueront au développement de certaines actions du projet dont elles ont une expérience confirmée dans leur zone d'intervention. Certains d'entre elles sont déjà identifiées. Il s'agit du Cadre de concertation des ONG et associations actives en éducation de base (**CCEB)** au niveau national, de **l'Union Fraternelle des Croyants de Dori (UFC-Dori)** et **l'Association Nodde Nooto (A2N)** dans la région du Sahel, **l'Association Tabital Lobal** dans la région du Nord, **l'Association pour la recherche et la formation agro écologique (ARFA)** dans la région de l'Est. Leur rôle sera de contribuer à l'identification des cibles du projet et à porter des actions devant contribuer à l'atteinte des objectifs du projet, notamment l'organisation de formations, des foras de métiers, la sélection des jeunes, etc. Elles participeront à la mise en œuvre des VSLA, les CEFP, la formation professionnelle des jeunes, à travers l'organisation logistique de formations, le suivi rapproché des bénéficiaires, la collecte des données. Les capacités des personne qui seront mises à la disposition du projet seront renforcées sur la gestion ed sprojets sensible aux conflits, l'approche VSLA, SSR, la collecte de données utilisant les TIC, l'approche transformative de genre, etc. Du fait de leur ancrage local, elle faciliteront le ciblage des jeunes et les relations avec les autorités administratives ainsi que les services techniques déconcentrés compétents pour le projet.

Pour ce qui est du volet utilisation des TIC, le projet entrera en partenariat avec **l'Association Yam-Pukri** qui est une organisation pionnière en Afrique de l'Ouest francophone en matière de formation, information et appui conseils en Technologies de l'Information et de la Communication. Son rôle sera de stimuler le développement et l'apprentissage de la micro-informatique et des nouvelles technologies de l'information chez les jeunes et de rendre accessible ces moyens de communication. Dans le projet elle valorisera au profit des filles du secteur informel, son expérience dans la gestion d'une plateforme de vente dénommée « E-koss nana » ou « vendre facile ».

Les services de l'État : Pour atteindre les résultats escomptés, la mise en œuvre du projet adoptera une démarche participative et inclusive à travers l'implication des parties prenantes. Ainsi les services déconcentrés des ministères partenaires (MENAPLN, MFSNFAH, MJPEE, Ministère de la Santé) seront impliqués dans la mise en œuvre du projet : formation/supervision du personnel enseignant, sorties conjointes avec les équipes projet sur le terrain. Ils constituent des partenaires techniques incontournables qui seront sollicités tout au long de la période de mise en œuvre du projet. Les services centraux et déconcentrés des Ministères en charge de l'éducation, de la formation professionnelle participeront à l'élaboration des curricula de l'éducation financière et les compétences de vie courante ainsi que la formation professionnelle. Ils effectueront le suivi de la mise en œuvre de l'approche Aflatoun dans les établissements du post primaire et secondaire et dans les centres de formation professionnelle ainsi que la mise en œuvre de l'approche AT3E dans les CEFP et la formation professionnelle de courte durée des jeunes chez les maîtres artisans. Le Ministère en charge de la formation professionnelle interviendra également pour l'intégration de l'approche AT3E dans le système de certification notamment le CQP et le CQB. Les ministères en charge de la femme, de la santé et leurs services déconcentrés seront impliqués pour les questions liées aux VBG et à la santé sexuelle et reproductive des jeunes. Les différents Ministères ci-dessus cités participeront aux Comité technique de suivi du projet qui sera présidé par le Ministère en charge de la formation professionnelle . La participation de ces différents acteurs garantira la prise en compte des besoins du projet ainsi que la diligence dans l'institutionnalisation des innovations du projet. Cela permettra également que certaines actions du projet soient révisées et adaptées au besoin pour une meilleure atteinte des objectifs.

Les entreprises du secteur privé tels que les maîtres artisans, à travers des conventions, vont recevoir des filles/femmes en stage et/ou en apprentissage.

Le Conseil national du patronat burkinabè et les organisations professionnelles notamment celles qui encadrent les métiers que le projet aura choisis, interviendront pour l'élaboration de curricula de formation, le ciblage et le suivi de la formation des jeunes dans le cadre de la formation professionnelle de courte durée. Ils seront également partie prenante du comité technique de suivi. La collaboration avec ces structures favorisera une meilleure insertion socioprofessionnelle des jeunes formés.

L'Agence nationale de la formation professionnelle (ANFP) interviendra pour des formations modulaires et/ou de perfectionnement au profit des filles/femmes du secteur informel. Elle participera également à l'élaboration des curricula de l'approche AT3E dans les centres et le suivi de sa mise en œuvre.

La Direction générale de l'entrepreneuriat et de l'autonomisation des jeunes assurera la formation en entrepreneuriat des jeunes, l'élaboration de plans d'affaires et interviendra pour la dotation de kits d'installation à des jeunes formés par le projet.

Les structures de microfinance notamment le réseau des Caisses populaires seront associées pour la mise en place de produits spécifiques favorisant l'accès des jeunes aux financements à travers l'expérience de Aflatoun.

Les communes : Celles qui seront identifiées pour la mise en place des centres de formation préprofessionnelle pour les filles de 16 à 17 ans seront impliquées dans la gestion de ces structures afin d'assurer leur pérennité à la fin du projet.

Les autorités administratives (maires, préfet, président des conseils régionaux, hauts commissaires, gouverneurs, directeurs régionaux et provinciaux de services) auront un rôle de facilitateur de la mise en œuvre du projet dans leur zone respective.

D'autres projets sont mis en œuvre dans la zone du projet sur des thématiques communes avec le projet PROMESSE-FP. Ainsi, une cartographie des activités imilaires à celles prévues par le projet sera réalisée pour une recherche de synergies d'action et éventuellement, une réorientation de certaines activités pour considérer les gaps laissés par les interventions existantes, afin de garantir un meilleur appui aux jeunes pour leur plein épanouissement.

Tableau d'analyse des acteurs

Partenaire sélectionné	Zone d'intervention	Expérience	Rôle dans le projet	Mécanisme de financement proposé
UFC-Dori	Sahel, Est	Formation et insertion professionnelle des jeunes Mobilisation sociale	Identification des cibles pour les VSLA et la formation professionnelle Suivi rapproché des bénéficiaires	Transfert de ressources sur la base d'un contrat
ARFA	Est, Nord	Education : amélioration du cadre d'apprentissage pour les élèves et les enseignants Soutien à l'insertion professionnelle des jeunes ruraux déscolarisés et néo alphabétisés de 18 à 35 ans	Identification des cibles pour les VSLA et la formation professionnelle Suivi rapproché des bénéficiaires Identification des établissements post-primaire et secondaire pour la mise en place des clubs et la réalisation des latrines	Transfert de ressources sur la base d'un contrat

A2N	Sahel	Alphabétisation, gouvernance et genre Insertion et stabilisation socio-économique des jeunes et des femmes Amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire	Identification des cibles pour les VSLA et la formation professionnelle Suivi rapproché des bénéficiaires Identification des établissements post-primaire et secondaire pour la mise en place des clubs et la réalisation des latrines	Transfert de ressources sur la base d'un contrat
Yampukri	National	Utilisation des TIC pour le développement au niveau des organisations et de la population jeune et adulte Création et animation de plateformes web	Renforcement des capacités des bénéficiaires de la formation professionnelle pour l'utilisation des TIC dans la promotion de leurs activités	Transfert de ressources pour la formation des jeunes et la facilitation de l'utilisation de sites web
CCEB	National	Approche Aflatoun Plaidoyer	Organisation pratique, logistique et communication autour des formations et ateliers organisés dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche Aflatoun Plaidoyer pour la prise en compte des curricula dans le système éducatif	Transfert de ressources sur la base d'un contrat pour la réalisation des activités dont il a la responsabilité
MENAPLN	National		Participation au Comité technique de suivi Participation à l'élaboration des curricula de l'approche Aflatoun	
MJPEJ	National	Formation et insertion professionnelle des jeunes	Autorisation pour l'ouverture de centres d'éducation et de formation professionnelle Certification des jeunes Pilotage du Comité technique de suivi Participation à l'élaboration des curricula de l'approche Aflatoun Formation des jeunes en entrepreneuriat	Paiement direct des services offerts
Tabital lobal	Nord	Education et formation professionnelle	Identification des cibles pour les VSLA et la formation professionnelle Suivi rapproché des bénéficiaires	Transfert de ressources sur la base d'un contrat pour la réalisation des activités dont il a la responsabilité
Autres				

ACTEURS	DOMAINE D'ACTIVITES	
MENAPLN (encadreurs pédagogiques et enseignants) CCEB, A2N, ARFA	**EDUCATION FINANCIERE, COMPETENCES DE VIE AMELIOREES** **40 établissements du post-primaire et secondaire** 14 000 Apprenants / 120 formateurs d'enseignants /240 enseignants & Facilitateurs Education financière, compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre	Aflatoun Educo
Ministère formation professionnelle Ministère action sociale Communes UFC-Dori, A2N, ARFA, Tabital Lobal, CCEB, CNPB, OP, Yampukri Maitres artisans (apprentissage) Centres de formation professionnelle ANFP, Yampukri Secteur privé	**EMPLOYABILITE & REVENU AMELIORES / FORMATION PROFESSIONELLE** **10 Centres polyvalents d'éducation et de formation professionnelle (CEFP)** – 120 formateurs / 240 facilitateurs **1 200 Adolescentes (16-19)** 9 mois Alphabétisation, compétences de vie (inégalité genre inclus), éducation financière, TIC, entrepreneuriat, SSR, initiation aux métiers, kits d'installation **1 500 filles /femmes (19-35)** (exerçant déjà une activité) 2 semaines Leadership, développement personnel, entrepreneuriat, TIC, marketing, éducation financière, compétences de vie, plan affaire **Apprentissage auprès de maitre artisan (H/F)** Max. 12 mois 3000 filles et femmes (19-35) **+ Renforcement TIC** pour activité commerciale **Professionnalisation de cheffes d'entreprises** 300 femmes (25-35) **385 groupes d'épargne VSLA** 9 625 filles et femmes	Solidar Aflatoun_Educo
MJEFP Personnes ressources Agents de vie scolaire, Services de santé, conseillers d'éducation	**MEILLEURE GESTION SSR/ POST-PRIMAIRE - SECONDAIRE – FORMATION PRO** **200 établissements du post-primaire et secondaire, 10 CEFP, 385 groupes d'épargne** Environ 70 000 Apprenants (28 000 filles et 42 000 garçons bénéficiaires), 208 enseignants et conseillers d'éducation, 1200 adolescentes exclues du système éducatif, 1500 femmes du secteur informel, 9625 femmes des VSLA, 3000 femmes formées en courte durée, 33 992 hommes **IEC en droit SSR** 200 agents de vie scolaire, 160 points focaux **Kits de gestion hygiénique** (formation et dotation) **230 clubs genre sensibles** – 11 200 garçons et filles (15 -19) Espace de réseau, d'échange et d'apprentissage entre pairs, SSR, compétences en vie courante et éducation financière, sensibilisation des parents et des populations (33992 hommes)	Educo Aflatoun Solidar
MENAPLN, Ministère formation professionnelle, UNICEF, Save the Children, Autres projets des Pays-Bas (CLE, Job booster, PACAJEF)	**SYNERGIES, REPLICATIONS ET INSTITUTIONNALISATION DES BONNES PRATIQUES** Capitalisation, Ateliers d'orientation, Ateliers d'intégration, formation de formateurs nationaux	Membres Consortium

10. Activités

OS1 : D'ici 2024, 14 000 élèves de 40 établissements du post-primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP de la zone d'intervention du projet ont amélioré leurs compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curricula et d'outils pédagogiques améliorés

Le projet prévoit de toucher 40 établissements post-primaire et secondaire et 10 CEFP dans les 4 régions. Dans chaque établissement, les classes de 4ème à la Terminale seront concernées, au regard de la cible du projet (15-35 ans), dont deux 4ème, deux 3ème et 1 classe par établissement au secondaire, ce qui donne un total de 7 classes par établissement. Le nombre d'élèves par classe est estimé à 50 dont 40% de filles. Dans les CEFP, il y a 1 200 apprenants : 10 centres, 3 cohortes, 40 élèves par cohorte.

OS1.R1 : 14 000 élèves de 40 établissements post primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP ont accès à une éducation sociale et financière et des compétences de vie courante

Activité 1.1.1 : Développer et/ou adapter le contenu des curricula d'éducation sociale et financière adaptés aux cibles de l'enseignement post primaire et secondaire sur la base d'un inventaire du matériel pédagogique disponible et approuvé au Burkina Faso.
Il s'agit de soutenir et offrir aux jeunes filles et garçons dans les écoles une éducation sociale et financière moyennant un apprentissage centré sur les apprenantes et leur permettant de développer des compétences pertinentes et qui répondent aux besoins d'aujourd'hui et du futur.
A cet effet des guides d'enseignants sur l'Education Sociale et Financière seront développés et adaptés pour leur mise en œuvre dans les classes de chaque niveau visé par le projet. Ces guides prendront en compte l'apprentissage qui se fait via les curricula nationaux via des disciplines d'accueil telle que l'éducation civique, et veilleront à soutenir les objectifs de ces dernières. Les disciplines d'accueil constituent les disciplines hôte accueillant les cours d'éducation financière, à travers un travail d'infusion des modules des cours d'éducation financière dans les objectifs pédagogiques de ces disciplines. Dans ce cas on parlera d'infusion dans les mathématiques ou éducation civique par exemple. Ces guides seront développés sous la forme de plans de leçons permettant aux enseignants de s'engager directement dans les sessions d'éducation. Les guides seront produits à la suite de deux consultations (ateliers) avec les parties prenantes (notamment le Ministère en charge de l'éducation pour l'adaptation au contexte éducatif burkinabé. En deuxième année, les guides ainsi produits feront objet d'une évaluation pour la prise en compte et amélioration des curricula. Les guides seront adoptées lors d'un atelier global de validation en présence des différentes parties prenantes. Aflatoun adaptera les modules déjà mis en œuvre au Burkina Faso en tant compte des résultats de l''étude d'évaluation menée à la fin du projet pilote pour renforcer la qualité des modules. L'activité de développement des modules d'éducation sociale et financière prendra également en compte l'approche transformative genre dans la conception des modules d'éducation sociale et financière d'Aflatoun et des techniques d'apprentissage. Des modules sur la SSR seront également introduits dans le processus d'apprentissage de l'éducation financière, à travers la prise en compte de l'expertise des autres membres du consortium et des modules SSR développés dans le cadre du projet. Aflatoun développera les modules et s'appuiera sur le CCEB, sur la base d'un transfert de ressources effectué par Solidar Suisse pour l'organisation et la communication de l'atelier qui permettra l'adaptation et la finalisation des curricula.

Activité 1.1.2 : Former 120 formateurs et enseignants pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun

Cette activité consiste à doter le personnel (H/F) des inspections et directions de l'enseignement secondaire dans les zones de mise en œuvre du projet des compétences nécessaires à la mise en œuvre et suivi de l'approche Aflatoun et des compétences de vie et éducation financière dans les écoles. Il s'agit également de former les partenaires du consortium sur la mise en œuvre de l'approche Aflatoun. A cet effet, une formation de formateurs-maitres (H/F) (30 participants maximum) de cinq jours sera organisée annuellement en direction des inspecteurs (H/F) de l'éducation nationale ainsi que les partenaires d'Aflatoun des zones concernées soient 120 enseignants sur les 4 ans. L'objectif de la formation est de certifier un pool de maitres-formateurs, au sein du Ministère de l'éducation, chargés de superviser la mise en œuvre des activités et du programme dans les écoles pour le compte du Ministère. Ils seront également les partenaires du projet au sein de leur ministère dans le cadre du processus d'intégration des compétences de vie et éducation financière dans les curricula secondaires. Lors de la formation des formateurs sur l'approche Aflatoun et l'éducation financière, un renforcement des capacités des formateurs en SSR est nécessaire. Dans ce cadre, des modules de formation en SSR seront également conduits, afin d'outiller les formateurs sur ces questions. Ces modules développés dans le cadre de ce projet seront utilisés pour renforcer les capacités des formateurs, en collaboration avec les autres membres du consortium, spécialisés dans ce domaine. La formation pourrait être conduite simultanément par Aflatoun et educo pour le volet SSR. Aflatoun organisera les formations de formateurs et s'appuiera sur CCEB-BF pour l'organisation logistique et la communication autour de ces ateliers

Activité 1.1.3 : Former 240 enseignants et facilitateurs (H/F) pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun dans 40 écoles pilotes

Les enseignant(e)s dans le système éducatif national sont habitués à des approches pédagogiques classiques qui reposent beaucoup sur leurs propres efforts et énergies, et pour la plupart du temps sur la lecture, l'apprentissage par cœur et répétition. Les approches pour l'éducation sur les compétences de vie et l'éducation financière souhaitent par contre engager les apprenantes et les inviter à la pratique, ce qui encouragent le changement d'habitudes et du coup les attitudes et comportements.

Malgré le grand intérêt porté par les enseignants(e)s envers ce type d'éducation, il est souvent délicat de changer la façon d'enseigner les compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre et éducation financière sans une formation préalable permettant de se familiariser et s'approprier les concepts de cette éducation et s'équiper d'outils pédagogiques facilitant le travail en classe. 40 écoles pilotes seront identifiées par le projet pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun.

A la suite de la formation des formateurs (H/F), les formateurs-maitres (H/F) seront en charge d'organiser des formations annuelles en cascades pour les enseignant(e)s et facilitateurs (H/F) dans les écoles et les centres de formations. Ces formations de trois jours sont destinées aux inspecteurs et cadres de l'éducation nationale en charge de suivi des établissement pilotes du projet. Chaque atelier de formation accueillera 60 enseignant(e)s et facilitateurs (H/F) soient 240 personnes. Lors de la formation des enseignants, Aflatoun veillera, en plus de fournir des formation de qualité sur l'approche Aflatoun, à renforcer les capacités des enseignants sur les question de la SSR et la pédagogie transformative genre.

La formation pourrait être conduite simultanément par Aflatoun et educo pour le volet SSR.

Les formations de formateurs seront assurées par Aflatoun et les formations des facilitateurs des centres de formation par les maîtres formateurs formés. L'organisation pratique et la logistique des différentes formations incombe au CCEB, qui bénéficiera d'un transfert de ressources effectué par Solidar Suisse.

Activité 1.1.4 : Imprimer les manuels et mettre en œuvre le programme dans les écoles pilotes

La mise en œuvre dans les écoles se fera par l'intermédiaire des enseignants formés. Chaque enseignant formé aura à sa disposition le manuel de l'enseignant, qui lui permet de mener les leçons dans les classes ou à travers les clubs formés, selon le modèle Aflatoun. A cet effet, des kits de manuels seront reproduits et distribués aux écoles et enseignants. L'impression des manuels sera faite par le CCEB en collaboration avec Aflatoun et Solidar Suisse.

Activité 1.1.5 : Soutenir la réalisation d'activités d'éducation sociale et financière par les clubs qui seront mis en place dans les 40 écoles post primaires et secondaires

Le projet prévoit la mise en place de clubs d'éducation financière et de sensibilisation sur la SSR dans les établissements post primaires et secondaires. A la suite des cours délivrés par les enseignants dans les clubs et grâce aux connaissances acquises, les élèves pourront servir de relais pour continuer à vulgariser les informations en matière de santé sexuelle et de la reproduction et à influencer positivement d'autres élèves et parents d'élèves sur les enjeux de la santé sexuelle et de la reproduction et également en compétences de vie courante et l'éducation sociale et financière.

La mise en place des activités sociales et financière requiert des coûts de fonctionnement ainsi que le financement des activités pratiques relatives aux compétences de vie et éducation financière (visites d'institutions financières ; micro-projet entrepreneuriale/social, mise en œuvre des clubs d'épargne etc…). Grâce au renforcement de leurs capacités, les clubs, sous l'encadrement des conseillers d'éducation formés par le projet, vont élaborer des micros plans d'action éligibles que le projet va appuyer financièrement.

Les membres des clubs seront encouragés à former des Groupes solidaires d'épargne et de crédit et à mettre en pratique les concepts financiers acquis, afin de garantir la durabilité des activités et du fonctionnement des clubs. En outre des synergies seront recherchées avec les institutions financières pour l'ouverture des comptes d''épargne, mais également la participation des Fournisseurs de Services Financiers (FSF) dans le financement des activités des clubs. Cette approche a déjà été expérimenté au Burkina Faso lors de la phase pilote, pendant laquelle des banques, notamment la UBA, ont financé des clubs Aflatoun et aidé les apprenant à accéder au crédit pour financer leurs idées d'entreprise. La convention existant entre le CCEB et le réseau des Caisses populaires du Burkina Faso sera mise à profit pour faciliter l'accès des bénéficiaires du projet à des produits financiers adaptés.

OS2 : D'ici 2024, l'employabilité et l'accès à des revenus décents[26] de 15 625 filles et femmes sont améliorées à travers la promotion d'une offre de formation professionnelle innovante utilisant l'approche Aflatoun et l'utilisation des TIC

OS2.R1 : 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées, ont une meilleure insertion socioprofessionnelle

Activité 2.1.1 : Développer et adapter des modules sur les compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière l'Entreprenariat, l'Employabilité et la SSR adaptés à la formation professionnelle

L'approche Aflatoun qui sera mise en œuvre dans cette activité se matérialisera par l'élaboration de guides de facilitateurs sur les compétences de vie courante, y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière, l'Entreprenariat, l'Employabilité et SSR qui seront développés et adaptés. Ces guides prendront en compte l'apprentissage qui se fait dans les centres de la formation professionnelle et veilleront à soutenir les objectifs de ces centres ainsi que des politiques nationales de la formation professionnelle. Ces guides

[26] Il s'agit d'un revenu au moins égal au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) obtenu dans des conditions de travail respectant les droits humains

seront développés sous la forme de plans de cours permettant aux facilitateurs de s'engager directement dans les sessions. Les guides seront produits à la suite d'un atelier d'orientation de trois jours avec les parties prenantes (notamment les ministères en charge de la jeunesse et de la formation professionnelle) pour l'adaptation au contexte éducatif burkinabé. Les guides seront adoptées lors de l'atelier global de validation en présence des différentes parties prenantes. Aflatoun développera les modules et s'appuiera sur Solidar Suisse et Educo pour l'organisation de l'atelier qui permettra l'adaptation et la finalisation des curricula.

Le développement des modules sera porté par Aflatoun, qui assurera également l'animation des ateliers d'adaptation. Le CCEB, sur la base d'un transfert de ressources effectué par Solidar Suisse procèdera à l'organisation pratique logistique des ateliers.

Activité 2.1.2 : Former 120 formateurs (H/F) pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière l'Entreprenariat, l'Employabilité et SSR dans les centres de formation professionnelle

Cette activité annuelle de 5 jours par atelier consiste à former une trentaine de formateurs-maitres, issus des organisations de la société civile porteuses des centres de formation professionnelle, des directions de suivi au sein des ministères de la formation professionnelle et de la jeunesse, ainsi que des membres du consortium sur les approches du programme. Ces formateurs-maitres (H/F), certifiés auront la charge de la formation des enseignants(H/F), dans les centres professionnels mis en place par le projet et ceux existants dans la zone du projet et du suivi de la mise en œuvre du projet dans les centres concernés. Ils seront également les partenaires du projet au sein de leur ministère dans le cadre du processus de mise en place de référentiels de certification et du processus d'intégration dans les curricula nationaux. Aflatoun organisera les formations de formateurs et s'appuiera sur CCEB-BF pour l'organisation logistique et la communication autour de ces ateliers.

Activité 2.1.3 : Former 240 facilitateurs (H/F) intervenant dans les centres de formation pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière l'Entreprenariat, l'Employabilité et SSR

Pour ce qui est de l'approche Aflatoun, des formations en cascade seront organisées au profit des facilitateurs des centres de formation professionnelle. A la suite de la formation des formateurs, les formateurs-maitres (H/F) auront la charge d'organiser des formations en cascade dans les centres de formations pour la mise en œuvre des programmes de l'éducation aux compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière l'Entreprenariat, l'Employabilité et SSR dans ces centres. Ces formations de 3 jours sont destinées aux enseignants intervenant directement dans la mise en œuvre des leçons. Le nombre de formation dépendra du nombre de centres pilotes, sachant que chaque formation comptera en moyenne 30 personnes. La formation des formateurs sera assurée par Aflatoun et la formation des facilitateurs des centres de formation par les maîtres formateurs (H/F), formés. L'organisation pratique logistique des différentes formations incombe au CCEB, sur la base d'un transfert de ressources effectué par Solidar Suisse.

Activité 2.1.4 : Imprimer les manuels et mettre en œuvre le programme dans les centres de formation professionnelle

La mise en œuvre du programme dans les centres se fera par l'intermédiaire des enseignant/facilitateurs formés. Chaque enseignant/facilitateur formé aura à sa disposition le manuel de l'enseignant, qui lui permet de mener les leçons dans les classes ou à travers les clubs formés, selon le modèle Aflatoun. A cet effet, 1 200 kits de manuels seront reproduits et distribués aux enseignants/facilitateurs des centres.

Activité 2.1.5 : Ouvrir 10 centres polyvalents d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) en faveur de 1 200 (dont 420 filles déplacées internes) adolescentes exclues du système éducatif et de 1 500 filles et femmes de 19 à 35 ans du secteur informel

Une alternative d'éducation bilingue (français et langue nationale) et de formation professionnelle sera offerte à 1 200 filles de 16 à 19 ans exclues du système éducatif dont 420 déplacées internes (10 centres, 40 filles dont 14 déplacées internes par centre, 3 cohortes pendant la durée du projet), pour permettre aux bénéficiaires de ces centres, au terme de la formation, de s'insérer dans le tissu socioprofessionnel. Un curriculum de formation en neuf mois sera développé en prenant en compte les besoins des filles pour leur accès à des emplois décents et leur plein épanouissement. Les centres seront ouverts dans des structures existantes au niveau local et offrant déjà des commodités pour la formation (CBNEF par exemple). Toutefois, là où il n'y a pas d'infrastructures adéquates, le projet en construira mais prendra au préalable de s'assurer que le Ministère en charge de la formation professionnelle en prendra la charge une fois le projet terminé. Des discussions préalables seront donc menées avant les constructions.

L'approche AT3E sera utilisée dans ces centres avec une session d'alphabétisation pour apprendre aux bénéficiaires à lire, écrire et calculer. Le programme dans les centres comportera une session d'alphabétisation de 3 mois et 6 mois pour l'éducation en compétences de vie, éducation financière, utilisation des TIC, entrepreneuriat, SSR, initiation aux métiers. Pour ce qui est de l'alphabétisation, éducation financière, compétence de vie courante, entrepreneuriat et SSR, des facilitateurs recrutés par le projet seront formés pour l'alphabétisation et sur l'approche Aflatoun pour se charger des cours. Le projet veillera à recruter des personnes ayant déjà une expérience en alphabétisation. Pour ce qui est de l'initiation aux métiers et l'utilisation des TIC, des personnes ressources compétentes interviendront chacune selon sa spécificité selon des contrats qui seront établis. Les types de métiers qui seront promus dans les centres sont des métiers dont la formation se fait sur une courte durée. Les apprenants des centres recevront une formation à la fois théorique et pratique sur les quatre types de métiers qui seront promus dans les centres et cela les rendra polyvalentes. Il s'agit entre autres, de la saponification, du tissage, de la restauration. Toutefois, l'identification des métiers se confirmera à travers les études qui seront faites et en collaboration avec les organisations professionnelles, en fonction des localités, pour se conformer aux besoins tant des entreprises que du marché. L'ouverture des centres sera précédée par leur équipement notamment pour ce qui est du métariel didactique et pédagogique pour l'alphabétisation et l'initiation au métiers, l'élaboration de curricula, la conception des modules de formation, le recrutement et la formation des acteurs (facilitateurs des centres de formation) pour la mise en œuvre. L'élaboration de curricula se fera en collaboration avec l'ANFP ainsi que les organisations professionnelles pour s'assurer que les jeunes formés reçoivent toute les cimpétences nécessaires à leur insertion professionnelle. Ces structures seront également impliquées dans le suivi des centres pour garantir la qualité des formations des filles. Les sortantes des centres seront encouragées à se présenter à l'examen du CQP, la possession de ce diplôme étant un facteur motivant et d'assurance pour les détenteurs.

Les facilitateurs des centres seront formés en cinq jours sur l'approche Aflatoun qui sera utilisée notamment pour l'entrepreneuriat, les SSR, l'éducation financière et les compétences de vie courante. Ces facilitateurs seront pris en compte dans les formations prévues pour les acteurs de la formation professionnelle. A la fin de leur formation, ils/elles recevront des guides pour la facilitation des activités Aflatoun. Ils seront également formés sur les SSR afin de conduire des actions de sensibilisation à l'endroit des filles. La supervision des centres sera faite en collaboration avec les agences nationales de formation professionnelle au niveau régional pour s'assurer que les bénéficiaires reçoivent les compétences nécessaires à leur insertion.

Les apprenantes des centres seront organisées en clubs (les « Amazones ») pour la mise en œuvre des activités d'éducation financière, compétence de vie courante, entrepreneuriat. Les clubs permettront aux filles de pratiquer leur apprentissage, former leurs propres réseaux de soutien, d'échange et de développement de projets. Elles seront invitées à ouvrir des comptes d'épargne pour favoriser la mise en œuvre d'AGR. Ces clubs constituent à la fois des espaces d'échange, de dialogue, de pratique de la vie démocratique et d'apprentissage entre les

bénéficiaires. Ces dernières peuvent améliorer leurs connaissances de la société, susciter des débats d'idées sur leurs conditions, pratiquer des activités d'épargne, visiter des institutions financières ou autres. Les clubs seront dirigés par un bureau exécutif composé d'une présidente, d'une trésorière, secrétaire générale par le biais d'élection démocratique. Le partenariat existant entre le CCEB et la Caisse populaire sera mis à profit pour favoriser l'accès des filles à du crédit pour leurs activités. Trente clubs de 40 filles chacun seront mis en place dans les centres. Une journée porte ouverte sera organisée chaque année dans les centres et permettra aux apprenantes d'exposer et vendre les produits issus de leur apprentissage. Les revenus issus de cette vente leur permettront d'alimenter les activités de leur club et la mise en œuvre de projets générateurs de revenus.
Par ailleurs, le projet prévoit une distribution de kits de gestion hygiénique des menstrues aux filles bénéficiaires du projet. Afin de garantir la pérennité de cette action, les membres des clubs seront formées à la confection de ces serviettes naturelles, lavables et écologiques. Elles pourront par la suite en faire une activité génératrice de revenus tant collective qu'individuelle. Les journées portes ouvertes seront un tremplin pour la vente de ces serviettes et aussi se faire connaître du public.

A l'issue de la formation, les filles qui auront un esprit entrepreneurial seront dotées de kits d'installation pour la création de leur micro entreprise. Il est démontré que les bénéficiaires de formation aux métier n'ont pas tous l'esprit entrepeneurial. Certains sont plus disposés à être employés qu'à ouvrir leur propre entreprise. Donner des kits à ces personnes ne serait pas efficient car le matériel pourrait ne pas être utilisé. Le projet visera 60%, sur la base de l'expérience faite dans le cadre de projets antérieurs. Toutefois, cette proportion pourra être révisée à la hausse en fonction des réalités sur le terrain.Le projet s'attèlera à sélectionner des filles et femmes motivées.

Les filles qui bénéficieront de la formation dans les centres seront choisies sur la base des critères suivants : âge compris entre 16 et 19 ans, ne pas être inscrite à l'école, résider dans la zone d'implantation du centre, être motivée à travailler après la formation, s'engager soi-même pour la formation et non pas juste obéir à une injonction. Toutefois, en fonction du terrain, l'âge des filles peut être revu à la hausse pour ne pas marginaliser certaines filles qui seraient dans le besoin. Les filles seront sélectionnées en collaboration avec les services techniques déconcentrés du Ministère en charge de la formation professionnelle, de l'action sociale, les représentants des personnes déplacées internes et les communes. Le projet tiendra compte des différentes sensibilités socioculturelles de la zone du projet afin de ne pas créer des conflits en privilégiant certains groupes socioculturels.
Dans le cadre de la recherche de synergie, le projet saisira l'opportunité offerte par le projet Cultivons l'esprit d'entreprise (CLE) financé par l'Ambassade des Pays-Bas dans trois des régions d'intervention du présent projet (Centre-Nord, Est et Sahel) pour faire bénéficier aux jeunes des régions d'intervention des campagnes de communication sur les opportunités d'emploi. Ces campagnes pourraient favoriser l'émergence d'idées d'entreprise qui pourront être concrétisées à travers l'appui qu'elles recevront.

Les centres d'éducation et de formation sont une approche innovante que le projet va promouvoir en matière de formation professionnelle des adolescents pour influencer le système de formation au Burkina Faso. Même s'il existe plusieurs approches d'éducation et de formation au Burkina Faso pour les adolescents exclus du système éducatif, les curricula de formation n'abordent pas suffisamment l'utilisation des TIC, l'éducation en santé de la reproduction, l'éducation financière, le développement personnel, le leadership et l'entrepreneuriat. Ainsi, en plus des connaissances théoriques et pratiques que les bénéficiaires des centres recevront, les activités des clubs leur permettront de se familiariser avec le monde de l'entrepreneuriat, ce qui facilitera leur insertion professionnelle. Le projet travaillera donc à capitaliser et diffuser l'approche AT3E qu'elle entend promouvoir. La capitalisation de l'approche AT3E permettra d'influencer le CQP et le CQB pour une introduction de l'éducation financière et de l'entrepreneuriat dans le système d'évaluation. Le plaidoyer et les ateliers prévus dans le cadre de l'approche Aflatoun permettront également

l'introduction de ces modules dans les curricula de formation prfessionnelle. Ainsi, le projet travaillera non seulement à l'intégration de modules d'éducation financière et compétences de vie courante dans les curricula, mais aussi à une prise en compte de cette innovation dans le système de certification, ce qui permettra une institutionalisation et une mise à échelle. Le Comité technique de suivi sera également mis à contribution pour le plaidoyer qui permettra la prise en compte de l'approche dans les curricula. Le Ministère de la formation professionnelle a entamé le processus d'harmonisation des approches de formation professionnelle. Leur implication dans la mise en œuvre de l'approche favorisera son adoption et sa promotion par le Ministère.

Les centres seront aussi utilisés pendant les vacances comme cadre de renforcement de 1 500 filles et femmes du secteur informel (10 centres, 50 filles et femmes, 3 cohortes durant la phase du projet), en développement personnel et leadership féminin. Les filles/femmes seront formées pendant deux semaines, afin de susciter en elles la rage de réussir, ce qui va aiguiser leur engagement et leur motivation pour une meilleure organisation de leurs entreprises. Des modules en lien avec le leadership et le développement personnel, l'entrepreneuriat, l'utilisation des TIC, le marketing, l'éducation financière et les compétences de vie sur la base de l'approche Aflatoun seront développés dans ces centres. Ce regroupement de filles et femmes est une opportunité qui sera saisie par le projet pour diffuser des sensibilisations sur les SSR et les violences basées sur le genre. Le projet veillera à avoir des femmes formatrices qui peuvent jouer un rôle de modèle auprès des bénéficiaires. A l'issue de la formation, les filles et femmes animées de la fibre entrepreneuriale seront accompagnées pour l'élaboration de plans d'affaires et mises en relation avec des Institutions de microfinance (IMF) pour faciliter le financement de leurs activités. Les bénéficiaires seront sélectionnées en collaboration avec les organisations locales regroupant les travailleurs du secteur informel, les communes, sur la base de leur engagement à suivre la formation, leur disponibilité. Des communiqués seront faits dans la zone du projet (services techniques déconcentrés du Ministère en charge de la jeunesse, mairies, structures de financement des entreprises, …) pour inviter les personnes intéressées à s'inscrire. Le projet saisira l'opportunité du projet CLE pour que certaines filles/femmes puissent bénéficier de formations en entrepreneuriat et, si elles sont sélectionnées, bénéficier d'incubation pour la formalisation et le renforcement de leur entreprise.
L'activité sera mise en œuvre sous la responsabilité de Solidar Suisse.

Activité 2.1.6 : Réaliser une étude sur les métiers porteurs et novateurs de la zone d'intervention
Il s'agit d'identifier les filières porteuses de la zone d'intervention dans lesquels les jeunes (H/F) pourraient renforcer leurs compétences pour améliorer leur employabilité. Cette étude fera la situation des métiers novateurs ayant un potentiel d'offrir des emplois aux jeunes ainsi que le potentiel existant pour la formation (lieux de formation, maîtres artisans). Les résultats de l'étude permettront aux jeunes filles/femmes de la zone du projet de choisir des filières qui leur offriront des perspectives d'accès à des emplois pourvoyeurs de revenus décents. Un film faisant intervenir quelques maîtres artisans qui feront des témoignages sur leur activités, sera réalisé pour permettre aux jeunes de mieux appréhender/comprendre les métiers qui seront mis en exergue et à travers les images, de se familiariser avec ces métiers et parfois même, reconnaître certaines personnes à qui ils pourraient s'identifier. L'étude et le film seront réalisés par des personnes ressources sous la responsabilité de Solidar Suisse. Les campagnes de communication sur les opportunités d'emploi réalisées par le projet CLE viendront compléter les informations que cette étude mettra à la disposition des jeunes de la zone d'intervention.

Activité 2.1.7 : Former 3 000 filles et femmes vulnérables de 19 à 35 ans pendant une courte durée à des métiers porteurs et novateurs dans la zone du projet
Il s'agit de placer 2 000 filles et femmes de 19 à 35 ans en apprentissage chez des maîtres artisans qui seront identifiés parmi les artisans locaux de la zone du projet. La formation s'appuie sur l'approche AT3E qui se base sur l'expérience de Solidar Suisse en matière de

formation professionnelle de courte durée, qui sera renforcée par l'intégration de modules de formation sur l'éducation financière et les compétences de vie courante sur la base de l'approche Aflatoun.

A l'issue de l'étude sur les métiers porteurs et novateurs de la zone d'intervention qui sera réalisée, l'action prévoit de contractualiser avec un consultant qui interviendra lors des fora métiers qui seront organisés sur la base d'un reportage réalisé auprès des artisans intervenant dans les métiers (une douzaine) porteurs afin de permettre aux filles et jeunes femmes de mieux découvrir et d'opérer leur choix de métier. Ces consultants seront également des modèles de réussite qui pourront, à travers leur histoire, inspirer les jeunes et les motiver. Il faut noter que certains métiers porteurs (mécanique, électricité, maçonnerie, informatique, froid et climatisation, boulangerie, métiers du solaire, confection de grillage, etc.) sont généralement exercés par les garçons. Dans la mise en œuvre du projet, les filles seront sensibilisées et encouragées à ces métiers. Une formation appropriée sera accordée à celles qui y sont intéressées. Elles seront par la suite accompagnées à leur installation.
Les fora seront organisés dans les communes d'intervention du projet en collaboration avec les collectivités locales, en présence des filles et jeunes femmes identifiées et leurs parents/maris. Après projection du reportage, des échanges sont faits et les personnes interviewées interviendront pour étayer davantage les avantages des métiers retenus. Les campagnes de communication sur les opportunités d'emploi organisés par le projet CLE seront également des tremplins que le porjet saisira pour favoriser un meilleur choix de métier par les bénéficiaires.
Des entretiens sont réalisés avec les filles identifiées pour leur permettre de confirmer les choix de métiers dans lesquels elles souhaiteraient se former ainsi que le choix, dans la mesure du possible, de leurs futurs artisans formateurs.
En collaboration avec le CNPB et les organisations professionnelles (pertinentes pour les métiers identifiés par le projet), des modules de formation qui seront des outils de suivi du transfert des compétences aux jeunes, seront élaborés pour garantir un transfert de compétences efficace aux filles/femmes qui seront placées en apprentissage. Ils seront également formés en hygiène et sécurité au travail et environnement afin que les jeunes qui seront sous leur responsabilité apprennent dans des conditions adéquates. Par ailleurs, l'identification des maîtres artisans se fera en collaboration avec le CNPB et les organisations professionnelles pour s'assurer que les personnes ressource idenifiées par le projet disposent des qualifications nécessaires pour offrir aux jeunes une formation adéquate. Un plan de suivi de la formation qui permettra de suivre et évaluer l'acquisition des compétences par les apprenties sera établi avant le début de la formation, en collaboration avec le CNPB. Pour susciter la motivation chez les maîtres artisans pour bien accompagner les filles/femmes qu'ils/elles reçoivent en formation, des primes sous forme de matériel leur seront octroyés conformément au plan de suivi évaluation de la formation qui sera établi, ou même que les formées obtiendront un emploi. Les maîtres-artisans ou artisans modèles seront formés pendant trois jours par un consultant (en collaboration avec le CNPB) sur des techniques pédagogiques de transmission des connaissances aux jeunes en formation ainsi que l'hygiène et la sécurité au travail pour une meilleure protection des filles et femmes pendant leur formation.
Des campagnes de recrutement des filles/femmes seront faites. Les bénéficiaires de la formation seront sélectionnées en collaboration avec les services techniques déconcentrés en charge de la formation professionnelle. Les critères suivants prévaudront pour le choix des filles/femmes : la motivation à apprendre un métier, la culture entrepreneuriale, âge compris entre 19 et 35 ans, ne pas être inscrite à l'école, ne pas exercer déjà un métier, être motivée à travailler après la formation, s'engager soi-même pour la formation et non pas juste obéir à une injonction, etc. Le projet tiendra compte des différentes sensibilités socioculturelles de la zone du projet afin de ne pas créer des conflits en privilégiant certains groupes socioculturels et veillera à intégrer des filles déplacées internes. Les formations seront développées en fonction des besoins des filles et femmes (horaires adaptés permettant de se consacrer à

d'autres obligations comme les travaux domestiques). Le projet essaiera de recruter des maîtres artisans femmes.
Les filles seront réunies pendant 6 jours pour une formation en entrepreneuriat, TIC et utilisation dres réseaux sociaux, coaching, éducation financière, culture d'entreprise, estime de soi et importance d'avoir une vision qui va susciter en elles la motivation nécessaire murir le désir d'accomplissement de soi qui est nécessaire pour une meilleure insertion socioprofessionnelle. Elles seront invitées à ouvrir des comptes d'épargne pour commencer à épargner de l'argent pour leur entreprise. L'évolution de cette épargne (croissance, stagnation) est également un critère qui sera retenu pour la dotation de kits d'installation à la fin de la formation. Pendant cette période, une sensibilisation sur la SSR sera également déroulée. La durée de la formation des jeunes chez les maîtres artisans est de 12 mois maximum.
Certaines filles/femmes formées recevront des kits d'installation pour la création de leur microentreprise, notamment celles dotées d'un esprit entrepreneurial et selon les recommandations des maîtres artisans qui les ont formées. Des kits collectifs seront remis à quelques groupes ayant choisi le même domaine pour une mutualisation des compétences et des atouts.
Une synergie sera recherchée avec le projet CLE qui offrira des formations en entrepreneuriat aux jeunes, pour la formation de certains jeunes bénéficiaires, en entrepreneuriat. A l'issue de la formation, certains jeunes qui seront accompagnés pour une idéation, pourraient bénéficier de l'incubation offerte par ce projet aux meilleures idées de projet.

Toujours dans la dynamique d'offrir aux bénéficiaires des formations de courte durée, le projet exploitera l'étude commissionnée par le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas sur l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agricole au Burkina Faso à travers l'agence « Netherlands Entreprise Agency »[27] qui a identifié des filières comme la production d'oignons, la pisciculture, … comme porteuses. Ainsi 1 000 filles/femmes bénéficieront d'un accompagnement pour leur regroupement et formalisation en vue de la réalisation d'activités agricoles. Pour cette cible, les activités de groupe seront privilégiées et les bénéficiaires seront appuyées pour leur formalisation en coopérative afin de bénéficier de crédits que le partenariat entre le CCEB et la Caisse populaire pourrait faciliter. Ce partenariat favorisera l'inclusion financière des bénéficiaires au sein des institutions bancaires ou de microfinances pour un meilleur accès à des produits adaptés (épargne ; crédit ; ouverture de compte bancaire etc.) a des tarifs concurrentiels.
L'identification de ces bénéficiaires se fera en collaboration avec les organisations partenaires du consortium. En fonction de leur domaine d'activité, les femmes seront formées et recevront un équipement d'appoint pour la poursuite de leurs activités. Elles seront également formées en éducation financière, marketing, entrepreneurait et sensibilisées sur les SSR.
La formation de courte durée des jeunes chez les maîtres artisans se déroulera sous le leadership de Solidar Suisse dans les régions du Sahel et de l'est et par Educo dans les régions du nord et du Centre-Nord. Quant à l'appui aux femmes pour les activités agricoles, il se fera sous le leadership de Solidar Suisse dans toutes les régions d'intervention du projet.

Activité 2.1.8 : Renforcer les capacités de 6 000 filles et des femmes du secteur informel à l'utilisation les TIC pour promouvoir leur activité commerciale
Les filles et particulièrement les femmes relevant du secteur informel sont très souvent en marge des TIC soit par ignorance, soit par la limitation de leur pouvoir d'achat. Malheureusement ce sont les garçons et les hommes qui les utilisent plus dans leurs activités commerciales. Cela s'explique du fait qu'il soit généralement admis que ce soit eux qui aient le goût du risque et donc enclin à essayer les nouveautés. Pourtant, l'utilisation des TIC est incontournable aujourd'hui dans tous les secteurs d'activités en général et dans le domaine économique en particulier. Le projet travaillera à inverser cette tendance et à fortement

[27] RVO (https://www.rvo.nl/sites/default/files/2019/12/Report-on-Youth-Employment-in-Agricultural-Value-Chain-Burkina-Faso.pdf

encourager les filles et les femmes à l'utilisation des TIC. Ainsi, avec l'expertise de l'Association Yampukri, elles seront formées à l'utilisation des TIC dans leurs activités commerciales. Il s'agira d'outiller les filles et les femmes à la création de sites web et à l'exploitation des réseaux sociaux dans le but de mieux promouvoir leurs produits. Yampukri interviendra dans les centres de formation pour la formation des filles/femmes.

L'association Yam Pukri après plus de 20 ans dans la pratique a forgé sa propre approche d'utilisation des TIC pour le développement au niveau des organisations et de la population jeune et adulte. Pour Yam Pukri, les TIC sont des outils fantastiques pour booster la productivité du travail de l'homme mais on doit les utiliser avec parcimonie pour éviter que les coûts et les avantages en TIC dépassent les avantages. C'est pour cela l'approche de Yam Pukri consiste à identifier les besoins du groupe cible, le niveau de formation de base du groupe cible avant de proposer des outils adéquats. Avant l'utilisation des outils, une formation est administrée au groupe cible. Une opération de suivi est effectuée plus tard pour s'assurer de la bonne maitrise des outils.

Exemples de projets

Ces dernières années, Yampukri a coordonné plusieurs projets dans le domaine. La dernière en date est le projet Innovation, développement agricole et liens vers le marché pour les jeunes au Burkina Faso (IDEAL - Burkina). https://ideal.yam-pukri.org

Ce projet après avoir identifié les besoins du groupe cible a établi un programme de formation qui a permis de former plus de 300 jeunes dont 54 jeunes coopératives, des jeunes intervenant dans la transformation agricole et des jeunes utilisant les TIC comme outils pour créer des services de commercialisation de produits agricoles.

Présentement, bien que le projet soit terminé, les réseaux formés continuent de fonctionner grâce aux réseaux sociaux (facebook, WhatsApp, ecodata…)

Perspectives, la plateforme koos nana

Après avoir constaté le succès de ce projet, Yampukri veut aller de l'avant en utilisant un système plus intégré.

Pourquoi ?

Au Burkina Faso, l'utilisation des téléphones portables dans le domaine des affaires est devenue une pratique. Les personnes utilisent couramment un téléphone pour envoyer et recevoir des SMS ou utilisent des smartphones avec des applications WhatsApp pour envoyer et la réception d'informations ou la vente de produits via internet est de plus en plus généralisée.

Nous constatons cependant une absence de plateformes intégrées où les acteurs d'une chaine de valeurs données œuvrent interagir. Yampukri a expérimenté une telle approche avec une association en laccompagnant à valoriser la chaine de valeur soja et maïs. http://www.abac-bf.org/vacis/web/

A la suite de cette initiative, Yampukri travaille sur un projet pilote qui vise à renforcer la communication entre l'offre et la demande dans le domaine des produits locaux transformés et aider les petits producteurs à se regrouper et se renforcer à travers la plateforme E-koss nana ou vendre facile.

La plateforme E-koos nana permettra de renforcer l'information entre des acteurs des chaines de valeurs identifiées et faciliter les transactions économiques et financières. Dans un premier temps, la participation sera gratuite et dans un deuxième temps, elle sera payante. Une autre possibilité est de financer la plateforme grâce à la publicité. Deux dispositifs vont cohabiter : un dispositif web et un dispositif mobile.

La plateforme va collaborer avec d'autres initiatives de diffusion de prix comme ECODATA et SIMAGRI pour être plus performante en donnant des informations déjà analysées et prêtes à l'emploi.

OS2.R2 : 9 925 filles et femmes dont 9 625 bénéficiaires des VSLA et 300 femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus

Activité 2.2.1 : Permettre à 300 filles et femmes de 25 à 35 ans propriétaires d'entreprises dans le secteur informel de se professionnaliser dans leur secteur d'activité à travers un accompagnement ciblé

Dans le milieu rural, plusieurs jeunes se forment sur le tas, ouvrent leur microentreprise et exercent un métier sur la base des connaissances et compétences acquises. Bien souvent, à cause du fait que les formations ne soient pas encadrées, ils ont des insuffisances qu'ils répercutent au niveau des jeunes qu'ils reçoivent en stage. C'est pourquoi le projet se propose de développer une approche pour accroître le niveau de qualification de 300 jeunes dirigeant des entreprises dans le secteur informel. En collaboration avec le CNPB et les organisations professionnelles, le projet conduira un processus d'identification des jeunes filles/femmes qui exercent déjà un métier dans le secteur informel avec un faible niveau de qualification tant technique qu'opérationnel. Le projet formalisera un accord avec l'Agence Nationale pour la Formation Professionnelle (ANFP) pour l'élaboration de modules pour une formation de courte durée en vue du perfectionnement des bénéficiaires. L'ANFP dispose d'une grande variété d'offres de formations modulaires qu'elle mettra à la disposition du projet. Le renforcement des capacités des jeunes filles et femmes va leur donner les compétences nécessaires pour offrir des formations de qualité aux apprentis qu'elles recevront. A l'issue de leur formation, elles recevront des attestations qui leur permettront d'être plus compétitives. Elles seront également encouragées à participer, en candidature libre, à l'examen national du certificat de qualification professionnelle (CQP) qui a lieu chaque année au mois de Juin. Par ailleurs, le projet, pour des questions de durabilité, va rechercher une synergie avec l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) qui, depuis 2019 se focalise sur le placement des jeunes en stage, pour le placement de jeunes formés en stage chez les filles et femmes renforcées par le projet. Cette activité sera développée par Solidar Suisse en collaboration avec l'ANFP.

Activité 2.2.2 : Faciliter la mise en place de 385 groupes d'épargne pour l'amélioration des revenus de 9 625 femmes / filles

L'action entend renforcer le pouvoir économique des filles et femmes à travers l'approche Village Saving Loans Associations (VSLA) et cela permettra de prendre en compte l'approche transformatrice de genre. Généralement, les hommes ont un meilleur accès et contrôle des ressources que les femmes. La mise en place de l'approche VSLA vise à équilibrer cette tendance en ce sens que les femmes sont renforcées financièrement à travers les AGR qu'elles mènent grâce aux épargnes et crédits. Le renforcement économique des filles et femmes leur donnera plus de pouvoir et de poids dans la prise de décision au sein du ménage et de la communauté. Le VSLA favorisera le développement du leadership féminin et l'ouverture à de meilleures perspectives d'emploi, ce qui contribue à promouvoir et à renforcer l'égalité de genre.

Le VSLA permet aux femmes et filles d'épargner ensemble et de se faire de petits emprunts à partir de ces épargnes. De par sa simplicité et sa flexibilité en termes de mise en œuvre, le VSLA suscite un véritable engouement dans les communautés. Il se veut un outil efficace de stabilité financière des populations vulnérables, par une culture d'épargne communautaire qui s'adapte au contexte local. Il vise à aider ces dernières à économiser tout en se créant un filet de sécurité monétaire pour une stabilité financière à long terme. Cela se traduit par ricochet par la satisfaction des besoins (éducation, formation, santé, etc.). De plus, il permet le développement de la dynamique associative, de la promotion de la solidarité, du leadership féminin et l'ouverture à de meilleures perspectives d'emploi, ce qui contribue à promouvoir et à renforcer l'égalité de genre. Le VSLA est basé sur une organisation de personnes en groupe de 15 à 30 membres. La mise en place d'un groupe répond au principe d'affinité qui existe entre les membres. En effet, ceci permet d'obtenir des groupes où la confiance est de mise. Les membres se connaissant les uns les autres et proviennent de milieux économiques semblables. Les activités des groupes d'épargne fonctionnent en « cycles » d'une durée d'environ une année, au bout de laquelle les épargnes accumulées et les bénéfices tirés des prêts sont répartis entre les membres proportionnellement au montant épargné. Il est à souligner qu'en plus des critères mentionnés plus haut, l'adhésion au groupe est conditionnée par l'engagement de la femme/fille à identifier et à mener une AGR rentable. Ce critère est ensuite auto-monitoré par les membres du groupe qui s'assurent que chaque membre arrive à conduire une AGR rentable et est à mesure de rembourser le prêt contracté. Des sanctions unanimement définies par le groupe (pouvant aller jusqu'à la suspension à la participation aux

activités de groupe) sont appliquées en cas de non-respect aux engagements. C'est pourquoi la constitution des groupes par la stratégie d'affinité permet de minimiser ces potentiels risques et d'avoir des groupes hautement engagés pour la même cause. Ce système communautaire autogéré et à grand impact avec peu d'investissement a été testé et développé par Educo dans ses zones d'intervention au Nord sur financement de l'UE depuis 2017. Les acquis feront l'objet d'un passage à l'échelle dans les 3 autres régions d'intervention. L'action entend appuyer la mise en place et l'accompagnement de 385 groupes VSLA qui toucheront 9 625 femmes/filles âgées de 18 – 35 ans. La sélection des bénéficiaires veillera à respecter les principes de protection – sécurité et dignité des populations, participation, redevabilité et de *do no harm*. Chaque groupe VSLA recevra un kit VSLA composé d'un carnet, d'un coffre-fort, de cadenas, etc. Après la mise en place des groupes VSLA une formation de 7 modules est dispensée aux membres des groupes par un Superviseur VSLA qui sera chargé de former le GVEC sur: (i) Groupes, leadership et élections, (ii) élaboration des règlements et des règles pour la Caisse, Solidarité, l'achat de parts et les activités de crédit, (iii) élaboration du Règlement Intérieur de l'Association, (iv), première réunion d'épargne, (v) première réunion de crédit, (vi), premier remboursement de crédit, (vii) répartition du capital, élections et indépendance. Ces différents modules sont dispensés à chaque rencontre hebdomadaire des membres des groupes VSLA et de façon progressive. Ensuite, les groupes seront formés sur la gestion des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Avant le démarrage de l'activité, des séances de sensibilisation et de renforcement de capacité en gestion seront organisées au profit des filles et des femmes afin qu'elles comprennent l'enjeu de l'approche et de son apport dans l'insertion socio-économique de ces dernières.

Afin de favoriser l'inclusion financière des bénéficiaires du programme au sein des institutions bancaires ou de microfinances, le partenariat entre le cCEB et la Caisse populaire sera mis à profit pour un meilleur accès des filles et femmes bénéfciaires à des produits adaptés. (épargne ; crédit ; ouverture de compte bancaire etc.) a des tarifs concurrentiels. A terme, il s'agit de créer une situation de gagnant-gagnant ou le projet fournit aux institutions financières de potentiels clients en transition vers le marché de l'emploi. En retour, les institutions financières des conditions de facilitation de prêt pour les jeunes ainsi que les femmes des VLSA dans le cadre de financement des AGR.

La mise en œuvre de cette activité se fera sous la responsabilité de Educo dans toutes les zones couvertes par le projet. Au Nord, quelques villages des communes de Koumbri, Barga, Ouahigouya et Oula dans la province du Yatenga ont été couvertes par les activités du VSLA. Plusieurs villages restent encore non couvertes et les besoins sont encore énormes. L'action entend consolider les acquis et développera les activités dans les villages et communes non touchées dans la province Yatenga non seulement mais couvrira également les provinces du Zondoma et du Passoré. Dans le Centre Nord, l'ONG Plan International conduit déjà des activités de VSLA dans certains villages de la commune du Kaya dans la province du Sanmatenga. La présente initiative recherchera des synergies d'action avec Plan International et couvrira les villages des communes non couvertes. Dans la région de l'Est, l'ONG CRS implémente dans la province de la Gnagna le SILC (savings and internal lending communities), une autre forme de VSLA. De plus l'ONG Children Believe met en œuvre des initiatives VSLA dans certains villages des communes de Diapaga et Logobou dans la province de la Tapoa. Notre action couvrira les communes de la province du Gourma qui ne sont pas touchées par les actions du VSLA. Par ailleurs, une synergie sera également recherchée avec ces deux ONG pour une meilleure complémentarité sur le terrain.

OS3 : D'ici 2024, il est rendu possible à 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle d'avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive

Le projet prévoit de toucher 200 établissements post-primaire et secondaire dans les 4 régions pour les actions de SSR. Dans chaque établissement, les classes de 4ème à la Terminale seront concernées, au regard de la cible du projet (15-35 ans), dont deux 4ème, deux 3ème et 1

classe par établissement au secondaire, ce qui donne un total de 7 classes par établissement. Le nombre d'élèves par classe est estimé à 50 dont 40% de filles.

OS3.R1 : 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants, grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents

Activité 3.1.1 : Former 200 agents de vie scolaire (H/F) (Agent des Services sociaux et médico-scolaires (SSS), Animateurs, Conseillers d'éducation) sur les Droits en santé sexuelle et reproductive (SSR)

Les agents SSS, les animateurs/animatrices de vie scolaire ou les conseillers d'éducation généralement en charge de la promotion de la SSR, n'ont pas souvent les compétences techniques requises. De ce fait, ces derniers, issus des établissements post primaires et secondaires seront formés sur la SSR. Avec le module SRAJ développé par l'ABBEF denommé "Appoche Amicale Jeune" c'est un module de formation des formateurs en SRAJ. Ce module a été utilisé pour la formation des agents de vie scolaires dans les zones d'intervention du projet PRODEC. Dans ce module, l'IEC/CCC/SSR, les questions de DSRS, la gestion de la sexualité, sont entre autres les thèmes abordés dans ce module. Aussi le module sur le guide d'utilisation de la plateforme QG jeune a été intégré au cours des sessions de formation pour impliquer ces encadreurs dans la promotion de la plateforme auprès des élèves pour stimuler son utilisation. La plateforme interactive d'échanges sur la SSR, « QGjeune.org » une plateforme conçue par les jeunes et pour les jeunes avec l'accompagnement technique de l'UNFPA et placé sous la tutelle du MENAPLN. Cette plateforme permet de répondre sans tabou aux besoins d'information des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive tout leur offrant d'autres opportunités d'apprentissages telles que la recherche d'emploi, la protection de l'environnent etc. La plateforme reste ouverte aux jeunes qu'ils soient scolarisés ou non, en milieu professionnel ou non mais ne sont pas encadrés par le personnel du MENAPLN. De ce fait elles ne constituent pas des canaux formels de formation. Dans la zone d'intervention du projet, 100 agents de vie scolaire dont les facilitateurs des centres d'éducation et de formation professionnelle seront formés dans trois provinces sur sept. Les établissements scolaires des autres provinces ayant déjà bénéficié de cette formation dans le cadre du projet PRODEC mis en œuvre par Educo. Au total, 07 sessions de formation de 3 jours chacune, seront organisées et assurées par l'expert SSR de Educo en tandem avec les formateurs QG jeunes de l'UNFPA. A terme, le personnel des établissements classiques et professionnels ciblés sera mieux outillé pour soutenir le développement continue des compétences comportementales des jeunes scolaires en vue des prises de décisions éclairées et responsables concernant la gestion de leur sexualité.

Activité 3.1.2 : Doter 200 établissements scolaires en supports de communication sur la SSR

L'accès à l'information sur la SSR dans les établissements scolaires est limité par l'absence de supports de communication, le ministère en charge de l'éducation et celui de la formation professionnelle n'ayant pas les ressources suffisantes pour s'en procurer et les diffuser. Les établissements scolaires où les agents des SSS et les conseillers en éducation préalablement ont été formés seront donc dotés en supports de communication. Chaque établissement recevra 2 boîtes à images, des affiches et dépliants, et des vidéos à transmettre par les réseaux sociaux aux élèves. Sur la base des messages et supports déjà existants et validés par le Ministère de la santé et les acteurs de l'éducation dans le cadre du projet PRODEC, les supports seront reproduits et mis à la disposition des établissements ciblés. Au total 100 établissements seront bénéficiaires de ces supports de communication.

Activité 3.1.3 : Mettre en place 200 « clubs genre sensibles » de filles et de garçons dans 200 établissements post primaire et secondaire et 30 clubs Amazones dans 10 CEFP pour promouvoir des activités de sensibilisation (y inclus les références vers les centres de santé en cas de besoin (eg pour accéder les méthodes PF)

La diffusion d'une information précise, exacte et non moralisatrice donnée au moment et à l'âge voulu (avant la puberté et les premiers rapports sexuels) et adaptée à la situation de chacun-e encourage un comportement responsable et retarde généralement, contrairement aux idées reçues, le début de l'activité sexuelle. Pour ce faire, l'action envisage dans un premier temps de mettre en place dans les 200 établissements ciblés et dans les 10 CEFP, des clubs scolaires pour renforcer leur compétence de vie courante d'une part et de les préparer à la pairs éducation en vue de sensibiliser leur pairs et les parents d'élèves. Cette stratégie a un double intérêt : (i) d'outiller les élèves (filles comme garçons) de façon à les rendre plus résilients(es) à travers les mécanismes de l'entreprenariat etc. ; (ii) de permettre aux élèves de participer à la réalisation de leur droit en améliorant leur connaissance sur la SSR tout en engageant leurs parents à les accompagner dans la sensibilisation à travers le financement de leur plan d'action, toute chose qui s'inscrit dans une stratégie de pérennisation. Il s'agira dans une première étape de mettre en place les clubs, ensuite procéder au renforcement de leurs capacités sur les deux thématiques (Compétence de vie et SSR) ensuite les accompagner dans leurs activités de sensibilisation à travers le financement de leur plan d'action (PA).

Étape 1 : Mettre en place des clubs scolaires mixte dénommés « ***club genre sensible*** » dans les établisseents post primaire et secondaire et des clubs « amazones » dans les CEFP. Ces clubs seront constitués de filles et garçons pour les établissements post primaire et secondaire. Ces derniers, en prenant activement part au groupe, auront un rôle déterminant, accompagneront les filles à l'école et en famille surtout dans la gestion des tâches ménagères. Ensemble avec les filles, ils seraient encore plus convaincants pour améliorer les conditions de vie et de travail des filles. Dans les CEFP, les clubs seront composés uniquement de filles, les apprenantes de ces centres étant essentiellement des filles. Les clubs constituent à la fois des espaces d'échange, de dialogue, de pratique de la vie démocratique et d'apprentissage entre les bénéficiaires. Ces derniers peuvent améliorer leurs connaissances de la société, susciter des débats d'idées sur leurs conditions, pratiquer des activités d'épargne, visiter des institutions financières ou autres. Les clubs seront dirigés par un bureau exécutif composé d'un(e) président(e), d'un trésorier(ère), secrétaire général(e) par le biais d'élection démocratique. Ces clubs visent également à dynamiser la vie scolaire et à faire de l'école un endroit d'apprentissage accueillant, proche et positif. Les clubs permettront aux filles de pratiquer leur apprentissage, former leurs propres réseaux de soutien, d'échange et de développement de projets. Pour la mise en œuvre de l'activité, Educo en collaboration avec les conseillers d'éducation se chargera de la mise en place des clubs dans les écoles et de la formation sur la pairs éducation y compris la SSR. Solidar Suisse se chargera de la mise en œuvre des clubs Amazones dans les CEFP. Aflatoun apportera l'expertise nécessaire pour le fonctionnement de ces clubs à travers la mise à disposition d'outils spécifiques notamment pour ce qui concerne l'éducation sociale et financière, les critères d'élection des responsables des clubs. L'action prévoit la mise en place de 230 clubs scolaires dans la zone d'intervention du projet, pour l'épanouissement des adolescents(es) et jeunes. Les clubs seront constitués de 50 membres dont 40 filles et 10 garçons âgées de 15 à 18 ans dans les établissements post primaire et secondaire et de 40 filles dans les CEFP, soient 11 200 garçons et filles qui verront leurs capacités renforcées.

Étape 2 : Former les membres des clubs en éducation financière, compétences de vie courante et SSRAJ

La formation des membres des clubs en éducation financière, compétences de vie courante sera assurée par les experts formés par AFLATOUN (enseignants et facilitateurs). Ces enseignants/facilitateurs mettront en œuvre le programme et assureront le suivi et réalisation des activités. Les enseignants formés recevront le manuel du formateur développé dans le

cadre du projet, ainsi que les outils d'accompagnement et de suivi des clubs, fournis par Aflatoun. Ils vont également accompagner les jeunes dans la réalisation des activités et la mise en place de plans annuels d'épargne et d'activités. La sélection des enseignants se fera en consultation avec les inspections d'académie des zones d'intervention et les ministères concernés.

La formation sur la SSRAJ et les VBG quant à elle, sera animée par Educo en collaboration avec les agents de vie scolaire sur la base d'une synthèse qui sera opérée à partir du module de la pairs éducation de l'ABBEF et du manuel de formation de l'élève sur la Prévention et la Réaction face à la Violence Basée sur le Genre en Milieu Scolaire développé par le programme sécurité à l'école de l'USAID. Cette formation renferme les mêmes contenus que l'ECS pour créer la consolidation autour des mêmes thématiques. Elle est adaptée au groupe d'apprenants et au temps qui y est consacré. Alors que le module de l'ABBEF mettra l'accent sur la pairs éducation, le manuel de l'USAID mettra l'accent sur la prévention et la lutte contre les VBG en milieu scolaire. Les objectifs visés par ce module sont de (i) protéger les filles et les garçons contre la violence liée au genre, (ii) de renforcer leur résilience s'ils sont maltraités, (iii) développer des relations saines avec leurs camarades et les adultes.

A l'issue de cette formation, les filles et les garçons seront capables de comprendre les attentes placées en eux par leurs pairs, eux-mêmes, leurs familles et la société, lesquelles attentes étant liées au genre. Les élèves mettront aussi en pratique la pensée critique et la compétence dans les prises de décision en interprétant des rôles et en examinant des cas pour changer ces disparités de genre. Ils discuteront de ce qu'ils peuvent faire pour se soutenir mutuellement. Grâce aux connaissances acquises, les élèves pourront servir de relais pour continuer à vulgariser les informations en matière de santé sexuelle et de la reproduction y compris la prévention et la lutte contre les VBG de sorte à influencer positivement d'autres élèves et parents d'élèves. Cette formation durera 4 jours et se déroulera sur site (au sein de l'établissement).

Au total 11 200 élèves (Filles et garçons) issus de 200 établissements et 10 CEFPseront formés sur les compétences de vie, la SSRAJ y compris la prévention et la lutte contre les VBG en milieu scolaire.

Étape 3 : **Appuyer les clubs scolaires dans la réalisation de séances de sensibilisation**

Il s'agit d'activités identifiées par les élèves eux-mêmes pour les aider à se prendre en charge dans l'éducation et la sensibilisation sur la SSR. Avec l'appui de l'agent de vie scolaire préalablement formé, les clubs élaboreront des microplans d'action annuel (PAN) pour dérouler des activités de sensibilisation. Ces activités s'adresseront aussi bien à leurs pairs mais touchera également les parents d'élèves notamment les hommes afin qu'ils adoptent des attitudes et des normes socioculturelles qui soutiennent l'égalité entre les sexes et la lutte contre les VBG. Le projet appuiera financièrement l'opérationnalisation des différents PAN.

Dans un souci de pérennisation, les PAN intégreront le plaidoyer en direction du bureau des parents d'élèves pour le financement de leur PAN. Aussi les clubs seront renouvelés chaque année pour permettre la relève et la pérennisation dans les établissements. Les élèves qui quitteront le système scolaire pour une raison ou une autre, poursuivront la dynamique des clubs même en nombre réduit pour impulser le changement au sein de la communauté. Au total les 11 200 élèves (50 élèves/établissement x 200 établissements + 40 élèves x 10 centres x cohortes) formés toucheront 60 000 élèves des établissements post primaire et seconadaire (en moyenne 7 classes de la 4ème à la Tle avec un effectif moyen de 50 élèves/classe soit 7 x 50 x 200 = 70 000 moins les membres des clubs). Sur les 70 000 élèves des établissements post primaires et secondaires, on estime le nombre des filles à 28 000 filles (40%) et le nombre de garçons à 42 000. Le nombre de parents d'élèves qui seront touchés par les élèves est estimé à 142 400 (71 200 élèves x 2 parents = 142 400 dont 75% seront touchés) dont 53 400 femmes (50%).

Dans l'éducation traditionnelle, les tâches ménagères sont généralement dévolues à la fille au détriment de la fille. Cela se répercute même au niveau des structures d'apprentissage où par exemple les filles sont celles qui sont les plus disposées à balayer les salles de classes et les garçons à défricher les herbes. Les clubs qui seront mis en place constitueront également une

tribune de sensibilisation des garçons sur leurs rôles dans l'exécution de certaines tâches ménagères communément attribuées à la fille

La mise en place des clubs d'éducation financière, dénommés « Clubs genre sensible » a pour but de d'outiller les élèves (filles comme garçon) de façon à les rendre plus résilients(es) à travers les mécanismes de l'entreprenariat etc. ; (ii) de permettre aux élèves de participer à la réalisation de leur droit en améliorant leur connaissance sur la SSR tout en engageant leurs parents à les accompagner dans la sensibilisation à travers le financement de leur plan d'action, toute chose qui s'inscrit dans une stratégie de pérennisation.

Activité 3.1.4 : Former 208 enseignants et les conseillers d'éducation issus des 200 établissements post primaire et secondaire sur la SSRAJ

L'éducation sexuelle dans le post primaire et secondaire est nécessaire, notamment si elle commence dès le début du cursus secondaire (jeunes à partir de 12 - 13 ans au moment de la puberté et avant les premières relations sexuelles). A l'occasion d'un atelier tenu à Manga en octobre 2020 un consensus a été obtenu autour du concept « Education complète à la sexualité (ECS) » qui faisait polémique. Le concept d'Education à la vie familiale (EVF) a été préféré à ce dernier. Une phase d'amélioration du contenu devrait aboutir en 2021 à la mise en place d'un module consensuel qui fera l'objet de capacitation des acteurs du monde éducatif notamment des enseignants. En attendant que ce nouveau module soit disponible, le projet s'appuiera sur le module conçu par Equilibre et population pour renforcer les capacités des enseignants et conseillers d'éducation des 200 établissements ciblés. Le contenu de la formation portera sur les Mutilations génitales féminines (MGF), le mariage d'enfants, les DSSR, les relations entre garçons et filles, les inégalités de genre et stéréotypes qui modèlent les rapports de pouvoirs dans la négociation (acceptation, refus) des relations sexuelles et amoureuses. La formation durera quatre (04) jours et sera assurée par les experts de « ***équilibre et population*** » en collaboration avec l'expert SSR de Educo. A terme c'est 86 enseignants et conseillers d'éducation issus des 200 établissements et des directions provinciales et régionales du post primaires et secondaires de la zone d'intervention du projet qui seront formés. La combinaison des cours en classe et la paire éducation donnera plus d'efficacité que chacune de ces deux méthodes prises séparément.

Activité 3.1.5 : Former 160 points focaux adolescents(es) et jeunes dans les points de prestation (CM/CSPS)

A l'image des Adolescents(es) et Jeunes scolarisés, ceux et celles déscolarisés ou non scolarisés n'ont pas suffisamment accès aux services disponibles en matière de SSRAJ du fait en partie du dysfonctionnement de l'offre en SSRAJ des CM/CSPS, leurs prestations n'étant en général pas adaptées aux adolescents(es) et jeunes. Les adolescents(es) et jeunes ayant l'intention d'aller aux CSPS craignent en effet d'y rencontrer leurs parents, considérant la SSR comme un sujet tabou, et ayant honte de se montrer sexuellement actifs. De plus, le personnel de santé n'est pas suffisamment formé dans une méthodologie d'IEC et de conseil adaptée aux jeunes ainsi que la conduite d'activités transformatrices de genre. En collaboration avec les DS ciblés, deux points focaux jeunes seront désignés au sein de chaque CSPS, et formés en services SSRAJ adaptés aux jeunes notamment en « approche amicale jeune » et l'approche transformatrices de genre. Alors que le premier thème met l'accent sur comment faciliter l'accès des jeunes aux services de SSR y compris la PF, le second quant à lui, mettra l'accent sur les causes sous-jacentes (Normes sociales et valeurs culturelles, stéréotypes) qui sont à l'origine des inégalités de genre qui affectent aussi bien les hommes que les femmes. Pour assurer cette formation le module SSRAJ développé par l'AABEF et qui a été utilisé pour la formation des points focaux des CSPS servira de support de formation au même titre que le module de formation intitulé : « ***pour une approche transformatrice du genre dans les programmes en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs et contre les violences*** » développé par RUTGERS. Cette approche met l'accent sur l'implication des hommes dans la prévention et la réduction ou l'élimination de la VBG. Des

supports de communication transformatrice de genre ont été mis au point par RUTGERS et CURE à cet effet et seront utilisés dans le cadre de cette formation.

En collaboration avec les districts sanitaires de la zone d'intervention du projet, 160 agents de santé (02 agents par formation sanitaire), issus des CM/CSPS de ces districts seront formés par le biais de 8 sessions de 5 jours chacune. La facilitation sera assurée par l'expert SSR de Educo préalablement formé en ATG.
Le personnel de santé n'est pas suffisamment formé dans une méthodologie d'IEC et de conseil adaptée aux jeunes ainsi que la conduite d'activités transformatrices de genre. En collaboration avec les DS ciblés, deux points focaux jeunes seront désignés au sein de chaque CSPS, et formés en services SSRAJ adaptés aux jeunes notamment en « approche amicale jeune » et l'approche transformatrice de genre. L'approche de formation mettra l'accent sur l'implication des hommes dans la prévention et la réduction ou l'élimination de la VBG.

Activité 3.1.6 : Appuyer les points focaux formés pour la sensibilisation de la communauté pour le changement de comportement favorable
Plusieurs auteurs ont documenté la nécessité d'approches coordonnées et complémentaires pour plus d'efficacité des programmes des santé sexuelle et reproductives[28] en effet la qualité et la nature des relations familiales (difficultés de communication allant parfois aux crises parents adolescents(es)) sont des déterminants proximaux qui influencent directement les attitudes et les comportements des adolescents(es). Ces déterminants bien qu'étant une menace pour la santé des adolescents(es) peuvent être amoindries et même transformés en opportunités de promotion et d'amélioration de la santé des adolescents(es). Ainsi, à la suite de la formation des points focaux dans les CSPS, le projet appuiera les initiatives de sensibilisation des points focaux préalablement formés. Ainsi les 114 Formations sanitaires ciblées seront dotées en support de communication sur les approches transformatrices de genre. De même, les CSPS seront appuyés pour conduire les activités des sensibilisations à l'issues desquelles il est attendu la sensibilisation de 33 992 hommes (extrapolation à partir des données populationnelles 2019 du DS de Gourcy âgé de 15-35 et plus (123 161 dont 46% d'hommes = 56 654. 20% d'hommes étant égale à 11 330 x 3 districts (Gourcy+ Gayéri + Fada=33 992 hommes) pour prendre en compte les DFS de Gayéri et de Fada. La sensibilisation des parents contribuera à faire dissiper leurs craintes à aborder les sujets de sexualité dans la cellule familiale avec leurs enfants et partant, les aideront à avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive.

Activité 3.1.7 : Distribuer des kits de gestion hygiénique des menstrues à 10 000 filles
La gestion des menstrues en milieu scolaire constitue un défi pour le maintien des filles en milieu scolaire. Cause d'abandon de cours et de marginalisation, les périodes de menstrues sont souvent des périodes difficiles à gérer par les jeunes filles. Afin de permettre aux filles de continuer à aller à l'école, le projet organisera des ateliers de fabrication de serviettes hygiéniques notamment dans les CEFP, ce qui constituera une AGR pour les filles et femmes qui le souhaiteront. Ces serviettes seront vendues pendant les journées portes ouvertes pour permettre aux clubs dans ces centres d'avoir des ressources pour leurs projets. Par ailleurs, des distributions de serviettes seront faites aux bénéficiaires du projet notamment dans les centres et dans les établissements, non seulement pour encourager l'utilisation de ces serviettes lavables écologiques et économiques par les filles mais aussi promouvoir les serviettes qui seront produites par les filles formées par le projet. 10 000 filles des 200 écoles bénéficiaires du projet et les filles des CEFP qui bénéficieront de sensibilisations sur la santé sexuelle et reproductive, recevront ces kits qui leur permettront d'avoir une gestion hygiénique

[28] Venkatraman et al 2015 "*What Does Not Work in Adolescent Sexual and Reproductive Health*": A Review of Evidence on Interventions Commonly Accepted as Best Practices. Global Health Science and Practice.

de leur féminité. Pour l'approvisonnement en kits, le projet achètera aussi bien les serviettes produites par les filles formées par le projet que celles produites par les filles formées par Save the children dans le cadre d'un projet sur la SSR. Les kits seront distribués chaque année à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle. Les filles seront également encouragées à utiliser les services de promotion de la santé sexuelle et reproductive pour avoir accès à des informations pertinentes et des produits contraceptifs.

OS4 : D'ici 2024, les acteurs locaux et nationaux concernés connaissent le projet, recherchent activement des synergies, intègrent et répliquent au moins une bonne pratique PROMESSE-FP

OS4.R1 : Des études de cas et des capitalisations des bonnes pratiques PROMESSE-FP sont produites et diffusées au niveau national et mises à disposition des acteurs et réseaux concernés

Activité 4.1.1 : Produire et diffuser des études de cas, des capitalisations de bonnes pratiques

De nombreuses innovations sont mises en œuvre dans le projet. C'est pourquoi il est essentiel que les approches soient capitalisées afin de diffuser les bonnes pratiques.

L'approche AT3E

L'approche AT3E sera capitalisée avec le double objectif de favoriser l'apprentissage et d'influencer les politiques de formation professionnelle et de certification. Pour ce qui est de l'apprentissage, le processus de mise en œuvre sera capitalisé aussi bien sous forme de film que de brochures. La méthodologie, les résultats, les succès et éventuellement les échecs seront présentés. Un film sera donc réalisé ainsi que des brochures, avec des témoignages des acteurs et des bénéficiaires. Pour ce qui est d'influencer les politiques en matière d'éducation et de formation professionnelle, le Ministère en charge de la formation professionnelle présidera le comité technique de suivi qui sera mis en place. L'implication de ce Ministère depuis le début du projet dans les activités de formation professionnelle ainsi que le suivi va favoriser une appropriation de l'approche, ce qui facilitera son institutionnalisation. Le film et les brochures seront diffusés au niveau national à travers les médias (télé, presse en ligne, réseaux sociaux, etc.) des rencontres nationales et internationales et seront également mis à disposition des acteurs concernés et des réseaux nationaux afin de les mobiliser pour des actions communes et pour répliquer les bonnes pratiques en faveur de la promotion de l'éducation et la formation des filles. Des posters résumant l'approche seront également produits pour une diffusion plus large et plus rapide. Les documents de capitalisation servriont également de base de plaidoyer. La promotion de l'utilisation des TIC par les jeunes pour la promotion et le renforcement de leurs activités sera également capitalisée avec la réalisation d'un film de 13mn et une brochure présentant les avantages ainsi que les effets de cet outil.

L'approche VSLA$^+$

L'approche Village Saving Loans Associations (VSLA$^+$) fera l'objet d'une capitalisation sous forme d'un film de 13 mn, qui permettra de transformer l'expérimentation sur le terrain en connaissance partageable. Il s'agira d'enregistrer les différentes étapes du processus de fonctionnement des groupes VSLA$^+$ et de son impact sur l'économie des ménages, de la première étape (mobilisation sociale), jusqu'à l'étape où les groupes VSLA$^+$ ont permis la création d'une AGR rentable dont les retombées permettent de prendre en charge les besoins de base des enfants, particulièrement les filles. Cette capitalisation servira d'outil de

sensibilisation des communautés et de plaidoyer auprès des acteurs de développement et humanitaire pour un passage à l'échelle de ce mécanisme efficace de renforcement des capacités économique des ménages vulnérables et du leadership féminin. Ce film de capitalisation sera diffusé lors des ateliers de partage de bonnes pratiques, de plaidoyer auprès des bailleurs et dans 2 télévisions au niveau national (la RTB et Savane TV), tout en associant la visibilité du bailleur et les membres du consortium conformément aux lignes directrices en matière de communication et de visibilité.

L'approche Aflatoun

L'éducation sociale et financière à travers les modules Aflatoun sera évaluée pour mesurer l'impact du programme sur les bénéficiaires et les changements comportementaux liés aux différentes aptitudes susmentionnées. Un *Baseline* and *Endline* dans certaines écoles liées pilotes sera réalisé. L'objectif de cet étude et de mesurer le niveau de connaissance des bénéficiaires sur les thématiques du projet avant et à la fin du projet. Un rapport d'évaluation sera rédigé et partage avec les membres du consortium et l'ambassade pour renforcer le plaidoyer pour l'intégration de l'éducation financière dans les curricula. Outre le rapport d'évaluation de l'impact du projet, Aflatoun produira et diffusera un film de capitalisation sur l'approche Aflatoun des clubs d'éducation sociale et financière. Le film mettra en évidence les meilleures pratiques en matière de conduite et d'organisation de clubs Aflatoun, de mise en place de structures d'épargne et d'entreprises sociales et financières dans le milieu scolaire. Les meilleurs clubs feront l'objet de capitalisation et de bonnes pratiques.

OS4.R2 : Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et le Ministère de la Jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Burkina Faso intègrent l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR dans les curricula nationaux et les référentiels pour la valorisation des compétences des jeunes sont reconnus.

Activité 4.2.1 : Organiser des ateliers d'Orientation sur Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR pour les Ministères en charge de l'éducation et formation professionnelle.

Dans un souci de pérennisation de l'approche Aflatoun (éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR) et pour pouvoir bâtir des synergies avec différentes stratégies et politiques à savoir le programme sectoriel de l'éducation et de la formation 2017-2030, le Partenariat de Ouagadougou, la Stratégie Régionale pour l'Inclusion et Éducation Financière de la BCEAO entre autres, le consortium veillera à organiser un atelier d'information, d'orientation et partage (2 jours) en début de première année, début de troisième année, et fin quatrième année, pour les représentants des Ministères cités, des instituts de formation d'enseignants, du ministère des finances, les représentants du Comité National de Suivi de la Mise en Œuvre de la BCEAO (CNSMO), les institutions financières et opérateurs de téléphonie mobile, ainsi que le secteur privé.

Cette approche aura comme objectif de s'assurer de l'engagement des autorités nationales et locales au haut niveau à s'engager techniquement à suivre le projet, en bénéficier et contribuer à sa pérennisation. Il permet également de trouver les synergies entre le secteur public et privé, dans la mise en œuvre de la stratégie nationale d'éducation et d'inclusion financière au Burkina. L'animation des ateliers est assurée par Aflatoun, avec l'appui technique et logistique du CCEB, sur la base d'un transfert de ressources effectué par Solidar Suisse.

L'implication des décideurs se fera à travers la plateforme offerte par le Groupe de Travail Education Financière au sein du CNSMO Burkina Faso. Ce groupe de travail a l'avantage d'avoir en son sein l'ensemble des structures qui interviennent dans la rédaction du Programme National d'Education Financière du Burkina Faso. Avec ce groupe de travail, Aflatoun mettra en place un plan d'action qui va concourir à la réalisation des objectifs du projet et la validation des acquis et modules par les décideurs politiques

Activité 4.2.2 : Organiser des ateliers d'Intégration des Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR dans les curricula de l'enseignement formel, non-formel et professionnel.

Le consortium et avec l'expertise d'Aflatoun, travaillera étroitement avec les équipes techniques en charge du développement des curricula nationaux des deux ministères cités plus haut. Via des ateliers (3 jours) annuels et selon les calendriers de réforme et révisions curriculaire, et ce pour chaque ministère de tutelle, le consortium veillera à intégrer les objectifs de ses approches notamment les approches Aflatoun pour soutenir et améliorer l'offre curriculaire nationale. Seront invités à ces ateliers les équipes techniques des ministères concernés, en vue de la prise en compte de l'intégration définitive des concepts et modules d'éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR dans les curricula de l'enseignement secondaire général et professionnel, ainsi que les centre de formation. Une vingtaine de personnes seront invitées à ces ateliers.

De même, ces ateliers verront une collaboration avec les cadres en charge de la formation continue et initiale des enseignants, afin de s'assurer de l'intégration des approches du projet dans les cursus de formation des enseignants.

Ces ateliers résulteront sur des guides pédagogiques officiels assurant la nationalisation de l'éducation Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR.

Activité 4.2.3 : Organiser des Formations de formateurs nationaux en éducation sur Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR

Cette activité vise à opérationnaliser l'intégration des modules ainsi développés dans les instituts de formation des enseignants pour l'éducation de base, l'enseignement secondaire ainsi que les centres de formation professionnelle. Le consortium travaillera directement avec les instituts de formation des enseignants pour l'intégration des concepts de formation en éducation sur Compétences de vie, Éducation financière, entreprenariat, employabilité et la SSR, ainsi que des approches pédagogiques centrées sur les apprenants selon les modèles développés par Aflatoun International. Aflatoun préparera les modules de formation, assurera le transfert de compétences. L'organisation pratique et logistique des formations sera portée par Solidar Suisse. Ces formations de 8 jours seront destinées à renforcer les capacités des formateurs dans ces instituts concernant l'éducation aux compétences de vie et l'éducation financière, afin de garantir que les futurs élèves-maitres acquièrent ces compétences lors de leur sortie des instituts de formation. Au minimum 8 formations seront organisées dans ce cadre pour un total de 30 formateurs par sessions, sélectionnés au sein des disciplines concernées par l'intégration dans les curricula nationaux, soient 240 formateurs. Ces formations vont aussi permettre aux formateurs de prendre part dans les ateliers d'intégration et contribuer via leurs propres expertises.

Par ailleurs avec le développement d'une nouvelle approche d'éducation non formelle en faveur des filles exclues du système éducatif de 16-19 ans s'appuyant sur l'alphabétisation, l'initiation aux métiers, la santé de la reproduction, l'éducation financière et les compétences de vie courante, etc., la mise en place de centres de développement personnel et de promotion du leadership féminin en faveur des filles et femmes de 19-35 ans travaillant dans le secteur informel en utilisant l'approche Aflatoun, la facilitation de l'apprentissage des filles et femmes auprès de maîtres artisans du secteur privé, la favorisation d'une connexion entre les filles/femmes du secteur informel et le secteur privé en terme de formation et de perfectionnement et en formant les filles à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la promotion de leur activité commerciale, les filles et les femmes disposeront de compétences professionnelles, de vie courante, en gestion financière et seront plus motivées et aptes à développer des entreprises viables . Toutes ces actions vont contribuer à améliorer l'employabilité des filles et femmes qui auront ainsi un meilleur accès au marché du travail. Elles auront également une meilleure gestion de leur sexualité et grâce à l'utilisation des TIC, elles auront accès à un marché plus large et gèreront mieux leurs finances.

Il faut noter que les formations des enseignants sur les curricula d'éducation financière et compétences de vie courante ainsi que l'implication des acteurs des Ministères en charge de l'éducation et de la formation dans l'adaptation des curricula au contexte burkinabé et les ateliers d'orientation et d'intégration qui seront organisés, permettront une meilleure appropriation de l'approche par ces derniers. La formation des enseignants dans les centres de formation favorisera une meilleure institutionnalisation de l'approche et le changement systémique souhaité par le projet, pour une réforme du système éducatif et de formation burkinabé.

Activité 4.2.4 : Mener des concertations avec les acteurs étatiques pour l'appropriation et le cadrage politique des objectifs du programme

Le programme Minbuza dispose d'une théorie de changement qui précise les préoccupations clés et les objectifs de changements poursuivis à travers ce programme. Les acteurs du projet partiront de cette base de réflexion pour échanger avec les autorités nationales en charge des questions éducatives (ministères de l'éducation et des langues nationales ; de la jeunesse et de la formation professionnelle ; Industrie, commerce et artisanat ; …). Le CCEB jouera un rôle important au niveau des rencontres qui seront faites progressivement sous formes d'audience avec les services compétents identifiés. L'objectif est de pouvoir échanger avec les différents responsables sur les objectifs du programme, les stratégies de mise en œuvre et les attentes des services techniques de l'état. Cette démarche est aussi essentielle pour accéder aux informations actualisées sur les engagements de l'Etat ainsi que sur le ''mapping'' des intervenants dans le secteur.

Activité 4.2.5 : Mener des activités d'information/sensibilisation sur l'éducation financière dans les zones d'intervention du programme et au niveau national

Pour accompagner les actions de plaidoyer, le CCEB-BF va s'intéresser à l'influence des politiques à travers des évidences au niveau local. Pour ce faire, des actions de sensibilisation et de d'information de proximité seront menées au profit des acteurs à la base (autorités éducatives, parents d'élèves). Les résultats de ces actions contribueront à produire des évidences nécessaires à l'animation du plaidoyer au niveau nations en servant d'arguments pour convaincre les politiques sur la valeur ajoutée de l'éducation sociale et financière dans le l'éducation classique. Des outils d'information et de sensibilisation seront produits et utilisés comme supports de communication.

Les activités seront entre autres i) la production et la diffusion d'outils d'information et de sensibilisation sur l'éducation sociale et financière (dérouleurs, brochures, banderoles, affiches, teeshirt) ; ii) la réalisation des cafés de l'éducation au niveau communautaire sur l'importance de l'éducation sociale et financière ; iii) l'organisation au niveau établissement, des groupes de discussion sur l'éducation sociale et financière.

11. Stratégie d'inclusion

Les personnes défavorisées (les filles exclues du système éducatif, les filles et les femmes déplacées internes, les filles-mères, les filles et femmes vivant avec un handicap et les filles en grossesse) seront prises en compte dans les actions du projet.

Les filles exclues du système éducatif bénéficieront d'un système alternatif à l'éducation formelle (centres d'éducation et de formation professionnelle) pour mieux s'insérer dans le tissu socioprofessionnel. De plus, les mères des filles vulnérables seront accompagnées pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus en vue de la prise en charge des besoins des filles scolarisées (frais de scolarité, fournitures, etc.). L'inclusion de ces groupes dans les actions du projet se fera à travers les points ci-après :

La constitution des clubs dans les lycées et collèges : Les clubs seront constitués de 50 membres dont 40 filles et 10 garçons âgées de 15 à 18 ans. Ces membres seront choisis sur la base des critères du volontariat et du dynamisme. Parmi les 50 membres, le projet veillera à ce que 30% soient des personnes marginalisées (déplacées internes, filles en grossesse, filles-mères, filles vivant avec un handicap). Leur appartenance à ces clubs va favoriser leur insertion sociale et aussi leur donner plus de chances d'améliorer leurs conditions de vie à travers les activités d'éducation financière qui seront promues dans le cadre de l'approche. En outre, le caractère mixte des clubs favorise l'amélioration des relations de genre aussi bien au sein des établissements que dans les milieux de vie respectifs. Par ailleurs, l'intégration des déplacés internes va favoriser un brassage culturel entre les membres. Le projet veillera aussi à ne pas exclure les filles-mères qui souhaiteraient intégrer les clubs et va même susciter leur intégration aux clubs.

Les centres d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) : 35% des adolescentes exclues du système éducatif qui seront recrutées dans les centres d'éducation et de formation professionnelle seront des déplacées internes. Elles seront choisies en collaboration avec les comités départementaux de secours d'urgence (CODESUR) qui disposent d'une liste nominative des personnes déplacées internes par commune ainsi que des représentants des personnes déplacées internes au niveau des communautés. Par ailleurs, en collaboration avec les services techniques déconcentrés du Ministère en charge de l'action sociale, le projet procèdera à l'identification des filles non scolarisées venant de familles vulnérables qui constitueront également 25% du public cible. Parmi les bénéficiaires, le projet veillera à prendre en compte les filles-mères et au besoin, mettra en place un système de garde des enfants pour libérer ces mères à participer pleinement aux activités selon l'approche MaBYZ qui signifie en langue locale mooré, « espace de libération des mères de la garde de leurs enfants pour participer aux activités de production et de formation ». Au niveau des latrines qui seront construites, le système tiendra compte du fait que des filles vivant avec un handicap devront pouvoir y accéder. L'inclusion de ces groupes vulnérables dans les actions du projet leur favorisera un accès à des emplois décents et ce faisant à de meilleures conditions de vie pour eux et pour leurs familles.

La formation professionnelle de courte durée et le renforcement des capacités des filles et femmes du secteur informel : 35% des bénéficiaires de la formation professionnelle de courte durée seront des personnes déplacées internes qui seront identifiées en collaboration avec le CODESUR et les représentants des personnes déplacées internes au niveau des communautés. Le projet veillera à la prise en compte des personnes vivant avec un handicap, en collaborant avec les organisations de prise en charge de ces personnes pour faciliter leur identification, notamment Humanité et inclusion (HI), Christoffel-Blindermission (CBM) et le Ministère en charge de la femme.

Pour opérer un choix objectif et utile, les familles et la communauté seront mises à contribution pour identifier parmi les filles vulnérables, celles qui sont dans une situation extrêmement difficile : absence de parent, tuteur, famille ou centre d'accueil, difficile mobilité physique, besoins urgents de prise en charge.

Par ailleurs, le travail d'adaptation des contenus et des approches dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche Aflatoun favoriseront l'inclusion des groupes minoritaires ou marginalisés. Lors des ateliers qui seront organisés, Aflatoun contribuera avec une liste de recommandations pour les besoins d'inclusion.

La prise en compte des personnes défavorisées sera d'un apport substantiel dans la vie communautaire et contribuera à améliorer les relations sociales : elle relèvera le niveau de vie aux plans moral et économique pour ces filles qui seraient aptes à s'auto prendre en charge avec plus de confiance en soi. Du fait que les filles atteignent un niveau d'autonomie, les parents et la communauté dans son ensemble auront à leur endroit un autre regard, celui de compter avec elles d'où l'amorce de l'inclusion ;

12. Stratégie de suivi

Un mécanisme de suivi, évaluation, apprentissage et redevabilité (SEAR) sera mis en place sous le leadership de Solidar Suisse et se fera de façon participative avec toutes les parties prenantes : Ministères clés, les membres du consortium, les communautés bénéficiaires, les ONG et associations partenaires. Il va expliquer le rôle de chaque acteur, la périodicité des informations à collecter ainsi que les outils à utiliser

Les six premiers mois du projet seront consacrés à une phase de démarrage à l'issue de laquelle certaines actions prévues pourront être revues pour tenir compte des recommandations d'une étude de base qui sera réalisée. A la fin de la deuxième année, une évaluation à mi-parcours sera conduite pour faire la situation de l'évolution des indicateurs et éventuellement permettre une relecture des indicateurs ou faire des recommandations pour une réorientation des actions. A la fin de la quatrième année, une évaluation finale sera conduite pour mesurer l'efficaité du projet et mettre en exergue les succès, éventuellement les échecs.

Une unité SEAR logée au niveau de Solidar Suisse sera en lien avec les équipes de suivi évaluation de chaque partenaire pour coordonner la collecte, le traitement et l'analyse des informations liées aux interventions du projet.
Ses principales activités sont :

- **Le suivi régulier** : il s'agit de la mise à jour régulière du cadre de performance du projet et de l'analyse continue des progrès réalisés vers l'atteinte des cibles finales. Cette activité est sous la responsabilité de l'unité de Coordination SEAR qui alerte le Coordinateur du projet. Cela inclut une collecte systématique et de la remontée des données de chaque activité des zones du projet vers l'unité SEAR qui fera un contrôle qualité de ces données compilées, traitées et analysées pour produire l'information nécessaire au calcul des indicateurs. Ces données sont collectées par les animateurs terrains et transmis sous forme de rapport mensuel à l'unité SEAR de chaque membre du consortium qui fera la synthèse avant acheminement à la coordination SEAR logée à Solidar Suisse. Ces suivis permettront de rédiger les rapports d'activités.

- **Des rapports techniques d'activités internes hebdomadaires et mensuels** seront rédigés et permettront de suivre l'avancement des activités. Ils permettront d'élaborer les rapports techniques trimestriels et annuels du projet.

- **Les évaluations et enquêtes** : Au début du projet, une enquête Baseline constituée grâce aux données collectées via des entretiens individuels auprès des ménages, des leaders, les acteurs du terrain et à travers des focus groups sera effectuée pour avoir une situation de départ à comparer à leur situation à la fin du projet qui sera mesurée par une enquête Endline. Cette enquête permet de déterminer le niveau de base des indicateurs et faciliter le suivi des tendances en cours de projet et la mesure des progrès réalisés en la comparant à la situation finale. A cette étape du démarrage, une revue du cadre logique et des cibles sera faite afin de s'aligner avec les résultats de la Baseline. A mi-parcours une évaluation intermédiaire formative permettra d'analyser les forces, faiblesses et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre afin d'optimiser le projet dans sa 2e moitié. En fin d'intervention une évaluation finale externe sera conduite pour mesurer le niveau d'atteinte des indicateurs, tirer leçon de notre expérience et améliorer les actions futures.

  L'apprentissage : le présent projet intègre une dynamique d'apprentissage entre membres du consortium d'une part et avec les autres acteurs impliqués dans le projet

d'autre part. Les rencontres de bilan entre les membres du consortium serviront donc de cadre d'apprentissage à travers la documentation des succès, échecs et leçons apprises. Les rencontres régionales organisées par le projet Job Booster SEC auxquelles participeront les membres du consortium, seront des cadres d'apprentissage pour le projet qui pourra tirer leçon des expériences d'autres acteurs intervenant dans la même thématique. Les approches et innovations développées dans le cadre du projet vont faire l'objet d'une étude de capitalisation afin de s'en servir pour sensibiliser, former voire influencer les politiques au niveau national. Par ailleurs, les bonnes pratiques, réussites et leçons apprises seront documentées sous forme d'écrits, de films, de bandes dessinées, pour générer des connaissances sur le projet. La participation des membres aux rencontres régionales, nationales, voire internationale, seront des occasions, en plus des documents qui seront produits, pour diffuser les bonnes pratiques et surtout apprendre des expériences des autres.

- **La redevabilité** : cela revient à communiquer de manière transparente sur les moyens mobilisés, les activités menées et les résultats auxquels nous parvenons. Pour ce faire, des organes/instances de gouvernances du projet seront mis en place et des cadres de concertations périodiques ou rencontres bilan organisées. Il s'agit ;
    - De la rencontre trimestrielle de bilan et de planification des membres du consortium et de leurs partenaires pour le bilan et la programmation et de la mise en œuvre des activités, la consommation des ressources et apporter des solutions aux difficultés rencontrées
    - Du comité technique de suivi : il sera composé de l'Ambassade des Pays-Bas, des points focaux des ONG membres du consortium, des Ministères clés notamment celui en charge de l'éducation, celui en charge d elasanté et celui en charge de la formation professionnelle, du Conseil national du patronat burkinabè et des organisations professionnelles. Ce Comité sera présidé par le ministère en charge de la formation professionnelle et jouera un rôle politique pour l'institutionnalisation des approches développées par le projet comité jouera également un rôle de plaidoyer pour une mise en œuvre réussie du projet. Grâce à ce comité de suivi, le plaidoyer pour la prise en compte des approches du projet sera facilité et des orientations stratégiques pour une meilleure mise en œuvre des activités permettront d'obtenir les résultats escomptés.

- **La gestion des plaintes** : Ce projet va adhérer au cadre de responsabilité pour la mise en œuvre des projets humanitaires. Ce cadre de responsabilisation comprend plusieurs principes, notamment le partage d'informations sur l'organisation, la participation de la communauté, la rétroaction et la gestion des plaintes relatives aux activités, aux attitudes et au comportement du personnel. L'ensemble des organisations parties prenantes intègrent les politiques en lien avec ces cadres.
  Le projet utilisera son unité SEAR pour garantir une responsabilité maximale des participants au projet et la présence d'outils capables de soutenir l'amélioration du programme lors de sa planification et de sa mise en œuvre. Tout problème mis en évidence par une activité de suivi ou d'évaluation sera traité en fonction de sa gravité, en apportant les réponses et modifications nécessaires au projet et aux facteurs pertinents qui l'influencent et sur lesquels le projet a le pouvoir d'intervenir.

Les outils de suivi

Le cadre logique, le plan de suivi et de collecte des données ainsi que les canevas de rapportage seront les principaux outils de suivi et d'évaluation. Les données seront collectées de manière périodique pour capter tous les marqueurs de progrès indispensables à l'atteinte des résultats. Les responsables des projets au niveau de Solidar Suisse et de Educo

effectueront de ce fait et de manière régulière, des missions de supervision terrain. Aflatoun bien que n'étant pas présente au Burkina Faso, effectuera des missions régulières pour le suivi de la mise en œuvre de l'approche Aflatoun en collaboration avec le CCEB. En outre, au niveau des organisations partenaires impliquées l'opérationnalisation des activités du projet, un suivi régulier sera effectué avec l'appui des agents de suivi de ces organisations. Pour certaines activités spécifiques, notamment celles qui requièrent l'accompagnement de spécialistes, il sera fait appel aux agents des services techniques déconcentrés et d'autres acteurs/structures privées pour le suivi technique tout en veillant à ce qu'un transfert de compétences aux acteurs locaux se fasse progressivement. .

Le projet utilisera également la plateforme AKVO pour le suivi évaluation, en utilisant les TIC pour plus de fiabilité des données et faciliter également leur compilation. Les acteurs du projet seront formés à son utilisation.

Cadre de suivi des indicateurs du projetIndicateurs de performance	Source de données/Méthode de collecte de données	Fréquence de collecte de données/Rapportage	Responsable de la collecte de données	Niveau de base	Cibles du projet		Commentaires
					Hommes	Femmes	
OS1 : D'ici 2024, 14 000 élèves de 40 établissements du post-primaire et secondaire de la zone d'intervention du projet ont amélioré leurs compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curriculums et d'outils pédagogiques améliorés							
70% filles et garçons qui améliorent leurs compétences en éducation financière et compétences de vie courante	Enquête	Annuel		-	5 680	3 920	70% des 14 000 élèves des établissements dont 40% de filles
72 projets économiques réalisés par les filles membres des clubs	Rapports d'activités	Annuel	Responsable suivi-évaluation	-	-	-	90% des 80 clubs ont au moins 1 projet
OS2 : OS2 : D'ici 2024, l'employabilité et l'accès à des revenus décents de 15 625 filles et femmes sont améliorées à travers la promotion d'une offre de formation professionnelle innovante utilisant l'approche Aflatoun et l'utilisation des TIC							
65% des filles et de femmes bénéficiaires des CEFP et de la formation de courte durée qui ont un emploi	Enquête	Annuel	Responsable suivi-évaluation	-	-	2 080	65% des 1 200 bénéficiaires des CEFP et des 2 000 bénéficiaires de la formation courte durée
45% des filles et femmes du secteur informel qui augmentent leur clientèle grâce à l'utilisation des TIC	Enquête	Annuel	Responsable suivi-évaluation	-	-	675	45% des 1 500 filles et femmes bénéficiaires du renforcement de capacités
80% des filles/femmes bénéficiaires des VSLA qui augmentent leurs revenus	Enquête	Chaque 2 ans	Responsable suivi-évaluation	-	-	7 700	80% des 9 625 bénéficiaires des VSLA

1 500 nouvelles entreprises créées par les jeunes filles et femmes formées et équipées	Enquête	Chaque 2 ans	Responsable suivi-évaluation	-	-		
OS3 : D'ici 2024, il est rendu possible à 28 000 filles et 42 000 garçons du post primaire et du secondaire d'avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive							
Baisse du nombre d'abandons scolaires liés aux grossesses scolaires de 30%	Enquête	Annuel	Responsable suivi-évaluation	-	-	-	
OS4 : D'ici 2024, les acteurs locaux et nationaux concernés connaissent le projet, recherchent activement des synergies, intègrent et répliquent au moins une bonne pratique PROMESSE-FP							
Compétences de vie courante, éducation financière et DSSR intégrés dans les curricula nationaux du ministère de l'éducation	Analyse des curricula nationaux d'éducation	Une fois à la fin du projet	Responsable suivi-évaluation	-	-	-	
Compétences de vie courant, éducation financière DSSR, Entreprenariat et employabilité intégrés dans les curricula nationaux de la formation professionnelle	Analyse des curricula nationaux de la formation professionnelle	Une fois à la fin du projet	Responsable suivi-évaluation	-	-		

13. Durabilité

Afin de garantir la durabilité du projet, le consortium travaillera en étroite collaboration avec les structures étatiques concernées en vue de leur appropriation des approches qui seront développées. Ils seront de ce fait impliqués systématiquement dans le processus de mise en œuvre de l'action et dans les rencontres de bilan qui seront organisées. Les acteurs étatiques concernés, notamment le Ministère en charge de la formation professionnelle, ont déjà été consultés pendant la phase d'élaboration. Un plaidoyer sera fait par le consortium pour la prise en compte des approches du projet notamment pour ce qui est de la formation professionnelle, non seulement dans la stratégie nationale de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat qui est en cours d'élaboration par ledit Ministère mais aussi dans les référentiels pour l'entrepreneuriat qui sont également en cours d'élaboration. Des conventions seront également établies par les Directions concernées, ce qui va favoriser la prise en compte de jeunes appuyés par le projet et ayant des projets pertinents, dans le programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, pour la mise en place et le suivi de leurs entreprises. Ces conventions vont également favoriser la prise en compte de jeunes bénéficiaires du projet dans le mécanisme d'appui aux jeunes existant au sein du Ministère, notamment par la formation en entrepreneuriat et la dotation de kits d'installation. En outre, les curricula seront élaborés en collaboration avec le Ministère en charge de la formation professionnelle à travers le Secrétariat permanent pour la certification afin de garantir la reconnaissance des certificats que les sortants des CEFP recevront.
Les capacités des acteurs locaux, partenaires du projet, seront renforcées, de manière à favoriser leur appropriation des approches que l'action se propose de développer et ceci dans le but d'une meilleure intégration des expériences réussies dans les plans d'action de ces organisations locales. Ces organisations ont également été consultées dans le cadre de l'élaboration du projet pour tenir compte des expériences pertinentes pouvant contribuer à une meilleure atteinte des résultats.
Afin de garantir la pérennité des résultats / changements induits par les interventions des actions spécifiques seront réalisées sur les plans suivants :
Le renforcement des capacités des organisations de la société civile garantira qu'un large groupe de formateurs certifiés aura la capacité d'encadrer des éducateurs, des animateurs et des enseignants dans les zones cibles lors de l'exécution du programme. Par ailleurs des ateliers et des formations sur le transfert de compétences dans le pays et aux institutions de formation gouvernementales et à la société civile seront organisés tout au long de la durée de vie du projet.
Les acteurs du secteur seront invités à assurer l'appropriation et l'intégration à tous les niveaux, de la politique à la mise en œuvre dans les classes et les centres de formation. Cela prendra la forme de politiques, de cadres éducatifs et de matériel didactique qui font partie intégrante des programmes nationaux.
Pour compléter cette approche, des ateliers de plaidoyer nationaux seront organisés pour partager les expériences et les leçons apprises. L'approche de changement de ce système garantit que les coûts récurrents sont en fin de compte couverts par les budgets nationaux.

14. Communication et visibilité

Le consortium Solidar Suisse/Educo respectera les directives de l'Ambassade des Pays-Bas en matière de communication et de visibilité. Pour ce qui est du partage des connaissances, le projet mettra l'accent sur la réalisation d'études de cas et la capitalisation des bonnes pratiques du projet par exemple dans le domaine de l'accès et du maintien des filles à l'école ainsi que la formation professionnelle. Des films sur des expériences réussies (amazones du lycée, approche Aflatoun, CEFP, VSLA, etc.) seront produits et diffusés sur la chaîne de télévision nationale et des chaînes privées et les pages Facebook et autres réseaux sociaux

des membres du consortium[29]. Les occasions de participation à des rencontres nationales et internationales sur la promotion de l'éducation des filles y inclus l'éducation sexuelle complète dans les différents programmes d'éducation formelle, seront saisies pour diffuser les expériences réussies du projet. Les curricula élaborés sur l'éducation sociale et financière ainsi que les compétences de vie courante dans le cadre de l'approche Aflatoun seront publiés. Pour renforcer l'éducation des filles en matière d'éducation sexuelle et de compétences de vie courante, le projet collaborera avec une structure de communication pour produire et distribuer des journaux adaptés aux jeunes [30]dans les lycées et collèges.
La journée internationale de la fille (11 Octobre), la journée mondiale de la population (11 Juillet) et la journée mondiale de l'hygiène menstruelle (28 Mai) seront également des occasions pour le projet de partager ses expériences. La participation de Solidar Suisse et Educo à des réseaux comme le CCEB, le REB est aussi une opportunité qui sera saisie pour le partage des expériences du projet. Les études qui seront réalisées par le projet feront l'objet de restitution tant au niveau local que national pour une meilleure dissémination des résultats. Les rapports seront également disponibles sur les sites web de Solidar Suisse, Educo et Aflatoun pour une accessibilité plus large. Pour ce qui est du plaidoyer, le consortium Solidar Suisse-Educo-Aflatoun veut plaider pour une meilleure protection des filles contre les violences basées sur le genre et la promotion de leur accès/maintien à l'école, sans oublier leur accès au marché de l'emploi à travers l'amélioration de leur employabilité. C'est pourquoi il va mobiliser des acteurs comme le REB, le CCEB, le Secrétariat permanent des ONG (SPONG), etc. pour des actions communes en faveur de la promotion de l'éducation et la formation des filles.

[29] https://www.facebook.com/SolidarSuisseBF/
https://www.facebook.com/EducoBurkinaFaso/
[30] http://www.teminiyismedia.com/

15. Analyse des risques

LES RISQUES ET LES MESURES D'ATTÉNUATION

9.1 Risques contextuels

Risque	Évaluation du risque (faible (L) /moyen (M) /élevé (H))	Influence sur les résultats de l'activité	Mesures d'atténuation
Accroissement des menaces des groupes armés dans la zone du projet	**Élevé (H)** Les régions de l'Est, du Sahel, du Nord et du Centre Nord sont les plus affectées par la crise sécuritaire que traverse le Burkina Faso depuis 2016. Les attaques à main armée, kidnapping et vols sont récurrents dans la zone à cause de la présence de groupes armés et la non présence de l'Etat dans certaines zones. Cette situation occasionne de nombreux déplacements des populations. Le nombre de Personnes Déplacées Interne (PDI) est passé de 87000 en janvier 2019 à 1 013 234 au 08 Aout 2020 (SP/CONASUR).	Limitation des sorties terrain pour le suivi des activités par le personnel projet Non atteinte des cibles du projet à cause de la fermeture de certaines écoles et les déplacements des populations	Utilisation des relais communautaires et du téléphone pour le suivi et la collecte des données Suivi régulier des conseils en matière de sécurité des structures onusiennes Adaptation trimestrielle des plans locaux de sécurité des membres du consortium
Détérioration de la cohésion sociale dans la zone du projet	**Élevé (H)** La population du Burkina Faso est composée de différents groupes socioculturels. La situation sécuritaire difficile que traverse le pays met à mal le vire ensemble avec la stigmatisation de certaines communautés considérées comme étant en lien avec les terroristes. Le choix des bénéficiaires parmi certaines catégories au détriment d'autres groupes pourraient exacerber les conflits dans la zone du projet	Conflits entre de potentiels bénéficiaires et équipe de projet Retards dans la mise en œuvre de certaines activités Blocage de la mise en œuvre des activités sur le terrain	Prise en compte des différentes sensibilités socioculturelles dans le choix des bénéficiaires des activités du projet en prenant le soin de ne pas privilégier certains groupes à d'autres (personnes déplacées internes, autochtones, ethnies, religion, etc.)
Persistance de la crise sanitaire liée au COVID-19	**Faible (L)** Même si la crise sanitaire liée au COVID-19 se prolonge, la tendance est à la baisse au Burkina Faso au regard des rapports quotidiens publiés par le Centre des opérations de réponse aux urgences sanitaires (CORUS)	Démultiplication des cas de contamination Nouvelle fermeture prolongée des établissements scolaire et de centres de formation, confinement total	Les activités se tiendront dans le strict respect des mesures barrières En cas recrudescence de la pandémie une révision du calendrier de mise en œuvre du projet sera réalisée en tenant compte des changements au niveau du calendrier scolaire et de formation professionnelle
Instabilité politique liée aux élections de Novembre 2020	**Faible (L)** Le Burkina Faso est en période électorale avec les élections couplées (présidentielles-législatives) prévues en Novembre 2020 et les élections municipales prévues en 2021. La non-acceptation des résultats de ces élections par les partis politiques pourrait entrainer une crise post-électorale.	Retard dans la mise en œuvre de certaines activités Limitation d'accès des équipes aux zones d'intervention	Suivi constant de la situation politico sécuritaire afin de revoir la stratégie d'intervention si besoin. Réorganisation des activités afin de s'adapter à la période trouble Tous les acteurs du projet seront sensibilisés sur le caractère impartial/apolitique du projet
Grève des enseignants	**Élevé (H)** Depuis quelques années le climat social au Burkina Faso est perturbé par les nombreuses grèves organisées par les organisations syndicales de plusieurs secteurs. Même si le Gouvernement a consenti de nombreux efforts en 2020, plusieurs revendications des syndicats des enseignants n'ont pas encore trouvé de satisfaction et l'on pourrait craindre à nouveau des grèves.	Les écoles cibles du projet sont fermées et les activités ne peuvent pas y avoir lieu Retard dans la mise en œuvre de certaines activités liées aux écoles	Révision du planning des activités pour l'adapter à la situation

9.2 Risques liés aux programmes

Risque	Évaluation du risque (faible/moyen/élevé)	Influence sur les résultats de l'activité	Mesures d'atténuation
Non-participation des filles et femmes aux activités du projet	**Moyen (M)** Selon le « Rapport Développement Humain », le Burkina Faso a des niveaux élevés de discrimination sexuelle et il a un classement très bas sur l'indice de développement du genre, à savoir 0,875 ainsi que l'indice d'inégalité de Genre à 0,612. À la racine des inégalités se trouvent les normes de genre, qui prescrivent un statut, un pouvoir, un accès aux ressources et des comportements attendus (y compris dans les relations) différentiels en fonction des attentes culturellement appropriées pour les hommes et les femmes. Cette situation sur la perception socioculturelle de la fille et de la femme pourrait constituer un obstacle à leur participation au projet	Refus des hommes que leur femme, cible du projet, participe aux formations organisées par le projet Refus des parents que leur fille participe aux formations organisées par le projet	L'approche transformative de genre sera utilisée dans le projet. C'est dire que les parents et les maris seront pris en considération dans les sensibilisations pour favoriser une meilleure participation des filles et des femmes L'équipe du projet sera formée sur l'approche transformative de genre pour une meilleure mise en œuvre de l'approche
Faible appropriation du projet par le Gouvernement et les parties prenantes locales	**Faible (L)** L'approche qui sera développée par le projet pour la mobilisation et l'implication des acteurs dès le démarrage du projet (rencontre des autorités, présentation du projet, cérémonie de lancement, …) va minimiser les réticences des acteurs	Retard dans la mise en œuvre des activités Faible/non implication des acteurs de l'éducation et de la formation professionnelle ; Faible/non implication des entreprises pour la formation professionnelle	L'arrimage du projet aux politiques nationales, sectorielles et locales va permettre une meilleure adhésion des acteurs Rencontre des acteurs du projet avec les parties prenantes dès le début du projet
Faible engagement des jeunes filles et femmes bénéficiaires	**Moyen (M)** Un mauvais ciblage des bénéficiaires du projet entraîne une perte de confiance des jeunes envers les initiatives à leur endroit	La non motivation des bénéficiaires du projet peut être un obstacle à l'atteinte des effets du projet	Implication des bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre du projet implication des organisations locales pour le ciblage des bénéficiaires du projet
Difficultés des partenaires locaux à mettre en œuvre les activités	**Faible (L)** En dehors de l'approche Aflatoun qui est nouvelle, les partenaires de mise en œuvre sont déjà familiers avec les approches proposées par le projet	Retards dans la mise en œuvre des activités et inefficience du projet	Sélection rigoureuse des acteurs locaux de mise en œuvre
Fraude liée au personnel (abus des systèmes d'indemnités, falsification des feuilles de présence et personnel fictif sur la liste de paie)	**Faible (L)** L'existence de stratégie de répartition interne des charges du personnel sur les projets minimise les risques de fraude sur le paiement des personnes affectées au projet	Conflit avec le bailleur	Utilisation de clé de répartition du personnel et utilisation de time sheets en fonction de cette clé de répartition
Vol ou détournement des actifs liquides	**Faible (L)** L'existence de liste d'inventaire des biens et matériels et de fiches de gestion de stock minimise les risques de vols ou de détournement	Conflit avec le bailleur	Utilisation des fiches de gestion de stocks et des listes d'inventaire actualisées chaque année
Non-respect des délais de rapportage du projet	**Faible (L)** La grande expérience des membres du consortium dans la gestion de projet et la redevabilité et les rencontres trimestrielles de bilan et de planification prévues par le projet minimisent le risque de non-respect des délais	Conflit avec le bailleur	Respect rigoureux des périodicités planifiées dans le cadre de suivi des indicateurs Rappels réguliers des parties prenantes

9.3 Risques liés à l'organisme d'exécution

Risque	Évaluation du risque (faible/moyen/élevé)	Influence sur les résultats de l'activité	Mesures d'atténuation
1. Politique de l'organisation en matière de lutte contre la fraude et la corruption	**Faible (L)** Solidar Suisse dispose d'une politique anti-corruption, d'un code de conduite signé par le staff justifient la faiblesse de ce risque	Insuffisance dans la gestion administrative et financière résultant en un conflit avec le bailleur	Formation des responsables des associations/ONG partenaires et leurs gestionnaires sur les outils de gestion Signature de la politique antifraude par les partenaires Suivi budgétaire trimestriel des partenaires par l'administration
2. Structure organisationnelle et culture	**Faible (L)** Solidar Suisse et ses partenaires du consortium ont une bonne structure organisationnelle	Personnel permanemment stressé, impactant négativement le rendement Retard dans la mise en œuvre des activités	Réunions régulières avec le personnel Veiller au respect du code de conduite et du règlement intérieur
3. Suivi, évaluation et qualité de la gestion	**Faible (L)** La grande expérience des membres du consortium dans la gestion de projet, l'existence de personnel adéquat et efficace et d'un mécanisme de suivi évaluation efficace et efficient garantissent un bon suivi évaluation apprentissage du projet	Retard dans la mise en œuvre des activités Non atteinte des résultats du projet Conflit avec le bailleur	Respect rigoureux du cadre de suivi Rencontres de bilan et de planification régulières
4. Gestion financière et administrative	**Faible (L)** L'existence d'un manuel de procédures, la séparation des tâches et de personnes ressources qualifiées au sein de Solidar Suisse et ses partenaires garantissent une bonne gestion administrative et financière du projet	Déboursement tardif des fonds pour les activités Retard dans la mise en œuvre des activités Conflits avec le bailleur	Mise en place des mécanismes de gestions rigoureuses (audit, authenticité et vérification des pièces comptables etc)
5. Autres			

Annexes

- Budget
- Cadre logique
- Planning
- Tableau d'analyse des ressources humaines impliquées dans le projet
- Organigramme